DIMANCHE 25 - LUNDI 26 AOÛT 2024
80E ANNÉE – NO 24773
3,60 € – FRANCE MÉTROPOLITAINE
WWW.LEMONDE.FR –
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY
DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

Le Monde





l'été de l'époque

LA COMMUNAUTÉ AB, UNE « GRANDE FAMILLE » DE FANS

Matignon : premières consultations, sans issue

▸ Emmanuel Macron a reçu vendredi à l'Elysée une délégation du Nouveau Front populaire (NFP), puis les dirigeants du camp présidentiel

▸ Le président de la République a fait passer une sorte de « grand oral » à Lucie Castets, la candidate de la gauche pour Matignon

▸ La haut fonctionnaire a abordé les compromis qu'elle était prête à faire et confirmé son intention de nommer des ministres de La France insoumise

▸ Une option qui serait sanctionnée par le vote d'une motion de censure, ont promis les représentants du « bloc central » au chef de l'Etat

▸ M. Macron devrait annoncer lundi qu'il ne nommera pas Mme Castets à Matignon, et lancer mardi de nouvelles consultations

PAGES 6-7

l'été en séries

Successions, saison III Les Wertheimer

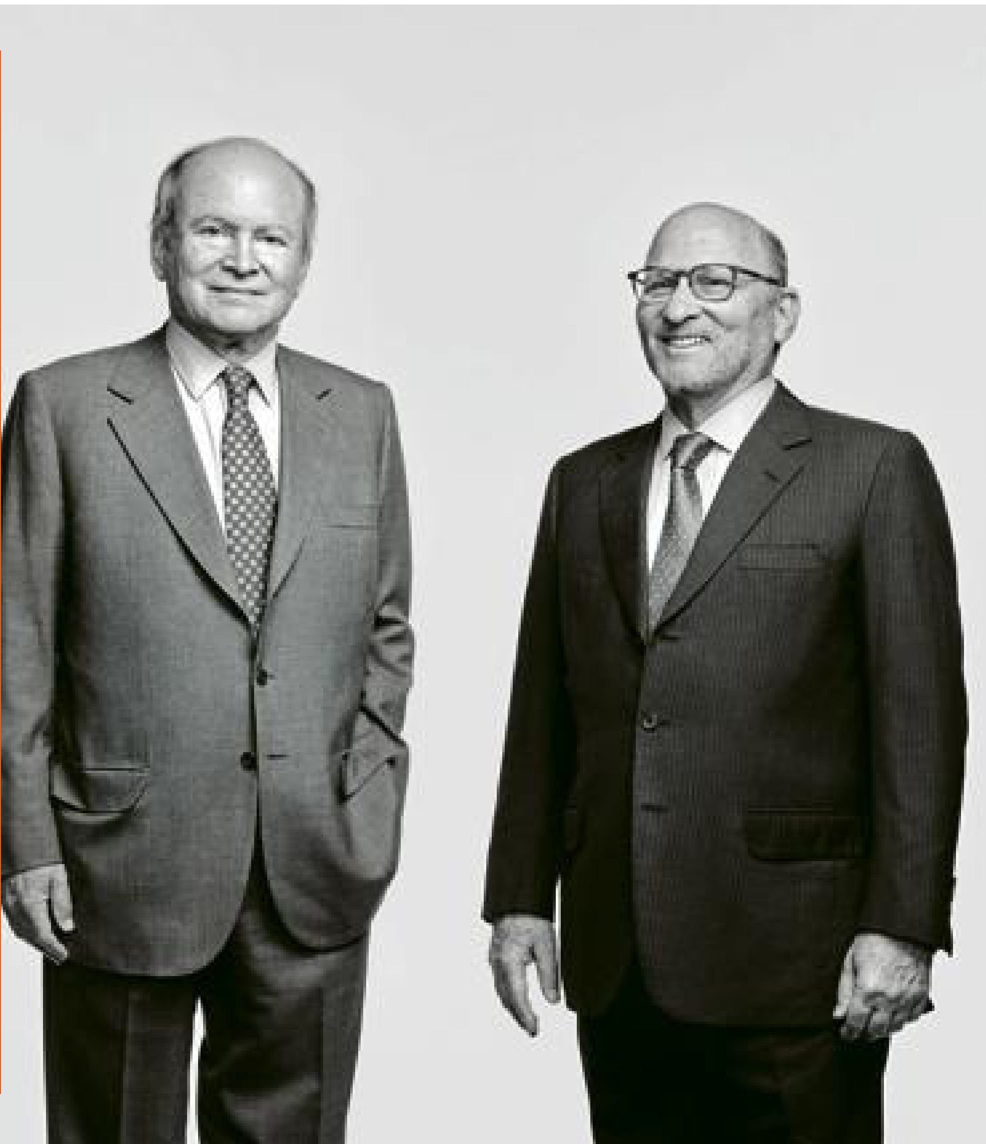
Aussi discrets que leur marque, Chanel, est mondialement connue, les frères Alain et Gérard Wertheimer accompagnent la quatrième génération pour prendre leur suite

PAGES 22-23

A nos amours perdues

Rester amis ou couper les ponts. Pour certains anciens amoureux, se priver de quelqu'un qui a compté n'a pas de sens. L'ex devient meilleur ami

PAGE 24



Alain et Gérard Wertheimer, propriétaires de Chanel, en 2024. CHANEL

Logement Doutes sur la taxe sur les résidences secondaires

DANS LES COMMUNES touristiques, telles les stations balnéaires ou de ski, où les tensions sur le marché immobilier sont fortes, les maires n'hésitent plus à sévir contre le développement des résidences secondaires. Une étude de la direction générale des finances publiques montre que la majoration de la taxe d'habitation a le vent en poupe : 1461 communes ont institué une « surtaxe » en 2024, contre 308 en 2023, soit une multiplication par plus de quatre. Désormais, 40 % des communes autorisées se saisissent de cette possibilité, alors qu'elles n'étaient que 27 % en 2023. Et parmi elles, plus d'une sur trois a voté cette année le taux maximum de majoration autorisé par la loi, soit 60 % de la part communale de la taxe d'habitation.

Mais ces majorations n'ont pas eu les effets escomptés sur les marchés immobiliers. Et certains élus plaident en faveur de quotas pour limiter la croissance des meublés touristiques.

PAGE 8

Etats-Unis
Ralliement de Robert F. Kennedy Jr à Donald Trump

Le candidat indépendant, représentant controversé de la plus célèbre famille américaine en politique, n'a jamais pu bénéficier d'une dynamique positive

PAGE 2

Ukraine
Narendra Modi en visite à Kiev pour rééquilibrer sa diplomatie

La venue d'un premier ministre indien revêt un caractère historique – c'est la première depuis 1991, année de l'indépendance de l'Ukraine

PAGE 3

80 ans

La longue bataille du climat dans « Le Monde »



Des sacs géotextiles remplis de sable protègent l'île de Fulhadhoo (Maldives) de l'érosion, le 16 février 2022. MATHIAS DEPARDON POUR « LE MONDE »

IL AURA FALLU la persévérance de quelques reporters pionniers, dès les années 1970, les rapports alarmants du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat à compter de 1990 et l'audace de jeunes journalistes pour que les enjeux environnementaux se fraient un chemin parmi les sujets politiques et internationaux du *Monde*. Non sans railleries envers les « pages pingouin »… C'est du côté du service Science & médecine que l'on a commencé à regarder de plus près ce que l'on appelait alors le « problème de l'effet de serre ». La prise de conscience des enjeux climatiques se traduira en 2008 par la création des pages Planète et d'un service consacré aux questions environnementales.

PAGES 14-16

Afghanistan
De nouvelles règles imposées aux femmes par les talibans

PAGE 4

Australie
Feu vert pour une mégacentrale solaire

PAGE 5

Allemagne
Des drones, sans doute russes, ont survolé des sites sensibles

PAGE 4

Santé
Un vaccin à ARN messager contre la bronchiolite validé

PAGE 12

Economie
Powell ouvre la porte à une prochaine baisse des taux d'intérêt

Le président de la Réserve fédérale américaine juge que le moment est venu d'assouplir la politique monétaire des Etats-Unis, en raison d'un ralentissement de l'inflation et d'inquiétudes sur l'emploi et la croissance

PAGE 10

ÉDITORIAL

LA PARENTHÈSE ENCHANTÉE DE LA CONVENTION DÉMOCRATE

PAGE 26

M 00147 - 825 - F: 3,60 €

Algérie 220 DA, **Allemagne** 4,70 €, **Andorre** 4,20 €, **Autriche** 4,40 €, **Belgique** 3,90 €, **Espagne** 4,10 €, **Grèce** 4,10 €, **Guadeloupe-Martinique** 3,90 €, **Italie** 4,10 €, **Luxembourg** 4 €, **Maroc** 30 DH, **Pays-Bas** 4,50 €, **Portugal cont.** 4,10 €, **La Réunion** 3,90 €, **Sénégal** 2 500 F CFA, **Suisse** 4,80 CHF, **Tunisie** 6,50 DT

Le Monde
DIMANCHE 25 - LUNDI 26 AOÛT 2024



Le républicain Donald Trump et le candidat indépendant Robert F. Kennedy Jr, lors d'un meeting à Glendale (Arizona), le 23 août.
EVAN VUCCI/AP

Trump reçoit le soutien intéressé d'un Kennedy

Le candidat indépendant Robert F. Kennedy Jr, populaire auprès de certains jeunes, se rallie au républicain

WASHINGTON - *correspondant*

Robert F. Kennedy Jr (« RFK ») a une haute idée de lui-même. *« Dans un système honnête, je crois que j'aurais gagné l'élection* [présidentielle]. *»* Le candidat indépendant, représentant controversé de la plus célèbre famille américaine en politique, a annoncé, vendredi 23 août, qu'il suspendait sa campagne. S'exprimant depuis Phoenix (Arizona), il a apporté, sans surprise, son soutien à Donald Trump avant de le rejoindre à Glendale (Arizona).

De Kennedy, « RFK » n'a que le nom, pas les convictions. Ancien avocat spécialiste des questions environnementales, ce neveu du président John Fitzgerald Kennedy s'était transformé en porte-voix des thèses conspirationnistes, particulièrement sur les sujets de santé comme les vaccins. Méprisé à gauche, il était très apprécié dans le monde MAGA (*« Make America Great Again »*).

« RFK » a précisé que son nom demeurerait sur les bulletins dans les Etats promis aux républicains ou aux démocrates, mais qu'il serait retiré dans une dizaine d'autres, plus incertains, qui pourraient se jouer à quelques dizaines de milliers de voix. En s'y maintenant, a-t-il expliqué, *« j'aurais probablement offert l'élection aux démocrates, avec lesquels je suis en désaccord sur les questions les plus existentielles comme la censure, la guerre et les maladies chroniques »*. En athlétisme, un lièvre est un coureur chargé de mener bon train lors de la première partie de la course, avant de se retirer au profit du favori. C'est exactement ce que « RFK » vient de réaliser, en échange d'un engagement : son entrée dans une éventuelle administration Trump 2, pour s'occuper des questions de santé et d'alimentation. Le candidat républicain, lui, a refusé de confirmer cette promesse, tout en saluant le geste de son allié.

Au cours de son allocution, il a réservé tous ses coups au Comité national démocrate – pour l'avoir soumis à un harcèlement judiciaire visant à l'empêcher de se présenter dans de nombreux Etats – ainsi qu'au gouvernement fédéral et aux médias, ces *« sténographes des organes du pouvoir »*.

Léger baume

Selon lui, son ancienne formation, qu'il a quittée pour se présenter en candidat indépendant, serait devenue *« le parti de la guerre, de la censure, de la corruption »*. Robert F. Kennedy Jr s'est aussi livré à une longue diatribe consacrée à la guerre en Ukraine. Il prétend ne pas *« excuser »* le président russe, Vladimir Poutine, qui *« avait d'autres options »* que l'invasion. Mais, selon « RFK », *« l'Ukraine est une victime dans cette guerre, et c'est une victime de l'Occident »*. Et de dénoncer les néoconservateurs américains, le complexe militaro-industriel et les médias.

« RFK » espère ainsi faire son entrée dans une éventuelle administration Trump 2

Au printemps 2023, lors de son entrée en lice, M. Kennedy s'appuyait sur des sondages favorables mais impressionnistes. Ils lui promettaient un potentiel proche des 20 % dans les primaires démocrates. Mais l'absence de moyens financiers, d'équipe de campagne sérieuse et de stratégie cohérente ne lui permit pas de décoller. Sa riche colistière, Nicole Shanahan, a pourtant consacré 12,5 millions de dollars (11 millions d'euros) à leur équipée. « RFK » a aussi revendiqué l'implication de 100 000 volontaires, un chiffre invérifiable.

Mais l'absence de dynamique positive était évidente. Engagé dans une course contre la montre pour figurer sur les bulletins, Etat par Etat, il a été aussi une victime indirecte du retrait de Joe Biden. « RFK » représentait une éventuelle alternative originale pour les électeurs rejetant le match retour entre le président actuel et son prédécesseur, Donald Trump.

Ce dernier est soulagé à plusieurs titres par le ralliement de Robert Francis Kennedy Jr, tant celui-ci braconnait sur ses terres idéologiques. Les deux hommes s'étaient retrouvés en juillet à Mar-a-Lago, la résidence floridienne de M. Trump, pour évoquer leurs perspectives communes. Ils affichent des convergences sur le rejet des guerres extérieures et leur détestation des médias, vus comme des organes du gouvernement supposément instrumentalisés.

Pour Donald Trump, ce ralliement – dont il est difficile d'estimer l'impact, même si la popularité de « RFK » dans une frange de la jeunesse semble réelle – est un léger baume après la convention fracassante du Parti démocrate à Chicago (Illinois), achevée jeudi soir. Celle-ci risque de renforcer l'envolée de Kamala Harris dans les sondages, constatée depuis un mois, même si la course dans les Etats pivots (Pennsylvanie, Wisconsin, Géorgie, etc.) sera serrée.

Un Parti démocrate revigoré

La popularité de la candidate démocrate ne repose *« sur rien,* assure Robert F. Kennedy. *Pas de politiques, pas d'interviews, pas de débats, seulement de la fumée, des miroirs et des ballons »*. Pourtant, Donald Trump semble déstabilisé par ce changement d'adversaire. Il a essayé différents angles d'attaque, en vain. Ses conseillers le poussent à se focaliser sur la question migratoire et l'inflation, afin de renvoyer Kamala Harris aux faiblesses de l'administration actuelle.

Mais Donald Trump a bâti toute sa carrière politique sur son instinct, souvent à contre-courant des analyses classiques. Aujourd'hui, il est confronté à un Parti démocrate revigoré. A Chicago, les orateurs ont habilement combiné les avertissements et les railleries à son sujet. *« Donald Trump est un homme faible prétendant être fort,* a dit le républicain Adam Kinzinger, ancien représentant de l'Illinois apportant son soutien à Kamala Harris. *C'est un petit homme prétendant être grand. C'est un homme sans foi prétendant être vertueux. C'est un criminel qui ne cesse de jouer à la victime. »* Le débat avec Kamala Harris sur la chaîne ABC, le 10 septembre, sera un moment décisif, pour Donald Trump, afin de reprendre l'initiative. ■

PIOTR SMOLAR

La guerre à Gaza s'est immiscée dans la convention démocrate

PAR SON STYLE, ses origines, l'enthousiasme qu'elle a suscité depuis son entrée en campagne, Kamala Harris s'inscrit en rupture avec Joe Biden. En revanche, en politique étrangère, la continuité entre le président et sa vice-présidente semble complète. Il suffisait d'écouter sur ce point le discours de la candidate devant les délégués démocrates à Chicago, le 22 août. Et particulièrement le passage, pesé au trébuchet, consacré à la guerre à Gaza.

Kamala Harris a rappelé les efforts incessants de l'administration pour pousser Israël et le Hamas à un cessez-le-feu, conduisant à une libération des otages encore détenus dans le territoire enclavé et supplicié. C'est la condition, selon elle, pour que les Palestiniens *« réalisent leur droit à la dignité, à la sécurité, à la liberté et à l'autodétermination »*. Ce dernier principe est aujourd'hui nié et rejeté par le gouvernement israélien, dominé par l'extrême droite suprémaciste.

Mais la candidate n'a pris aucune distance avec ce partenaire si peu fiable qui abuse du soutien inconditionnel des Etats-Unis. Kamala Harris n'a fait aucune référence à une éventuelle suspension des livraisons d'armes offensives à Israël, réclamée par de nombreux militants démocrates dans des Etats à forte communauté arabo-musulmane.

« Immense disparité »

Plus de 700 000 participants aux primaires démocrates – avant le retrait de Joe Biden – avaient décidé d'effectuer un vote protestataire, en se déclarant non engagés (*uncommitted*) en faveur d'un candidat. Il s'agissait d'un avertissement clair adressé à l'administration, une façon de critiquer son soutien trop unilatéral au gouvernement de Benyamin Nétanyahou. Ce mouvement parti de la base et organisé par des élus locaux, qui a gagné différents Etats comme le Michigan, le Wisconsin ou le Minnesota, est parvenu à obtenir vingt-neuf délégués à la convention démocrate. Pourtant, les organisateurs de la convention ont refusé de donner le micro, à la tribune principale, à un représentant de ce mouvement, au nom des civils palestiniens.

En revanche, Rachel et Jon Polin, parents de Hersh, otage de 23 ans détenu à Gaza, ont pu livrer un témoignage bouleversant sur scène. A leur grande surprise, comme ils l'ont reconnu par la suite, ils ont été vivement applaudis. *« Dans une compétition de souffrance, il n'y a pas de vainqueurs »*, ont-ils dit.

D'autres orateurs, comme le sénateur Bernie Sanders, figure historique de la gauche du parti, ont aussi fait référence à la guerre, mais en des termes assez convenus. Le Parti démocrate a organisé sa convention en veillant scrupuleusement à son unité autour de Kamala Harris. Il a été conforté dans cette discipline, quitte à mépriser la tragédie gazaouie, par le faible succès des manifestations de solidarité organisées à Chicago en marge de l'événement politique.

Halah Ahmad, la porte-parole du mouvement Uncommitted dans le Wisconsin, a passé cette semaine à Chicago. Elle ne cache pas sa déception. D'abord en raison des propos de Kamala Harris. Son évocation des morts palestiniens était formulée sans leur origine, *« comme si un tremblement de terre avait eu lieu »*, ignorant le rôle de l'armée israélienne.

« Vous pouvez mentionner l'autodétermination, le cessez-le-feu et la souffrance, mais si vous n'êtes pas prêts à arrêter les livraisons d'armes, ni à entendre la voix palestinienne sur scène, cela m'en dit bien plus, explique Halah Ahmad. *Nous sommes nombreux, y compris dans le Parti démocrate, à voir une immense disparité entre l'humanité accordée aux Palestiniens et celle accordée aux Israéliens. »* La militante estime que le message adressé aux électeurs de gauche, mobilisés sur cette question, est brutal : *« Nous voulons vos votes, mais nous ne voulons pas entendre vos voix. »* Toutefois, le fil n'est pas rompu. Halah Ahmad note que de nombreux contacts ont eu lieu en coulisses, à Chicago, entre les représentants du mouvement, le Comité national démocrate et l'équipe de campagne Harris-Walz. ■

P. SM. (WASHINGTON, CORRESPONDANT)

« Ma plus grande terreur est de retourner dans une geôle russe »

Le journaliste et écrivain ukrainien Stanislav Asseyev, ex-prisonnier dans un camp près de Donetsk, est retourné combattre à Pokrovsk

KIEV - *envoyé spécial*

Stanislav Asseyev a surmonté sa peur et pris les armes en janvier pour combattre l'envahisseur russe. *« Ce n'est pas la peur de la mort qui m'étreint, c'est celle d'être à nouveau fait prisonnier par les Russes. Car la seconde fois sera pire que la première »*, pressent cet homme de 34 ans au teint pâle et aux doigts fins. Rescapé des geôles russes, plusieurs fois blessé sur le front, il a de nouveau repris le combat dans la ville de Pokrovsk, devenu aujourd'hui l'épicentre des attaques russes.

La mort l'a déjà frôlé deux fois cette année. Lorsque *Le Monde* le rencontre à la mi-juillet dans un café de Kiev, il porte sur son corps les stigmates de l'enfer. Sous le bandage recouvrant son cou, deux cicatrices fraîches témoignent du passage d'un éclat d'obus qui a frôlé la carotide. Un autre éclat a atteint ses côtes, sans toucher d'organe vital. *« C'était le 1er juillet à Niou-Iork* [nom d'un bourg du Donbass, conquis et complètement rasé par l'armée russe, le 18 août], *la situation était critique. Avec mes camarades de la 109e brigade de la défense territoriale, on se disait que l'on n'en sortirait que "200" ou "300" »*, se souvient-il, en utilisant ces chiffres qui signifient, dans le jargon militaire soviétique, respectivement « mort » et « blessé ». La première fois remonte au 13 avril, lorsque le soldat Asseyev a subi une commotion cérébrale au terme d'une semaine de bombardements continuels.



Stanislav Asseyev, à Kiev, le 21 mars 2022. CHLOÉ SHARROCK/MYOP POUR « LE MONDE »

Expérience effroyable

Entre-temps, ses blessures se sont cicatrisées et le voici rappelé dans la fournaise du Donbass. *« Je suis retourné dans ma 109e brigade à Pokrovsk, mais notre bataillon est en train d'être dissous en raison des pertes subies »*, explique-t-il. De ce fait, et comme c'est aussi le cas pour de nombreux soldats blessés, sa fonction est désormais officiellement celle d'un instructeur. Il raconte que le principal danger à Pokrovsk vient des missiles S-300 : *« Les Russes bombardent tous les bâtiments administratifs de la ville avec ces missiles, depuis les jardins d'enfants et les écoles jusqu'au commissariat militaire. »*

Seul point positif, remarque Stanislav Asseyev : les frappes extrêmement destructrices de bombes planantes guidées ont diminué. Elles sont la hantise des militaires ukrainiens sur le front, car même les plus solides casemates n'y résistent pas. *« C'est le résultat de la destruction par nos forces d'un certain nombre d'aérodromes et de dépôts de munitions sur le territoire russe »*, se réjouit-il. Pokrovsk, une ville de 60 000 habitants avant-guerre, est l'objectif primordial de la poussée russe dans la région de Donetsk. Les forces de Moscou ne se trouvent plus qu'à 10 kilomètres et l'offensive ukrainienne dans la région russe de Koursk n'a en rien ralenti leur progression.

Auteur de prose et de poèmes philosophiques et surréalistes, Stanislav Asseyev est surtout connu pour avoir passé en tant que « prisonnier de conscience » plus de deux ans, de 2017 à 2019, dans les geôles d'Isolatsia, un camp supervisé par le FSB, les services russes de sécurité, dans la banlieue de Donetsk. Une expérience effroyable dont il a tiré un témoignage (« Donbass. Un journaliste en camp raconte », Atlande, 2021), suivant ainsi les traces des récits de goulag écrits par de grands auteurs russes comme Varlam Chalamov et Alexandre Soljenitsyne.

Lui se dit plutôt disciple du psychiatre autrichien Viktor Frankl, rescapé des camps de concentration nazis, et reprend à son compte l'observation selon laquelle *« face à l'absurde, les plus fragiles développent une vie intérieure qui leur laisse une place pour garder l'espoir et questionner le sens »*. Il affirme aussi avoir rejoint l'armée ukrainienne pour que son pays *« ne se transforme pas en une vaste prison »*.

> **« J'ai créé le Justice Initiative Fund pour rassembler des informations sur les crimes de guerre russes »**
> STANISLAV ASSEYEV
> écrivain ukrainien

En janvier, peu de temps avant de s'engager, Stanislav Asseyev a assisté, à Kiev, à la condamnation à quinze ans de prison du principal de ses tortionnaires, Denis Kulikovsky, chef adjoint de la prison d'Isolatsia. Cet homme, décrit comme un sadique et un violeur en série, avait été arrêté dans des circonstances rocambolesques au terme d'une enquête dans laquelle le journaliste-écrivain a joué un rôle central.

Denis Kulikovsky avait été arrêté et torturé en 2019 par ses propres camarades du FSB. Après avoir réussi à s'échapper, il s'était réfugié à Kiev, où il a décidé de collaborer avec les services de sécurité d'Ukraine (SBU). Informé de sa présence par une personne qui l'avait reconnu, Stanislav Asseyev a remué ciel et terre pour le faire arrêter, malgré la protection du SBU, ce qui a finalement eu lieu en novembre 2023. Cette expérience l'a décidé à agir sans tarder pour faire traduire en justice les auteurs de crimes de guerre. *« J'ai créé le Justice Initiative Fund pour rassembler des informations sur les crimes de guerre russes. Le fonds collecte de l'argent pour récompenser ceux qui permettent d'arrêter les coupables »*, explique-t-il.

Dans son premier livre, *L'Eléphant Melchior, ou l'homme qui pensait* (2016, non traduit), il racontait les tribulations aux accents autobiographiques d'un jeune homme pauvre ayant grandi à Donetsk, dont l'horizon utopique est de s'engager dans la Légion étrangère.

« Tous à bout de force »

Ces jours-ci, les pensées de Stanislav Asseyev sont accaparées par la guerre et la rudesse de l'existence quotidienne des soldats sur le front : *« La 109e brigade territoriale se compose d'hommes simples, originaires comme moi du Donbass, qui, pour l'essentiel, travaillaient dans les mines et ont plus de 40 ans. Nous conversons en russe. »* Il décrit une ambiance dans les tranchées qui oscille entre la morosité et le désespoir : *« Certains se battent depuis 2014, d'autres depuis 2022, et tous comprennent qu'il n'y aura pas de démobilisation. Nous faisons face à un ennemi supérieur en nombre et en matériel. C'est très dur physiquement et psychologiquement. Nous sommes tous à bout de force. »*

Il reconnaît sans détour n'être pas taillé pour la guerre : *« Je ne suis pas soldat dans l'âme. Tout me dérange dans l'armée, de l'uniforme à la mentalité soviétique. »* Il dit respecter ceux qui s'y sentent parfaitement à l'aise, mais ce n'est pas son milieu : *« Je suis écrivain. L'écriture est pour moi un besoin, pour me remettre de l'expérience d'Isolatsia. »*

Des deux enfers du camp et de la guerre, il a fait le choix du second pour ne pas retourner dans le premier. Et si le risque d'être fait prisonnier de guerre se présentait ? *« Je garde sur moi une grenade. Mais aurais-je le courage de me faire sauter ? Je n'en sais rien »*, confie Stanislav Asseyev dans un sourire triste. ■

EMMANUEL GRYNSZPAN

Washington arme davantage Kiev et sanctionne Moscou

Les Etats-Unis ont annoncé vendredi 23 août de nouvelles aides militaires à l'Ukraine, d'un montant de 125 millions de dollars (111 millions d'euros), avec notamment de l'équipement anti-aérien et des missiles, afin de *« protéger les infrastructures essentielles de l'Ukraine »*, a dit Joe Biden dans un communiqué. Washington a également annoncé vendredi de nouvelles sanctions, visant 400 entités et individus, en Russie, en Biélorussie et dans d'autres pays, parmi lesquels une soixantaine d'entreprises technologiques de la défense, dont *« les produits et services permettent à la Russie de soutenir son effort de guerre »*.
Ces sanctions ciblent aussi des entreprises fournissant des logiciels et des solutions technologiques aux banques du pays.

A Kiev, l'Indien Narendra Modi veut redorer son image

La visite du premier ministre indien illustre sa volonté de rééquilibrer une diplomatie jusqu'ici très orientée vers Moscou

NEW DELHI - *correspondante*

Six semaines après avoir embrassé à Moscou Vladimir Poutine, qualifiant le président russe d'*« ami le plus cher »*, au moment précis où les forces russes bombardaient un hôpital pour enfants en Ukraine, Narendra Modi a étreint, vendredi 23 août, Volodymyr Zelensky, devant le palais présidentiel à Kiev. Le premier ministre indien est arrivé en train de Pologne, où il a été reçu par son homologue Donald Tusk durant deux jours.

L'événement revêt un caractère historique, car il s'agit de la première visite d'un chef de gouvernement indien depuis l'indépendance de l'Ukraine en 1991, mais il a surtout valeur de réparation. L'image du premier ministre indien avait été sérieusement écornée par son séjour russe, et ses appels à la paix n'avaient rien changé. Le président ukrainien avait réagi en évoquant une *« une énorme déception et un coup dévastateur pour les efforts de paix de voir le dirigeant de la plus grande démocratie du monde étreindre le criminel le plus sanguinaire du monde à Moscou »*. Les Américains avaient également exprimé leur désapprobation.

Ce faux pas avait mis en péril le jeu d'équilibriste joué par l'Inde depuis le début de la guerre, consistant à ne pas prendre position pour ne froisser ni son partenaire russe historique, principal fournisseur d'armes et allié indispensable face au rival chinois, ni les Occidentaux, alliés de l'Ukraine. Depuis le début de l'invasion en février 2022, malgré les pressions occidentales, l'Inde s'est systématiquement abstenue de voter les résolutions des Nations unies condamnant la Russie. Elle a d'ailleurs toujours refusé de désigner l'agresseur. Ignorant les pressions des Américains et des Européens, New Delhi a fortement augmenté ses achats de pétrole à bas prix aux Russes, qui contribuent à financer l'effort de guerre de Moscou, comme l'a souligné Zelensky lors de leur entretien.

Pour réparer les dégâts, le président ukrainien et le premier ministre indien ont honoré la mémoire des enfants tués dans le conflit, en visitant un mémorial qui leur est dédié. Les deux hommes ont déposé des ours en peluche et observé une minute de silence. Modi, coutumier des grandes embrassades, a pris son homologue par l'épaule. *« Les conflits sont particulièrement dévastateurs pour les jeunes enfants*, a écrit Modi dans un message publié sur X. *Je suis de tout cœur avec les familles des enfants qui ont perdu la vie et je prie pour qu'elles trouvent la force de surmonter leur chagrin. »* Voilà pour l'image.

Sur le fond, il a multiplié les messages en faveur de la paix et plaidé pour le dialogue et la diplomatie, avant d'offrir ses services. *« Nous ne sommes pas neutres, ou un spectateur indifférent, nous sommes pour la paix. Personnellement, en tant qu'ami, s'il y a un rôle que je peux jouer, j'aimerais beaucoup jouer ce rôle en faveur de la paix »*, a-t-il affirmé à son homologue lors de leur entretien de deux heures et demie.

> **« Nous ne sommes pas neutres, ou un spectateur indifférent, nous sommes pour la paix »**
> NARENDRA MODI
> premier ministre indien

Zelensky l'a invité à adhérer à sa vision d'une *« paix juste »*. *« La question de la fin de la guerre et d'une paix juste est la priorité de l'Ukraine »*, a-t-il ajouté, réitérant sa volonté de mettre fin à la guerre à ses conditions, et non à celles de la Russie. Dans leur communiqué commun, les deux dirigeants affirment qu'ils sont *« prêts à poursuivre leur coopération pour faire respecter les principes du droit international, y compris la Charte des Nations unies, tels que le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté des Etats. Ils sont convenus de l'opportunité d'un dialogue bilatéral plus étroit à cet égard »*.

L'Inde a-t-elle fait un pas de plus, alors qu'elle avait refusé, lors du sommet pour la paix en Ukraine, en juin en Suisse, de signer la déclaration finale affirmant l'intégrité territoriale de l'Ukraine ? Pas sûr. Le communiqué commun spécifie que *« la partie indienne a réitéré sa position de principe et l'importance qu'elle accorde à la résolution pacifique par le dialogue et la diplomatie, conformément à sa position lors du sommet pour la paix en Ukraine »*. Les Indiens ont pris soin d'éviter toute mention à « l'invasion russe ».

> **Depuis février 2022, l'Inde s'abstient de voter les résolutions des Nations unies condamnant la Russie**

Double intérêt

Zelensky n'est sans doute pas dupe mais le dirigeant indien présente un double intérêt : il parle à Vladimir Poutine et peut jouer de son influence auprès des pays du Sud global, dont il ambitionne d'être le porte-voix. Un point important pour le président ukrainien qui cherche à obtenir le soutien d'une coalition internationale la plus large possible et dont les récentes tentatives de rapprochement avec Pékin n'ont rien donné.

Lors d'une conférence de presse, le chef de la diplomatie indienne, Subrahmanyam Jaishankar, a confirmé l'intention de l'Inde de participer aux pourparlers. *« Nous sommes prêts à faire tout ce que nous pouvons*, a-t-il déclaré, *car nous pensons que la poursuite de ce conflit est terrible, évidemment pour l'Ukraine elle-même, mais aussi pour le monde entier. »*

Pour Raja Mohan, professeur à l'Institute of South Asian Studies à Singapour, la courte visite de Modi à Kiev aura trois conséquences : *« insérer l'Inde dans la quête de paix de l'Europe, élargir la marge de manœuvre de Delhi dans le bouleversement géopolitique mondial déclenché par l'invasion russe de l'Ukraine et retrouver les liens perdus entre Delhi et Kiev à l'ère post-soviétique. »* Jusqu'à présent, selon lui, *« le parti pris de l'Inde pour la Russie a probablement empêché New Delhi de s'engager à fond dans l'Europe centrale et orientale »*. Une région que Modi n'entend plus négliger comme le prouve sa visite en Pologne, la première d'un chef de gouvernement indien en quarante-cinq ans. ■

SOPHIE LANDRIN

Le Monde
DIMANCHE 25 - LUNDI 26 AOÛT 2024

Une loi afghane de 114 pages pour réprimer plus encore les femmes

Les talibans interdisent aux Afghanes de chanter, de lire en public et de se déplacer seules, pour « prévenir le vice et promouvoir la vertu »

Six jours seulement après avoir célébré leur troisième anniversaire au pouvoir, les talibans ont imposé de nouvelles restrictions aux femmes afghanes, leur interdisant de chanter, de réciter de la poésie et même de lire à voix haute en public. Un nouveau palier dans la volonté de la République islamique d'Afghanistan de museler la parole des femmes, déjà réduite au silence depuis le retour des fondamentalistes, le 15 août 2021.

Parmi les nouvelles mesures détaillées dans l'article 13 de la loi « pour la prévention du vice et la promotion de la vertu », qui concerne les règles applicables aux femmes, il leur est imposé de se voiler entièrement le corps en public, en couvrant leur visage pour éviter de *« tenter »* les hommes. Leurs vêtements ne doivent être *« ni fins, ni serrés, ni courts »*. Les femmes sont désormais contraintes de se couvrir même devant des hommes et des femmes non musulmans pour éviter la *« corruption »*. Elles n'ont plus le droit de se parfumer ou de se maquiller. Les Afghanes ne sont plus autorisées à regarder les hommes avec lesquels elles ne sont pas liées par le sang ou le mariage – et vice versa – ni à se déplacer sans un homme de leur famille. Jusqu'à présent, elles pouvaient s'éloigner jusqu'à 70 kilomètres de leur domicile sans être accompagnées, même si elles étaient fréquemment contrôlées. En mai 2022, les talibans avaient *« demandé »* aux femmes de rester chez elles, *« sauf en cas de nécessité »*.

Comme chaque soir, Sonia (le prénom a été modifié) regardait la télévision dans son appartement situé dans un quartier résidentiel de Kaboul quand elle a appris la promulgation de cette nouvelle loi. *« Ma fille de 3 ans dormait dans mes bras. Je l'ai longtemps regardée et je me suis effondrée. Je n'ai pas pu pleurer ni hurler. Les talibans m'ont déjà tout volé, mais cette fois, ils veulent nous étouffer jusqu'à la mort »*, se désole cette femme de 47 ans. Aujourd'hui sans travail, elle se demande quel avenir elle va pouvoir offrir à ses deux petites filles face à l'acharnement des talibans. *« Elles ne pourront pas aller à l'école après l'âge de 12 ans et je refuse de les marier avant leur majorité. Elles n'ont aucun avenir ici »*, se désespère-t-elle avant de condamner le silence de la communauté internationale face aux violations des droits humains perpétrées par les talibans.

« Les talibans m'ont déjà tout volé, mais cette fois, ils veulent nous étouffer jusqu'à la mort », se désole Sonia

« Peur et intimidation »

Enoncées dans un document qui comporte pas moins de 114 pages et 35 articles, ces mesures constituent parmi les restrictions les plus sévères imposées aux femmes afghanes depuis le retour au pouvoir des talibans. Officiellement promulguée après avoir été ratifiée, mercredi 21 août, par l'invisible chef suprême Haibatullah Akhundzada, cette loi marque une étape importante dans l'institutionnalisation de l'interprétation talibane de la loi islamique par le ministère de la promotion de la vertu et de la prévention du vice.

D'après Mélissa Cornet, chercheuse sur les questions de droits humains, établie à Kaboul depuis janvier 2018, *« la communauté internationale a fait des droits des femmes son cheval de bataille, ce qui rend difficile pour les talibans de faire des avancées sur cette thématique sans que cela ne soit perçu comme une défaite. Pour autant, les talibans obtiennent peu à peu une reconnaissance diplomatique de fait de la communauté internationale sans avoir à faire de concessions. »*

Pensées pour contrôler l'ensemble des aspects de la vie quotidienne des Afghans, ces mesures visent à légiférer sur des thématiques comme les transports publics, la musique, le rasage ou encore les fêtes. L'article 19 interdit, par exemple, aux taxis la diffusion de musique, le transport de femmes seules et la mixité des passagers sans lien de parenté. Les hommes, quant à eux, se voient ordonnés de porter la barbe longue conformément aux règles édictées par la charia. D'autres interdits suivent : l'adultère, l'homosexualité, les jeux d'argent, mais aussi les combats d'animaux, la création ou le visionnage d'images d'êtres vivants sur un ordinateur ou un téléphone portable.

« Inch Allah, nous vous assurons que cette loi islamique sera d'une grande aide pour la promotion de la vertu et l'élimination du vice », a déclaré jeudi Maulvi Abdul Ghafar Farooq, le porte-parole du ministère de la promotion de la vertu et de la prévention du vice. La promulgation de cette loi accroît considérablement l'autorité et l'influence du ce ministère, qui sera notamment chargé de l'application de ces mesures, avec le pouvoir d'administrer des sanctions telles que des avertissements ou des arrestations en cas de violation présumée. *« Les talibans reviennent presque intégralement aux règles édictées sous leur premier régime* [de 1996 à 2001]. *Rien n'a changé dans leur idéologie extrême »*, estime Melissa Cornet, qui précise que le ministère de la promotion de la vertu et de la prévention du vice patrouille déjà dans les rues pour contrôler le comportement des habitants et notamment leurs habits, la participation aux prières, etc.

En juillet, un rapport de l'ONU indiquait que ce ministère contribuait à *« un climat de peur et d'intimidation »* parmi les Afghans par le biais de décrets et des méthodes utilisées pour les faire respecter. Le rôle du ministère s'étend à d'autres domaines de la vie publique, notamment la surveillance des médias et l'éradication de la toxicomanie. *« Etant donné les multiples problèmes évoqués dans le rapport, la position exprimée par les autorités de facto selon laquelle cette surveillance va s'accroître et s'étendre est source de vives inquiétudes pour tous les Afghans, en particulier les femmes et les filles »*, a déclaré Fiona Frazer, cheffe du service des droits humains de la mission de l'ONU en Afghanistan.

Mercredi 21 août, Richard Bennett, rapporteur spécial des Nations unies sur les droits humains en Afghanistan, a confirmé que les talibans lui avaient interdit de se rendre jusqu'à nouvel ordre dans le pays. Il a qualifié cette décision de *« pas en arrière »* et exhorté les autorités afghanes à lever cette interdiction. ■

MARGAUX SEIGNEUR

Entre Kadyrov et Musk, la Tesla de la discorde

Le dirigeant tchétchène s'exhibe dans un Cybertruck militarisé qu'il prétend avoir reçu de l'Américain, ce que ce dernier dément

NEW YORK - *correspondant*

Torse bombé, collier de munitions autour du cou, le dirigeant tchétchène Ramzan Kadyrov s'est récemment mis en scène dans son rôle favori, celui du chef de guerre davantage épris de réseaux sociaux que de champs de bataille. Dans une vidéo postée le 17 août sur sa chaîne Telegram, il s'exhibe au volant d'un Cybertruck de la marque américaine Tesla qu'il teste en faisant du rodéo dans les rues désertes de Grozny, la capitale de la Tchétchénie, un petit territoire au sud de la Russie sur lequel il règne en despote depuis dix-sept ans.

Affirmant avoir reçu le véhicule *« du respecté Elon Musk »*, le directeur général de Tesla Motors, le général Kadyrov vante les prouesses de *« cette bête, promise à une grande utilité pour nos soldats »*. Le Cybertruck, qui a été customisé sur place avec une mitrailleuse lourde, sera envoyé en Ukraine, dit-il, pour les besoins de l'« opération spéciale » russe qu'il soutient ardemment. Une assertion ridicule, les bornes de rechargement électriques étant plutôt rares sur le front du Donbass, en Ukraine, et de Koursk, en Russie, où les unités tchétchènes censées sécuriser la frontière – par ailleurs plus présentes sur TikTok que sur le terrain – se sont laissées déborder par l'armée ukrainienne, qui a pénétré sur le sol russe, le 6 août.

« Etes-vous vraiment attardé ? »

Postée sur toutes les chaînes (Telegram, Instagram, YouTube) du « président » Kadyrov, lesquelles servent de relais à la propagande du Kremlin, cette mise en scène était un message de loyauté adressé à Vladimir Poutine, trois jours avant la visite du dirigeant russe à Grozny, où il est arrivé mardi 20 août.

La mise en scène était un message de loyauté adressé à Vladimir Poutine, qui s'est rendu à Grozny

C'était aussi un pied de nez à Elon Musk. Les contempteurs du fondateur de Tesla et de SpaceX ont immédiatement crié à la trahison. *« West Point* [la célèbre académie militaire américaine] *a reçu Elon Musk, le 16 août* [il y a prononcé un discours à l'occasion de la convention annuelle de l'institution], *alors qu'il fournit à des ennemis sous sanctions de l'Amérique des véhicules prêts à être utilisés à des fins militaires.* (...) *Pourquoi l'académie chouchoute-t-elle un homme qui travaille ouvertement contre les Etats-Unis ? »*, s'est ainsi interrogé Seth Abramson, avocat, auteur et enseignant marqué à gauche, fort de 900 000 followers sur X.

La riposte d'Elon Musk a été cinglante. *« Etes-vous vraiment attardé au point de penser que j'ai fait don d'un Cybertruck à un général russe ? C'est dingue »*, lui a répondu le DG de Tesla sur son compte X, le 18 août. Les affirmations de Ramzan Kadyrov, selon lesquelles le cybercamion était un cadeau du milliardaire américain ne sont guère crédibles. Ne serait-ce que parce qu'aucune Tesla n'est proposée à la vente en Russie, officiellement s'entend. De plus, le satrape tchétchène, qui est sous sanctions américaines depuis 2017 pour *« exécutions extrajudiciaires, tortures ou autres violations flagrantes des droits de la personne »*, n'a aucune relation commerciale particulière avec Tesla.

En revanche, Ramzan Kadyrov a parfaitement pu acheter son Cybertruck à Dubaï, où il n'est pas sanctionné et où il dispose de nombreux relais. Sa fanfaronnade révèle une fois de plus à quel point le dispositif de sanctions est poreux, le contournement ayant lieu sans problème via des pays tiers, tels les ex-républiques soviétiques (Kazakhstan, Géorgie, Arménie) ou encore via la Chine, les Emirats arabes unis ou la Turquie.

Les accusations lancées contre Elon Musk, qui dispose du réseau de satellites Starlink décisif sur les champs de bataille ukrainiens, sont récurrentes. Principal fournisseur de la NASA et sous-traitant du Pentagone, il est, sur ces sujets, manifestement aligné sur les militaires américains. Ses intérêts sont à Washington, pas à Moscou.

« Je n'ai aucun intérêt en Russie. Tesla n'y a aucune activité et SpaceX est en concurrence directe avec la Russie pour le lancement spatial. Quant à Starlink, c'est un atout-clé de l'Ukraine », tweetait-il, le 24 juillet, après avoir rappelé l'aide qu'il fournit à Kiev. *« SpaceX consacre des ressources importantes à la lutte contre les tentatives de brouillage russes,* précise le milliardaire. *C'est un problème difficile. Ils ont réussi à désactiver tous les systèmes de communication, à l'exception de Starlink. »*

Le réseau de satellites a été à nouveau raillé par M. Kadyrov sur sa chaîne Telegram, le 19 août. *« Un grand merci à Starlink ! La vitesse de communication dans la zone de l'"opération spéciale" est absolument incroyable ! Les combattants te saluent »*, a-t-il écrit à l'adresse d'Elon Musk. Dans la foulée, la polémique est repartie de plus belle sur les réseaux sociaux, où des utilisateurs ont exhorté Tesla à désactiver le véhicule controversé à distance, ce qui est techniquement faisable. A moins que M. Kadyrov ne tienne à indiquer sa localisation précise aux Américains. ■

MARIE JÉGO (À PARIS) ET ARNAUD LEPARMENTIER

L'Allemagne ouvre une enquête après le survol de sites stratégiques par des drones

Les engins, probablement russes, pourraient avoir été utilisés « à des fins de sabotage »

BERLIN - *correspondance*

Les autorités allemandes ont confirmé, vendredi 23 août, avoir ouvert une enquête après que plusieurs drones inconnus ont été aperçus au-dessus d'un site industriel sensible à Brunsbüttel (Schleswig-Holstein), à moins de 100 kilomètres de Hambourg. Les appareils ont survolé, dans la nuit de jeudi à vendredi, une zone industrielle chimique et gazière considérée comme critique pour la sécurité énergétique du pays.

La menace est d'autant plus préoccupante qu'elle semble récurrente : plusieurs vols du même type ont été enregistrés, ces deux dernières semaines, au même endroit, avec des incursions qui sont allées jusqu'à cinq appareils par nuit, a précisé la police. Le parquet de Flensburg (nord) a déclaré, vendredi matin, que l'enquête portait sur une *« suspicion d'activité d'agent à des fins de sabotage »* contre des infrastructures critiques, sans plus de détail. La piste d'une opération russe est sérieusement envisagée par les services de renseignement. Selon le journal *Bild*, les engins pourraient avoir décollé depuis des navires civils en mer du Nord, pilotés par des agents russes.

Brunsbüttel est une cible aussi stratégique que symbolique. La petite ville à l'embouchure de l'Elbe est célèbre pour son terminal de gaz naturel liquéfié (GNL), qui a été raccordé au réseau début 2023. Le site accueille un des trois terminaux flottants actuellement en fonctionnement outre-Rhin, commandés à la hâte par Berlin après le déclenchement de la guerre en Ukraine, en février 2022. Ces gigantesques bateaux, qui servent d'unité de stockage et de regazéification du GNL, ont permis à l'Allemagne de substituer partiellement ses livraisons de gaz russe par des importations de GNL venues surtout des Etats-Unis.

Pendant des années, Berlin avait refusé de s'équiper de terminaux de ce type, tablant sur la sécurité des approvisionnements russes par pipeline, plus économiques. Selon les plans du gouvernement allemand, cinq unités flottantes doivent à terme être raccordées au réseau. A Brunsbüttel, le site énergétique, qui comprend également des installations chimiques, est interdit de survol.

Brunsbüttel est célèbre pour son terminal de gaz naturel liquéfié, raccordé au réseau début 2023

L'armée mise à contribution

Les incursions répétées de ces dernières semaines au-dessus du site confirment que l'Allemagne est particulièrement vulnérable aux attaques de ce genre. Aucune des mesures prises par la police jusque-là n'a permis de mettre fin à ces survols de drones, au point que l'armée allemande a été mise à contribution. Le ministère de la défense s'est doté depuis quelques mois d'une force de frappe spécialisée dans les drones, après avoir constaté de multiples survols illégaux au-dessus des sites d'entraînement de la Bundeswehr. Cela s'est notamment produit à la base de Klietz, dans l'est du pays, où des soldats ukrainiens s'entraînent au maniement des chars Leopard.

En début d'année, le député Marcus Faber, membre de la commission défense du Bundestag, avait critiqué l'*« énorme besoin de rattrapage »* de l'Allemagne en matière de défense contre les drones. *« Ces attaques sont clairement organisées et font fortement penser à la Russie »*, expliquait-il. Depuis, la pression s'est encore accrue. Mi-juillet, la presse américaine a révélé que le patron du fabricant d'armement Rheinmetall, Armin Papperger, avait probablement été la cible d'une tentative d'attentat. Mi-août, Berlin a relevé son niveau d'alerte face aux risques de sabotage, dans le contexte de l'avancée des troupes ukrainiennes sur le territoire russe.

La ministre de l'intérieur, Nancy Faeser, a appelé à une *« vigilance renforcée »* et annoncé *« des mesures de protection maximale dans tous les domaines »*. Elle a évoqué des risques d'attaques accrues contre des infrastructures critiques, comme les lignes électriques, les parcs éoliens en mer, les entreprises d'armement et les voies de communication.

Les services de renseignement considèrent que l'Allemagne est particulièrement exposée dans la guerre hybride que mène la Russie contre les partisans de l'Ukraine. *« Les menaces contre lesquelles nous devons nous protéger vont de l'espionnage au terrorisme d'Etat, en passant par les sabotages et les cyberattaques »*, avait averti Mme Faeser, estimant que le pays faisait face à un danger d'*« une nouvelle dimension »*. ■

CÉCILE BOUTELET

ALLEMAGNE

Attaque mortelle au couteau à Solingen

La police allemande a annoncé, samedi 24 août, dans la matinée, qu'elle était toujours à la recherche de l'auteur d'une attaque à l'arme blanche ayant fait trois morts vendredi soir dans la ville de Solingen (Rhénanie-du-Nord-Westphalie) lors d'un festival qui célébrait son 650e anniversaire. Huit personnes ont également été blessées, dont cinq grièvement, lors de l'attaque, a ajouté la police. – *(Reuters.)*

RUSSIE

Des Russes rendent hommage à Prigojine

Un an jour pour jour après la mort d'Evgueni Prigojine dans un accident d'avion aux circonstances troubles, des Russes de tous âges, en civil ou en uniforme, ont célébré, vendredi 23 août, à quelques centaines de mètres du Kremlin, la mémoire du chef du groupe paramilitaire Wagner, qui avait osé tenir tête à Vladimir Poutine, en déposant des fleurs au pied d'un mur de photos d'hommes de Wagner tombés au combat. – *(AFP.)*

Dans le Loiret, cinq ans sans eau potable

Présence de manganèse et pollution chimique rendent l'eau impropre à la consommation dans trois villages

REPORTAGE
CHÂTENOY (LOIRET) - *envoyée spéciale*

Tous les rideaux de la maison sont tirés. Dans le salon, Emilie Hue, vêtue d'une longue robe d'été et de tongs, humidifie avec un brumisateur le visage de sa fille de 4 ans. Dehors, la température a atteint les 38 degrés dans le village de Châtenoy (Loiret), près d'Orléans. Une journée caniculaire. Ce lundi 12 août, le Loiret est placé en vigilance orange. Il faut boire régulièrement de l'eau, martèlent les autorités.

Mais, depuis cinq ans, la famille Hue ne consomme plus ce qui sort de son robinet. *« Chaque jour, c'est la surprise »*, dit avec un rire nerveux Nicolas Hue, le conjoint d'Emilie, en ouvrant celui de l'évier de sa cuisine. Ce jour-là, l'eau est claire. Mais, au moins une fois par mois, une boisson qui a *« une couleur marron ou celle du pétrole »* surgit de façon aléatoire dans le lavabo, la baignoire ou encore la machine à laver. *« Ça tache le linge et l'électroménager, c'est difficile à nettoyer et en plus l'odeur est très désagréable*, s'exaspère-t-il. *Vous auriez envie de la boire ou de vous laver avec, vous ? »*



Michel Maufras, habitant de Châtenoy (Loiret), ici le 12 août, a équipé sa maison de plusieurs filtres. J. FRANK/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

Depuis 2019, date de la fermeture de l'unité de traitement de Châtenoy et des communes voisines de Sury-aux-Bois et de Combreux, à cause d'un système de filtration défectueux, l'eau potable qui leur est distribuée est ponctuellement contaminée par de fortes concentrations de manganèse. Résultat, jusqu'à 1921 microgrammes par litre de ce métal, naturellement présent dans certains sols, ont été mesurés par l'agence régionale de santé (ARS) Centre-Val de Loire, alors que la limite recommandée à ne pas dépasser en France est de 50 microgrammes par litre.

Au-delà de ce plafond, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) prévient que les adultes peuvent développer des troubles neurologiques, comme le manganisme. Les femmes enceintes risquent de donner naissance à des bébés de faible poids. Chez les jeunes enfants de moins de 4 ans, en particulier les filles, l'Anses précise que la consommation d'eau chargée en manganèse peut entraîner *« des déficits psychomoteurs et neuropsychologiques »* et *« un effet délétère sur le quotient intellectuel »*.

Gaz cancérogène

A Châtenoy, au manganèse s'ajoute un second problème : une contamination au chlorure de vinyle monomère (CVM). *« Un mal invisible »*, souligne Nicolas Hue, car ce gaz est incolore. Si le recours à ce produit chimique a considérablement diminué aujourd'hui, il était utilisé en grande quantité pour fabriquer des canalisations en PVC avant les années 1980. Or, de nombreux tuyaux du réseau d'eau de Châtenoy datent des années 1970. Plus les canalisations sont vieilles, plus le risque est important que du CVM s'échappe des tuyaux. Surtout si l'eau y stagne trop longtemps.

Le CVM est un gaz cancérogène qui peut entraîner des tumeurs au foie après ingestion. Une mère de famille habitant Châtenoy (elle a requis l'anonymat) raconte que sa fille, âgée de 6 ans, a été hospitalisée à deux reprises depuis 2022 pour de *« très fortes douleurs gastriques, des vomissements et une inflammation des ganglions au niveau de l'abdomen »*. La jeune femme est persuadée que ces soucis de santé sont liés à l'eau du robinet, puisque la fillette n'a plus de symptômes depuis qu'elle a cessé d'en boire. Mais, pour les médecins, il s'agit d'une *« infection inconnue »*, dit-elle.

Fin 2023, la famille Hue a reçu, comme une cinquantaine d'autres foyers, un courrier du Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable (Siaep) de Châtenoy, Sury-aux-Bois et Combreux lui interdisant de boire l'eau du robinet sur recommandation de l'ARS Centre-Val de Loire.

Nicolas Hue montre une soixantaine de bouteilles en plastique. *« Ça ne suffira pas pour trois semaines, il faudra qu'on aille en acheter »*, s'agace le musicien. Le couple est allé les chercher gratuitement à la mairie de Châtenoy, juste avant sa fermeture estivale. D'ordinaire, il s'y rend chaque vendredi pour recevoir un pack de six litres par personne, fourni par le Siaep.

Contactée par *Le Monde*, l'ARS fait savoir que *« les premières non-conformités en CVM ont été détectées dès 2014 sur la commune de Châtenoy »* et que le Siaep en *« est systématiquement informé »*. Michel Maufras, habitant du village depuis 1990, accuse les membres du Siaep d'être *« laxistes »*. *« Ils savent depuis plusieurs années que l'eau est contaminée à cause du CVM, mais ils n'ont rien dit. »* Excédé, cet ancien cadre d'une entreprise spécialisé dans le nucléaire a créé fin 2023 le collectif Pour une eau claire et buvable, qui réunit environ soixante-dix foyers.

A cause de l'eau marron chargée en manganèse, le retraité dit avoir été obligé de racheter un chauffe-eau et une machine à laver. Il change les multiples filtres installés dans sa maison pour purifier l'eau une fois par mois.

« Entre les filtres, les cartouches filtrantes, les bouteilles d'eau… Je dois dépenser au moins 1200 euros par an à cause de cette situation », explique Pascale Midou, 60 ans, gérante de l'hôtel-restaurant Le Relais de Châtenoy. Dans son établissement, les filtres sont remplacés au bout de trois jours. Installée depuis quarante ans dans le village, la restauratrice assure que *« la majorité des gens sont en colère »*. Leur exaspération se lit dans le « cahier de doléances » mis en place par le maire, Dominique Blondeau (sans étiquette), qui lui aussi en a *« ras le bol de cette situation insupportable »*.

Des contaminations de l'eau potable à cause du manganèse ont déjà eu lieu par le passé ailleurs en France. Fin 2023, à Saint-André-de-Sangonis, près de Montpellier, après six semaines et 300 000 euros de travaux, les 6300 habitants de cette commune ont pu de nouveau boire l'eau du robinet.

> **« Vous auriez envie de boire [cette eau] ou de vous laver avec, vous ? »**
> NICOLAS HUE
> habitant de Châtenoy (Loiret)

« A Châtenoy, ça fait cinq ans que ça dure, s'énerve Emilie Hue. *Mais il n'y a que 500 habitants dans le village. Si c'était une grande ville, le problème aurait été réglé depuis longtemps. »* La jeune femme et son conjoint refusent désormais de payer leur facture d'eau. *« On a même pensé à déménager »*, confie Nicolas Hue, alors qu'il réside dans la commune depuis trois décennies.

Une facture exorbitante

D'autres habitants se montrent plus *« patients »* face à *« l'ampleur des travaux, au temps que prennent les études pour réaliser les travaux et à la lenteur administrative »*, comme cette commerçante ayant requis l'anonymat. Elle ajoute que *« le réseau d'eau est tellement vieux que l'on savait malheureusement que des problèmes comme ça arriveraient un jour »*.

Contacté, le président du syndicat d'eau potable, Jacques Lemercier, reconnaît que *« la gestion et l'entretien ont été défaillants jusqu'en 2019 »*. Il explique que les travaux pour remplacer les canalisations non conformes à cause du CVM et le chantier de la nouvelle unité de traitement devraient commencer en fin d'année. Pour l'instant, le coût est estimé, selon lui, à 1,1 million d'euros. Une facture exorbitante pour un territoire qui réunit seulement 1500 habitants. *« Une subvention de l'agence de l'eau Seine-Normandie, peut-être à hauteur de 40 %, et un emprunt que nous allons définir »* aideront à financer ces projets, renseigne Jacques Lemercier. En attendant, comme l'ensemble des travaux devrait durer au moins dix mois, de l'eau marron devrait continuer à sortir ponctuellement du robinet jusqu'à fin 2025. ■

LUCILE COPPALLE

L'Australie ambitionne d'exporter son énergie solaire à Singapour

Le gouvernement travailliste a approuvé les plans de construction de la « plus grande » centrale solaire du monde, prévue pour 2030

SYDNEY - *correspondance*

Le projet fou de l'Australien Mike Cannon-Brookes, milliardaire de la tech et militant écologiste, va-t-il finalement voir le jour ? Il a en tout cas franchi une étape déterminante. Mercredi 21 août, le gouvernement australien a donné son feu vert à l'entreprise SunCable, financée par l'entrepreneur, pour construire la plus grande centrale solaire du monde dans le Territoire du Nord. Celle-ci devrait être visible de l'espace et, à terme, alimenter Singapour en électricité grâce à un câble sous-marin de 4300 kilomètres de long. Les milliers de panneaux solaires qui constitueront cette gigantesque ferme solaire s'étendront sur 12400 hectares, dans le cœur rouge et aride de l'île continent, à mi-chemin entre Alice Springs et la ville portuaire de Darwin.

Dans un premier temps, l'infrastructure, qui intégrera également des batteries pouvant stocker jusqu'à 40 gigawatts (GW) d'énergie, fournira 4 GWh qui alimenteront, grâce à une ligne de transmission à haute tension aérienne de 800 kilomètres, trois millions d'Australiens, dont les habitants de Darwin. Dans un second temps, elle devrait produire 2 GWh supplémentaires, destinés à couvrir 15 % des besoins de la cité-Etat de Singapour. Le coût total de cette initiative est estimé à 30 milliards de dollars australiens (21,2 milliards d'euros).

« La voie de l'avenir »

« Bien que je reconnaisse que certaines personnes pensent que c'est trop ambitieux, nous ne le croyons pas, avait déclaré, en septembre 2023, Mike Cannon-Brookes, le cofondateur et PDG de l'éditeur de logiciels Atlassian. *Franchement, la technologie existe pour rendre cela possible. Nous sommes extrêmement confiants dans le fait que la technologie moderne des câbles peut transporter de manière fiable plus d'électricité sur de longues distances. »*

Si la première étape ne devrait pas poser de difficultés techniques particulières, la deuxième s'annonce plus complexe. Non seulement la ligne de transmission sous-marine qui doit relier Darwin à Singapour sera la plus longue, de ce type, jamais installée, mais elle traversera aussi des zones peu accessibles. *« Le principal défi sera de faire passer le câble à travers la fosse de Timor oriental, qui est très profonde (jusqu'à 3310 mètres). Il faudra d'abord trouver un passage à travers cette fosse puis installer le câble dans des conditions ardues »*, explique Kenneth Baldwin, spécialiste des questions de transition énergétique à l'université nationale australienne de Canberra. Tellement complexe qu'un autre milliardaire australien, Andrew Forrest, longtemps engagé dans ce projet lancé en 2018, a préféré quitter le navire en 2023. Ce dernier, qui a fait fortune dans l'industrie minière avant d'embrasser la lutte contre le réchauffement climatique, mise sur l'hydrogène vert, transportable par des navires-citernes sous forme liquéfiée.

Au-delà des défis techniques, SunCable devra également obtenir l'approbation d'une série d'acteurs, dont celle des propriétaires aborigènes des terrains, du gouvernement indonésien et de l'autorité du marché de régulation de l'énergie de Singapour.

La plupart des experts et défenseurs du climat saluent une initiative potentiellement très prometteuse. *« Ce projet pourrait être le premier d'une longue série. Notre pays possède des ressources solaires et éoliennes abondantes qui pourraient lui permettre d'exporter de l'énergie vers le reste du monde. C'est la voie de l'avenir pour remplacer les énergies fossiles que l'Australie fournit actuellement à la planète »*, félicite Kenneth Baldwin. Le continent austral est inondé, chaque année, par 58 millions de pétajoules de rayonnement solaire, une quantité dix mille fois supérieure aux besoins énergétiques annuels du pays qui n'en convertit que 400 par an en électricité.

Alors que l'Australie reste l'un des plus gros exportateurs d'énergie fossile du monde et que sa propre électricité provient encore à 47 % du charbon, le gouvernement, dirigé par le travailliste Anthony Albanese, s'est engagé à faire du pays une superpuissance des énergies renouvelables. Il espère ainsi respecter son engagement de diminuer ses émissions de CO_2 de 43 % d'ici à 2030, mais aussi que la transition énergétique entamée dans le monde bénéficie à son économie plutôt que de lui porter préjudice. En face, l'opposition libérale dit vouloir investir dans des centrales nucléaires, une option que les spécialistes considèrent unanimement comme moins adaptée et plus coûteuse.

« Les Australiens ont le choix entre une transition vers les énergies renouvelables, déjà en cours, qui crée des emplois et fait baisser les prix, ou le financement d'une coûteuse illusion nucléaire qui pourrait ne jamais se concrétiser », a plaidé, mercredi, la ministre de l'environnement, Tanya Plibersek, ajoutant que le projet fournirait presque six fois plus d'énergie qu'un grand réacteur nucléaire de 700 mégawatts. La décision finale devrait intervenir en 2027. ■

ISABELLE DELLERBA

Un plan pour la Barrière de corail

La ministre australienne de l'environnement, Tanya Plibersek, a annoncé, vendredi 23 août, une enveloppe de 117 millions d'euros pour améliorer la situation de la Grande Barrière de corail. Ce récif de 2300 kilomètres de long, plus grand écosystème de la planète, qui traverse actuellement un processus de « blanchissement massif » en raison du réchauffement climatique, souffre en effet d'autres maux, à commencer par la baisse de la qualité des eaux. Le plan australien vise précisément à réduire le ruissellement des nutriments et pesticides généré par l'agriculture intensive et les eaux usées qui *« empêche le corail de repousser, tue les herbiers marins et bloque la lumière du soleil nécessaire à la bonne santé du récif »*, a expliqué la ministre.

GOUVERNEMENT

Matignon : Macron consulte sans trancher

Les représentants du camp présidentiel et de la droite, reçus à l'Elysée après ceux du NFP, vendredi, ont fait savoir au chef de l'Etat qu'ils censureraient tout gouvernement comprenant des « insoumis »



La délégation du Nouveau Front populaire, emmenée par Lucie Castets, reçue à l'Elysée, le 23 août. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

RÉCIT

La mise en scène était impeccable. Introduite dans les jardins de l'Elysée par la discrète entrée de l'avenue Gabriel peu avant 10 h 30, vendredi 23 août, la délégation du Nouveau Front populaire (NFP) a remonté en silence, la mine grave, l'allée de gravier serpentant entre les bosquets et conduisant au château. La haut fonctionnaire Lucie Castets et une douzaine de représentants des partis de gauche – La France insoumise (LFI), le Parti socialiste (PS), Europe Ecologie-Les Verts (EELV) et le Parti communiste français (PCF) – ont été conduits au premier étage, où les attendait le chef de l'Etat.

C'est Emmanuel Macron qui a décidé cette arrivée insolite par le jardin, sous l'œil des caméras. Après avoir balayé le nom de Lucie Castets d'un revers de main, le 23 juillet sur France 2, le président de la République, à la recherche d'une *« solution institutionnellement stable »* qui lui permettrait de nommer un premier ministre, se devait de reconnaître, au préalable, la victoire de la gauche aux élections législatives du 7 juillet.

Aussi les quatre-vingt-dix minutes de dialogue entre le chef de l'Etat et les représentants du NFP, dans le salon vert de l'Elysée, se sont-elles déroulées sans accroc. Les élus de gauche font état d'un dialogue *« sincère »*, *« respectueux »*, *« franc »*, *« cordial »*. *« C'était propre »*, résume un parlementaire. Emmanuel Macron *« a semblé prendre acte du fait que les Français avaient demandé un changement de cap politique »* et c'est *« un immense progrès »*, positivait Lucie Castets, vendredi soir à Montpellier, lors de la rentrée politique du PCF.

« GRAND ORAL »

Le matin même, dans le salon vert, Emmanuel Macron était seul, pas même accompagné de son bras droit, le secrétaire général de l'Elysée, Alexis Kohler. Le NFP avait pour sa part fait le choix de laisser Lucie Castets s'exprimer, les chefs des partis se contentant d'interroger le président de la République. Une chorégraphie qui avait pour but de placer la postulante au premier plan, et d'éviter aux quatre formations de gauche, de culture différente et pas toujours sur la même longueur d'onde, de se contredire.

Bien préparée, assise face au chef de l'Etat, la candidate de la gauche pour Matignon a expliqué la méthode qu'elle comptait mettre en place une fois au pouvoir, et les compromis qu'elle était prête à consentir pour obtenir des majorités. Evitant d'aborder les éléments de son programme, elle a évoqué des convergences possibles avec le « pacte d'action » du président du groupe Ensemble pour la République (EPR) à l'Assemblée nationale – qui rassemble les députés Renaissance –, Gabriel Attal. Elle a également laissé entrevoir un éventuel élargissement, progressif, de la coalition gouvernementale. *« Il s'agirait de trouver texte par texte des majorités, et chemin faisant, on verrait si des gens sont prêts à venir avec nous »*, résume le premier secrétaire du PS, Olivier Faure.

Devant ses hôtes, Emmanuel Macron a reconnu la victoire du NFP dans les urnes, et il a admis que, avec ce vote, les Français avaient exprimé la volonté d'un changement d'orientation politique. Mais il n'a pas renoncé pour autant à afficher sa prééminence. Il a soumis Lucie Castets, une énarque de 37 ans, directrice des finances à la Ville de Paris, à un interrogatoire sur l'Ukraine, le Proche-Orient, le budget, les retraites, etc.

« Quelle est votre solution pour la Nouvelle-Calédonie ? », a même osé le chef de l'Etat, alors que l'archipel est au bord de l'effondrement économique. *« Je retirerais le projet de loi constitutionnelle »*, qui a déclenché les émeutes et plongé le territoire dans le chaos au printemps, a répondu en substance la haut fonctionnaire. Nullement désarçonnée par ce « grand oral » qui ne disait pas son nom, Lucie Castets a fait remarquer à Emmanuel Macron qu'il ne revenait pas à ce dernier de gouverner, ni de procéder au casting gouvernemental, encore moins de trouver des majorités. *« La tentation semble encore présente chez le président de composer son gouvernement »*, observait-elle à la sortie. Tandis que Marine Tondelier, secrétaire nationale de EELV, a dit son fait à chef de l'Etat en quittant le palais : *« Il faut arrêter de nous sous-estimer, maintenant ! »*

Le chef de l'Etat a prudemment abordé l'éventuelle présence de ministres mélenchonistes dans un gouvernement Castets. *« Certains disent que la présence de LFI au gouvernement serait pour eux rédhibitoire… »*, soulève-t-il, faisant allusion, notamment, à la motion de censure promise par Marine Le Pen et le Rassemblement national (RN) dans l'hypothèse où des « insoumis » entreraient au gouvernement. Lucie Castets a confirmé son intention de nommer des ministres LFI, rappelant que le front républicain a été mieux respecté par la gauche que par le camp présidentiel, et qu'il a finalement permis à Renaissance de conserver un important bataillon au Palais-Bourbon. Emmanuel Macron en a convenu, *« tous les partis du NFP sont légitimes à gouverner »*, y compris les « insoumis », a-t-il assuré. A aucun moment au cours de l'entretien, il n'a exclu de nommer Lucie Castets à Matignon ni de récuser des ministres LFI. *« Mais je ne sais pas quel crédit apporter aux paroles d'Emmanuel Macron »*, confie le président du groupe PS à l'Assemblée nationale, Boris Vallaud.

> « LES CHOSES SONT ÉTABLIES. DÉSORMAIS, IL FAUT PASSER À UNE DEUXIÈME PHASE QUI EST : COMMENT ÇA SE PASSE SANS LFI ? »
>
> **HERVÉ MARSEILLE**
> président du groupe centriste au Sénat

Le chef de l'Etat a pris en revanche ses distances avec les noms de premiers ministres potentiels qui ont circulé dans la presse ces derniers jours, Xavier Bertrand, le président (Les Républicains) de la région Hauts-de-France, Bernard Cazeneuve, ancien premier ministre socialiste, ou Karim Bouamrane, le maire socialiste de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), jurant qu'il ne cherchait pas à diviser la coalition de gauche. Olivier Faure l'a mis en garde : s'il devait nommer une autre personnalité socialiste que Lucie Castets, le NFP ne la soutiendrait pas. *« Le Guépard est mort. Il n'est pas possible que tout le monde vote pour que rien ne change »*, l'a averti le premier secrétaire, paraphrasant Alain Delon dans ce film culte.

A la sortie du rendez-vous, socialistes et communistes préféraient retenir de cet entretien le verre à moitié plein. Olivier Faure voulait croire que *« l'hypothèse Castets n'*[était] *pas du tout exclue »* et pensait qu'*« une comparaison* [allait] *s'imposer »* : *« Nous sommes les seuls à proposer un projet commun, à avoir une candidate au poste de premier ministre, et la majorité relative la plus large. »* Le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, optait aussi pour l'optimisme : *« Il y a un faisceau d'arguments pour nommer Lucie Castets »*. Les « insoumis » se montraient plus prudents. *« Emmanuel Macron est spécialiste pour vous dire ce que vous avez envie d'entendre »*, se méfiait Manuel Bompard, soupçonnant le chef de l'Etat de vouloir *« jouer les sélectionneurs »*. Pour le coordinateur de LFI, les menaces de censure proférées par la droite, l'extrême droite et les macronistes relèvent en partie de la posture. *« Qui va censurer un gouvernement qui veut abroger la réforme des retraites comme l'exigent les Français ? »*, se demande le député des Bouches-du-Rhône, avant d'interroger la différence de discours entre le chef de l'Etat et des membres de son camp.

Dans la journée, le député Renaissance d'Eure-et-Loir et ministre délégué au logement démissionnaire, Guillaume Kasbarian, a tweeté *« Nous sommes prêts »*, affichant une image de motion de censure, en réponse à un message posté par Lucie Castets. *« Soit le président de la République ne contrôle plus rien, et il doit en tirer les conséquences, soit il joue un double jeu, et c'est lui le responsable du blocage ; il doit éclaircir ce point »*, interpelle Manuel Bompard.

SUJETS DE DISSENSION

Le « bloc central », lui, n'est pas arrivé en bloc à l'Elysée, sur le coup de 13 heures, mais brique par brique. Edouard Philippe d'abord, flanqué du président du groupe Horizons à l'Assemblée nationale, Laurent Marcangeli. Puis le trio de dirigeants sénatoriaux François Patriat (Renaissance), Hervé Marseille (Union des démocrates et indépendants) et Claude Malhuret (Horizons), suivis des chefs de Renaissance, Stéphane Séjourné, et du Parti radical, Laurent Hénart, accompagnés de Marc Fesneau, le président du groupe MoDem au Palais-Bourbon. Le président du MoDem, François Bayrou, s'est distingué en déambulant seul, les mains dans les poches, fort de son statut de *« plus vieil ami du président »*. Enfin, invité en tant que président du groupe EPR à l'Assemblée, le premier ministre démissionnaire, Gabriel Attal, fermait l'étrange procession, traversant seul, lui aussi, les jardins de l'Elysée.

Deux heures plus tard, c'est encore par clans que les dirigeants du chancelant « camp présidentiel » ont effectué leur sortie. Alors que toutes les autres familles politiques ont pris la parole à l'issue de leur entrevue avec le chef de l'Etat, aucun représentant du bloc central ne s'est arrêté pour rendre compte des discussions.

> EMMANUEL MACRON A RECONNU LA VICTOIRE DU NFP DANS LES URNES, ET ADMIS QUE LES FRANÇAIS AVAIENT EXPRIMÉ LA VOLONTÉ D'UN CHANGEMENT D'ORIENTATION

Autour de la table, Emmanuel Macron a pourtant tenté de ressouder les troupes, notamment en observant que les élections législatives ont certes envoyé un *« message d'alternance »* au camp présidentiel, mais ne sont *« pas un désaveu complet »* pour la Macronie. Les sujets de dissension ont cependant très vite pris le dessus. Laurent Marcangeli a rappelé que le RN va proposer d'abroger la réforme des retraites dans le cadre de sa niche parlementaire, le 31 octobre, et qu'une stratégie doit être déterminée. En privé, le Corse plaide pour envisager des aménagements, une condition sine qua non, selon lui, pour qu'une coalition se tienne. Gabriel Attal écoute, mais n'en pense pas moins. Il s'est refusé à mettre dans la balance le sujet des retraites dans son « pacte d'action ».

Invoquant le général de Gaulle, François Bayrou a expliqué au chef de l'Etat qu'il ne doit pas *« donner quitus »* aux partis pour espérer un dénouement à la crise politique, et qu'il lui revient d'être à l'initiative. Pas vraiment du goût de ses partenaires d'Horizons, qui jugent le conseil peu en phase avec la réalité de la situation. Le sénateur de l'Allier, Claude Malhuret, a évoqué l'hypothèse d'un *« premier ministre technique »*, à laquelle son homologue des Hauts-de-Seine Hervé Marseille a répondu, expliquant que *« la période était très politique »* et nécessitait *« quelqu'un de politique »*. Quant à la proposition que le premier ministre ne soit pas issu de la majorité sortante, elle fait l'unanimité. Jusqu'à la prise de parole de François Bayrou, qui a fait sourire les convives en plaidant pour *« un gouvernement raisonnable, fait de personnalités lourdes et estimées »*.

Un bref instant, même la censure d'un gouvernement comprenant des ministres de LFI a semblé faire l'objet d'un désaccord. Edouard Philippe, partisan du « ni LFI ni RN » entre les deux tours des législatives, a laissé entrevoir qu'il pourrait ne pas s'opposer d'emblée à un gouvernement Castets, expliquant ne pas vouloir censurer les étiquettes mais les propositions. Un ange est passé dans le salon vert, avant que son lieutenant, Laurent Marcangeli, n'intervienne pour clarifier leur position.

Car c'était tout l'enjeu de la réunion pour le camp présidentiel. Dès son entame, le président de la République a posé le débat : *« Le NFP a un programme, ils prétendent avoir la majorité et affirment que toutes leurs composantes seront au gouvernement. J'ai besoin de savoir comment vous vous positionnez. »* Les trois chefs de groupe ont promis à Emmanuel Macron une censure immédiate. *« Comment cautionner, sans s'y opposer, un ministre de l'intérieur qui qualifie nos policiers de barbares ? Un ministre de l'agriculture qui définit nos agriculteurs comme des pollueurs ? Un ministre de l'économie qui traite nos chefs d'entreprise comme des bandits ? Et ainsi de suite »*, a justifié Gabriel Attal dans un communiqué. *« Le vrai critère



du président, c'est la non-censurabilité, indique un proche du chef de l'Etat. *S'il y a une majorité contre les ministres LFI, ça n'est pas possible de nommer Castets. »*

Emmanuel Macron avait-il besoin de convoquer ses troupes pour s'entendre dire ce qu'elles répètent depuis près de trois mois ? *« Maintenant, c'est clair et net et pas au détour d'un article, les choses sont établies*, avance Hervé Marseille. *Désormais, il faut passer à une deuxième phase, qui est : comment ça se passe sans LFI ? »*

Les représentants du parti Les Républicains, Laurent Wauquiez (président du groupe à l'Assemblée), Annie Genevard (députée du Doubs) et Bruno Retailleau (président du groupe au Sénat), tout en promettant de censurer un gouvernement comprenant des « insoumis », ont redit au chef de l'Etat, vendredi, leur refus de s'allier avec le camp présidentiel pour constituer une coalition numériquement supérieure au NFP.

Lundi, après avoir reçu Marine Le Pen, puis Eric Ciotti, président du groupe A droite !, Emmanuel Macron devrait prendre la parole, pour annoncer qu'il ne nommera pas Lucie Castets à Matignon. Avant de lancer, le lendemain, un nouveau « round » de consultations. Le risque d'une censure, *« il ne veut pas jouer avec ça*, explique l'un de ses proches, *et il pense qu'il peut trouver un premier ministre face auquel les forces politiques ne diront pas "on censure" immédiatement »*. Emmanuel Macron *« est encore à la recherche du bon profil »*, concluait, vendredi soir, Stéphane Lenormand, le président du groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires à l'Assemblée nationale, reçu en fin d'après-midi à l'Elysée. ■

SANDRINE CASSINI, ROBIN D'ANGELO, RACHEL GARRAT-VALCARCEL ET NATHALIE SEGAUNES

Le président, les écrivains et le chanoine

Aurélien Bellanger dresse un lucide portrait d'Emmanuel Macron dans son dernier livre

Quand deux écrivains se croisent, c'est une question qu'ils se posent : Emmanuel Macron ferait-il un bon personnage de roman ? Depuis la dissolution de l'Assemblée nationale, que personne au sein de l'ex-majorité n'a été capable d'expliquer, l'analyse des intentions présidentielles s'est, en partie, déplacée sur le terrain psychologique, source d'inspiration nouvelle pour les romanciers, fascinés quand la réalité semble soudain dépasser la fiction. *Un personnage de roman* (Julliard), s'appelait justement le livre que Patrick Besson avait consacré en 2017 à Emmanuel Macron et à sa première campagne présidentielle. Il ne croyait pas si bien dire…

Tout juste sorti en librairie, *Les Derniers Jours du Parti socialiste* (Seuil, 480 pages, 23 euros), d'Aurélien Bellanger, roman à clé sur le mouvement du Printemps républicain, créé en 2016 pour promouvoir la laïcité, dresse le portrait d'un *« ministre banquier »* élu à l'Elysée. *« Le Chanoine »* ressemble trait pour trait au locataire de l'Elysée : *« visage fin »*, *« grand nez »*, *« favoris anachroniques »*, soit *« l'ultime apparition, presque jusqu'à la caricature, de la figure littéraire de l'ambitieux »*, écrit Bellanger, qui le voit en réincarnation du Julien Sorel de Stendhal.

« Séances d'hypnose viriliste »

Il le décrit ainsi : un homme *« ambigu »*, *« émancipé de toutes les appartenances »*, *« flott*[ant] *entre la droite et la gauche »* et qui, *« par coquetterie mitterrandienne et pour marquer sa différence de stature avec ses deux prédécesseurs avait prôné une présidence jupitérienne »*. *« La France ne se gouverne ni à droite, ni à gauche, elle se gouverne selon des lois immuables héritées de l'ancien régime »*, théorise-t-il page 459.

Le romancier raconte ces *« séances d'hypnose viriliste »* au cours desquelles « le Chanoine » s'emploie à séduire ses *« proies »*, les yeux plantés dans les leurs. *« Ces courtes cérémonies charismatiques sont moins destinées à nous faire croire qu'il est un personnage d'exception qu'à s'en convaincre lui-même, comme s'il ne pouvait vivre que dans la certitude de son propre génie. Cette croyance, qu'il emporte avec lui après chaque poignée de main, est son vrai capital politique – celui d'un prestidigitateur de lui-même. »*

Dans un chapitre, ce président romancé connaît le même passage à vide qu'Emmanuel Macron au lendemain de sa réélection, épisode étrange et suspendu qui fut notamment raconté par le journaliste Ludovic Vigogne dans un livre, *Les Sans Jours* (Bouquins, 2023). A peine réélu pour un second mandat, le président-« Chanoine » est saisi d'une soudaine apathie. Une *« acédie »*, liée au fait qu'il ne pourra pas se représenter, diagnostique l'auteur, soit *« la noire mélancolie des moines à qui la grâce faisait souvent défaut »*.

Aurélien Bellanger n'est pas le seul à avoir, avec finesse ou cruauté, fait le portrait d'Emmanuel Macron. Nicolas Mathieu (*Connemara*, Actes Sud, 2022), Benoît Duteurtre (*En Marche !*, Gallimard, 2018), ou encore Michel Houellebecq qui, dans *Anéantir* (*Flammarion*, 2022), dépeint un président manœuvrier discourant les bras ouverts, *« dans un élan quasi christique »*, s'y sont essayés aussi. Dans *Tsunami* (Albin Michel, 2023), Marc Dugain avait, lui, mis en scène un président élu à la faveur de l'*« un de ces hasards que favorise une démocratie essoufflée »*. Un homme *« profondément néolibéral »*, ayant réussi *« sur la base d'un bon dossier scolaire et d'une intrépidité fondée sur l'effondrement des partis classiques »*.

NICOLAS MATHIEU, BENOÎT DUTEURTRE ET MICHEL HOUELLEBECQ AVAIENT DÉJÀ, AVEC FINESSE OU CRUAUTÉ, FAIT LE PORTRAIT DE M. MACRON

« Macron est un personnage de roman, c'est évident », s'était exclamé Bernard Pivot dans la revue *Charles*, avant l'élection présidentielle de 2017. Une fois à l'Elysée, l'intéressé avait accordé un entretien à *La Nouvelle Revue française* pour se définir comme *« l'émanation du goût du peuple français pour le romanesque »*. *« Les Français sont malheureux quand la politique se réduit au technique, voire devient politicarde. Ils aiment qu'il y ait une histoire. J'en suis la preuve vivante ! »*, assurait-il.

LE PRÉSIDENT ROMANCÉ ANTICIPE UN « CHAOS INSTITUTIONNEL QUI POURRAIT S'EMPARER DE LA FRANCE »

« Prince de l'indécision »

Dans *Les Derniers Jours du Parti socialiste*, on y revient, « le Chanoine » se confie à un romancier (double de l'auteur), au lendemain de sa réélection pour un deuxième mandat : *« Il n'est pas certain que les élections me donnent dans quelques jours la majorité absolue. Je risque de redevenir le prince de l'indécision. On m'accusera d'être tombé dans mon propre piège en ayant fait monter l'extrême droite à dessein – avec le projet fou de la laisser gagner en 2027 pour mieux revenir en 2032. Ou bien on s'extasiera, avec plus ou moins d'ironie, sur mon génie politique, qui aura fait de moi le réinventeur de la cohabitation. »*

Lucide, ce président romancé anticipe un *« chaos institutionnel qui pourrait s'emparer de la France »*, sur fond de crise internationale et sociale. *« Qui, dans ce cas, serait empêché*, interroge "le Chanoine" : *le pouvoir législatif introuvable, ou l'exécutif resserré autour de ses missions régaliennes ? A moi d'apprendre alors aux Français quel homme d'Etat ils ont réélu. Je demeure la seule source de légitimité et rien ne m'empêchera de gouverner par-dessus les deux chambres, dans le plus pur esprit de la Ve République »*. Prémonitoire ? ■

SOLENN DE ROYER

La « surtaxe » sur les résidences secondaires séduit les maires

Si de plus en plus d'édiles de villes prisées majorent la taxe d'habitation, cela n'a que peu d'effets sur la crise du logement






Photos issues de la série « Les Maisons endormies », de l'artiste Maxime Voidy, réalisée entre 2020 et 2022, en Bretagne. MAXIME VOIDY

La décision avait été prise à l'unanimité. A Saint-Malo, ville de bord de mer en Ille-et-Vilaine confrontée à une pénurie de logements, le conseil municipal avait institué, le 21 septembre 2023, une « surtaxe » sur les résidences secondaires. *« Notre problème est que le taux de résidences secondaires a beaucoup progressé ces dernières années et dépasse 26 %, tandis que nous rencontrons des difficultés pour loger les habitants permanents*, justifie aujourd'hui Gilles Lurton, le maire (divers droite) de Saint-Malo. *Nous voulons enrayer cette dynamique. »*

Depuis 2015, la loi permettait déjà à certaines communes d'appliquer une majoration de la taxe d'habitation pour les résidences secondaires, mais un décret publié mi-2023 a largement étendu le périmètre des villes autorisées à manier cet outil fiscal, à partir du 1er janvier 2024. Les communes devaient auparavant appartenir à une zone d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants, mais ce verrou a sauté, et les petites villes touristiques, les stations balnéaires ou de ski peuvent désormais « surtaxer ».

Et nombre de maires confrontées à un marché immobilier en tension ont saisi cette possibilité pour sévir contre la multiplication des résidences secondaires. Saint-Malo donc, mais aussi Bonifacio (Corse-du-Sud), Hossegor (Landes), Chamonix (Haute-Savoie) ou Saint-Tropez (Var).

Une étude de la direction générale des finances publiques, publiée en juin, montre que la surtaxe a le vent en poupe : 1 461 communes ont institué une majoration de taxe d'habitation en 2024, contre 308 en 2023, soit une multiplication par plus de quatre. Désormais, 40 % des communes autorisées se saisissent de cette possibilité, alors qu'elles n'étaient que 27 % en 2023. Et parmi elles, plus d'une sur trois a voté cette année le taux maximum de majoration autorisé par la loi, soit 60 % de la part communale de la taxe d'habitation. Signe que la crise du logement inquiète de plus en plus les élus, qui n'hésitent plus à passer par la contrainte, et ce quelle que soit leur couleur politique.

66 % des logements à Quiberon

Là où les tensions se font particulièrement aiguës, le recours à la « surtaxe » devient massif. C'est le cas en Bretagne, où les résidences secondaires représentent 12 % de l'ensemble des logements, et bien davantage encore sur le littoral : 66 % à Quiberon (Morbihan), 41 % à Cancale (Ille-et-Vilaine) ou 44 % à Crozon (Finistère). Dans cette région, l'élargissement du périmètre depuis le début de l'année atteint 75 % des communes concernées.

Et près de 60 % en Nouvelle-Aquitaine, où le nombre de villes appliquant la majoration a bondi de 42 à 137 entre 2023 et 2024. Parmi elles, Bayonne, qui l'a instaurée dès que la loi l'a autorisée, en 2015. *« Nous sommes au taquet, au taux de maximum de 60 % depuis l'an dernier »*, précise Jean-René Etchegaray, président (Renaissance) de la communauté d'agglomération Pays basque et maire de Bayonne. Au Pays-basque, où le foncier est rare, les résidences secondaires et les locations de type Airbnb nombreuses, *« tous les moyens sont bons pour rectifier le tir,* justifie l'élu. *Et toutes les communes de l'agglomération se sont un peu suivies, on ne voulait pas que le phénomène des résidences secondaires se déplace chez les voisins »*. Avec quel résultat ? L'édile constate que le nombre de résidences secondaires a continué de croître, de près de 20 % en dix ans.

En septembre 2023, les chercheurs Antoine Belgodere et Georges Casamatta se sont penchés sur la surtaxe dans leur étude « L'imposition des résidences secondaires : Effets de la réforme française de 2015 » et en tirent également un bilan décevant. A première vue, le nombre de résidences secondaires a bien reculé après la mise en place d'une surtaxe. *« L'écart entre les communes avec et sans majoration de la taxe d'habitation s'est creusé en moyenne de l'ordre de 10 % : le nombre de résidences secondaires a reculé de 5 % dans le premier cas et progressé de 5 % dans le second*, résume Antoine Belgodere. *Toutefois, si la taxe avait eu l'effet escompté, les prix de l'immobilier dans les communes concernées auraient dû baisser, et ça n'a pas été le cas. »*

L'inefficacité de l'imposition des résidences secondaires tient au très faible taux de la taxe

Aucun mouvement de vente significatif de résidences secondaires n'a par ailleurs été relevé. Autant d'indices laissant penser que les propriétaires *« ont fait de l'optimisation fiscale : ils ont conservé leurs deux résidences et ont interverti la principale et la secondaire pour échapper à la taxe »*, poursuit le maître de conférences en science économique à l'université de Corse.

Pour les deux chercheurs, l'inefficacité de l'imposition des résidences secondaires tient au très faible taux de la taxe, même lorsque la majoration est portée à son maximum (60 %). La surtaxe ne s'est en effet élevée en moyenne qu'à 250 euros par logement taxé en 2019 (120 euros en 2016), précise leur étude. *« Il y a un effet de seuil en matière de taxe, si elle reste anecdotique, elle n'entraîne pas de changement de comportement »*, conclut M. Belgodere.

Paris aussi concernée

A Bayonne, la surtaxe moyenne atteint 720 euros par an et elle va rapporter un peu plus d'un million d'euros en 2024. *« De quoi booster notre politique du logement »*, dit son maire. A Saint-Malo, la majoration va *« de 250 à 900 euros selon la taille de la maison. Ce n'est pas dissuasif,* reconnaît Gilles Lurton, *mais c'est notre politique d'ensemble, avec aussi la mise en place de quotas pour les meublés touristiques, qui permettra de stopper la croissance des résidences secondaires »*.

La capitale s'affole, elle aussi : les résidences secondaires sont passées de quelque 30 000 au tournant des années 1970, à près de 140 000 (soit 10 % des logements). *« On en compte chaque année 4 000 de plus. On court le risque que, dans quatre ou cinq ans, les logements privés à louer, en chute libre, deviennent moins nombreux que les résidences secondaires et logements vacants réunis »*, s'alarme Jacques Baudrier, adjoint (Parti communiste français) au logement. La ville applique la surtaxe maximum, qui va coûter près de 900 euros, en moyenne, aux propriétaires de résidence secondaire.

« Il y a urgence à ce que le futur gouvernement augmente cette surtaxe pour libérer des logements à Paris et en Ile-de-France. Il faudrait que la majoration soit de + 300 % pour avoir un effet », argue M. Baudrier. En Suisse, les communes dont le taux de résidences secondaires dépasse 20 % refusent l'autorisation de toute nouvelle résidence secondaire. ■

VÉRONIQUE CHOCRON

Dans le Morbihan, une mesure souvent bien acceptée

La Bretagne est la région taxant le plus les maisons de vacances, une décision comprise par la plupart des propriétaires concernés

REPORTAGE
CARNAC, CRAC'H, SAINT-PHILIBERT (MORBIHAN) - *envoyé spécial*

Pendant ses congés à Saint-Philibert (Morbihan), Hubert Descans a ses habitudes. Lorsque sa compagne part marcher sur le sentier côtier, lui enfile ses chaussures de course pour trottiner de sa résidence secondaire, une maison dotée de trois chambres, jusqu'à l'Atlantique. Face à la baie de Quiberon, où des bateaux cabotent, le 19 août, le sexagénaire savoure : *« Il y a huit ans, j'ai acheté une maison ici pour profiter de ce lieu calme, loin du brouhaha et de la chaleur du Sud. J'ai eu raison d'investir. A l'époque, je gagnais bien ma vie. Les prix de l'immobilier étaient moins élevés et les taux d'intérêt bas. »*

Une *« bonne acquisition »* qui va, cependant, coûter plus cher à ce consultant indépendant originaire de Rambouillet (Yvelines). En août 2023, Saint-Philibert a intégré la liste des 3 697 communes classées en zone touristique tendue, dispositif permettant aux élus locaux de majorer de 5 % à 60 % la taxe d'habitation des résidences secondaires. Dans cette station balnéaire où six biens sur dix sont fermés hors saison, le conseil municipal a voté une hausse de 30 %. Rien d'exceptionnel en Bretagne, où les trois quarts des 156 communes concernées appliquent cette nouvelle fiscalité. Aucune autre région ne mobilise autant cet impôt.

Hubert Descans découvre sans broncher cette taxe qui alourdira d'au moins une centaine d'euros sa prochaine feuille d'imposition. Même résignation chez ses voisins, à l'image d'Hervé, chef d'entreprise breton qui refuse de donner son nom pour rester *« discret »* sur son patrimoine. *« J'ai acheté ici pour être tranquille. S'il faut régler quelques centaines d'euros supplémentaires, je payerai sans faire d'histoires »*, tranche-t-il, pressé de cuisiner les coquillages ramassés le matin même à marée basse.

« Prise de conscience »

Dans la commune limitrophe, Ronan Le Délézir, adjoint au maire (sans étiquette) de Crac'h, tient à *« expliquer »* la majoration de 40 % décidée dans ce village de 3 400 âmes comptant *« seulement »* un quart de résidences secondaires. Sans accès à la mer, Crac'h subit depuis quelques années les contrecoups de la course au littoral. Dans un contexte de pénurie de biens accessibles sur la côte, nombre de résidents secondaires lorgnent Crac'h, dopant les prix du marché immobilier. Moins aisés, les habitants migrent alors dans les terres pour se loger. Un phénomène sur lequel Ronan Le Délézir alerte depuis plus de vingt ans comme maître de conférences en géographie à l'université Bretagne-Sud. Désormais élu, il plaide pour *« réguler »* le marché : *« Cette nouvelle taxe est symbolique. Elle n'est pas une solution miracle, mais elle redonne des marges de manœuvre aux collectivités. »*

A Crac'h, les élus promettent d'investir les 70 000 euros collectés grâce à la surtaxe dans des projets favorisant le logement à l'année. En 2024, cette manne financera l'isolation du lotissement en construction à l'entrée de la commune. A l'avenir, elle pourrait servir à préempter des biens comme cette bicoque en vente dans le bourg. Ronan Le Délézir insiste : *« Faute d'une politique de logement cohérente, l'Etat laisse aux collectivités locales le soin de se débrouiller. A Crac'h, on se mobilise pour maintenir notre pacte social et une certaine idée du vivre-ensemble. »*

A Crac'h, en 2024, la surtaxe financera l'isolation d'un lotissement en construction

Sur la place du bourg, Sophie Dufeutrelle opine. Professeure de musique à Villeurbanne (métropole du Grand Lyon), cette quinquagénaire séjourne régulièrement dans cette propriété de famille située face à l'église : *« Ma mère y est morte à 99 ans. Pour l'accompagner dans sa fin de vie, elle a eu besoin d'infirmiers, de femmes de ménage, d'aides-soignantes… Nous avons eu du mal à recruter tant l'accès au logement était un problème pour ces travailleurs. Si payer 200 ou 300 euros d'impôts supplémentaires contribue au maintien de ces professionnels sur le territoire, j'accepte volontiers. »* Cette réaction ne surprend pas Ariane Regaud, fonctionnaire et présidente de Volets ouverts. Créée en 2021, cette association locale convainc des résidents secondaires de louer leurs biens à des familles *« au moins »* de septembre à juin. Ariane Regaud constate une *« prise de conscience »* de la tension sociale provoquée par la crise de l'immobilier sur le littoral.

Les levées de boucliers de villégiateurs contre ce nouvel impôt sont d'ailleurs rares, mais elles existent. A Carnac, commune cossue à la population vieillissante comptant 70 % de maisons de vacances, l'association Les Amis du littoral carnacois a publié, en novembre 2023, une pétition, dans laquelle son président, Michel Jouvent, un professionnel de l'immobilier œuvrant en région parisienne, fustigeait ces élus considérant *« les résidents secondaires »* comme *« des moutons à tondre »*.

« Démagogique »

Parmi les quelque 2 400 signataires, certains ont rappelé leur *« affection »* pour le Morbihan et leur contribution, bien que ponctuelle, à l'économie locale. D'autres ont défendu les habitants des beaux jours comme une population qui *« ne coûte rien aux communes : pas besoin de crèches, de services sociaux, de cantines pour les enfants… »*, oubliant que leurs arrivées durant l'été imposaient aux collectivités de calibrer en conséquence les stations d'épuration et la gestion des déchets, notamment…

Le maire de la station balnéaire, Olivier Lepick (Horizons), a rassuré ces habitants occasionnels par son refus de les surtaxer. Dans son bureau, l'élu maintient : *« Il existe un consensus sur le problème du logement à l'année, mais pas sur les solutions. Ce nouvel impôt stigmatisant ne décidera pas des propriétaires à vendre ou à louer leurs biens à des locaux. Cette taxe est démagogique. Sa recette sera intégrée au budget communal sans obligation qu'elle soit fléchée pour financer le logement… »* Les potentiels 700 000 euros de recettes annuelles supplémentaires, le prix moyen d'une maison à Carnac, auraient l'effet d'une *« goutte d'eau dans une baignoire qui fuit »*, selon le maire, qui est aussi secrétaire général du groupe international Capgemini.

Pour rajeunir la population carnacoise et maintenir les classes des écoles ouvertes, l'édile réclame au législateur d'*« agir »* sur la location à la nuitée qui assèche le marché locatif traditionnel et de *« lever »* les contraintes foncières qui *« brident »* les constructions. Fataliste, Olivier Lepick clame : *« Le problème du logement est tellement puissant et complexe que je ne réussirai pas à inverser le taux de résidences secondaires de ma commune. C'est fini. Mon ambition ? Le stabiliser. »* ■

BENJAMIN KELTZ

A Montreuil, un squat dans l'inquiétude

Des mal-logés espèrent s'entendre avec le propriétaire pour pouvoir occuper l'immeuble

Devant un bâtiment a priori abandonné à la façade ornée de street art, rue de Stalingrad à Montreuil (Seine-Saint-Denis), une cinquantaine de personnes s'étaient rassemblées en fin d'après-midi, jeudi 22 août. De la musique, une table avec des rafraîchissements, des enfants qui jouent… Malgré les apparences joyeuses, l'inquiétude se faisait sentir. Une partie des quarante familles du Collectif de Gambetta occupait alors cet immeuble désaffecté depuis le 14 août, après la notification par la justice qu'aucun délai d'occupation supplémentaire ne leur était accordé dans le squat de la rue Gambetta qu'ils occupaient depuis deux ans. Dans les deux cas, il s'agit de *« bâtiments vides d'usage depuis longtemps. Ce sont des gens qui luttent pour avoir un toit, mais ils n'enlèvent pas leur toit à d'autres »*, précise une habitante membre du collectif de soutien, qui a souhaité conserver son anonymat.

Les habitants et leurs soutiens ont décidé, après une semaine d'occupation de ce nouveau squat rue de Stalingrad, de se montrer. *« Ici, nous ne voulons pas détruire, voler ou casser, nous avons de bonnes intentions et souhaitons entretenir ce bâtiment où nous sommes installés depuis une semaine »*, explique l'une des habitantes du squat, qui a refusé de donner son nom. Le collectif a tenté d'entrer en contact avec le propriétaire, le promoteur immobilier Sopic, afin de négocier une convention d'occupation temporaire qui leur permettrait de rester.

Ce type de contrat consiste à *« occuper le bâtiment sur une période donnée, en prendre soin, et le restituer au propriétaire dès lors qu'il a un projet dans le lieu concerné »*, détaille Célia Mougel, juriste et chargée d'études à l'observatoire des expulsions des lieux de vie informels. Elle déplore que ce dispositif ne soit pas davantage connu : *« Il y a tellement de bâtiments vides qui concernent de grands promoteurs ou des collectivités, ce genre de contractualisation est l'une des voies pour pallier le manque de logements et la grande précarité des personnes qui sont contraintes de se retrouver en squat. »*

Parmi les membres du Collectif de Gambetta, beaucoup de femmes enceintes ou avec des enfants

« Le mal est fait »

Les membres du Collectif de Gambetta, qui comprend beaucoup de femmes enceintes ou avec des enfants, craignent avant tout d'être visés par une expulsion immédiate, sans passage devant un juge. Une membre du collectif de soutien explique : *« Soit* [les autorités] *attendent qu'il y ait une procédure judiciaire, soit* [elles] *se saisissent du biais criminalisant de la loi Kasbarian-Bergé, qui permet à la police d'entrer dans le bâtiment »* et de procéder à une expulsion immédiate.

La loi Kasbarian-Bergé du 27 juillet 2023, dite « antisquat », crée un délit relatif à l'introduction sans autorisation du propriétaire dans un bâtiment à usage commercial, agricole, professionnel ou d'habitation, ne se limitant donc pas aux seuls locaux à usage d'habitation, comme cela était le cas auparavant. Pour constituer le délit prévu et réprimé par le nouvel article 315-1 du code pénal, l'introduction dans le local doit être effectuée *« à l'aide de manœuvres, de menaces, de voie de fait ou de contraintes »*.

Ce critère n'est cependant pas toujours respecté dans les procédures d'expulsion, selon Matteo Bonaglia, avocat spécialisé en droit du logement. Il explique : *« Informées de l'occupation d'un bâtiment,* [les autorités] *ne cherchent pas à savoir comment les gens sont entrés, si le délit est caractérisé ou pas, elles y vont et interpellent tout le monde. Le temps de la garde à vue, le bâtiment est restitué au propriétaire et, après, il n'y a, en général, pas de procédure pénale, car le délit n'est pas caractérisé, mais le mal est fait. »*

L'avocat craint *« qu'en ayant créé ce délit on finisse par se dispenser complètement de la voie de droit naturelle qui est celle du contrôle d'une mesure aussi grave que l'expulsion par un juge indépendant et impartial »*, puisque les personnes visées n'auraient ni moyen de se défendre en étant entendues par un juge ni délai de prévenance. Contactée, la Préfecture de police de Paris n'a pas donné suite.

Lueur d'espoir

Les membres du Collectif de Gambetta, pour la plupart en situation irrégulière, redoutent ce type de procédure accélérée, pouvant les amener en garde à vue, puis en centre de rétention administrative et éventuellement jusqu'à une expulsion hors du territoire. L'Observatoire des expulsions collectives de lieux de vie informels recense un nombre d'expulsions de squats en hausse de 54 % en France, passant de 132, entre juillet 2022 et juillet 2023, à 203 sur la même période l'année suivante.

La perspective d'une convention avec le propriétaire du bâtiment constitue une lueur d'espoir pour les membres du Collectif de Gambetta, qui ont, pour la plupart, connu la rue avant de rejoindre le squat. Plusieurs racontent avoir tenté pendant longtemps, et parfois encore aujourd'hui, de trouver un hébergement d'urgence avec le 115. Maxence Delaporte, directeur général adjoint d'Interlogement93, l'association qui gère le numéro vert destiné aux sans-abri (le 115) en Seine-Saint-Denis, explique que celui du département est *« l'un des plus saturés de France, le deuxième après Paris en volume »*.

En 2023, l'association a comptabilisé une hausse de 36 % par rapport à 2022 des demandes de mise à l'abri, et une hausse de 54 % des demandes non pourvues. Plaidant pour une augmentation des moyens alloués à l'hébergement d'urgence, il ajoute : *« Bien sûr, c'est mieux d'être à l'hôtel qu'à la rue, mais nous aspirons à une augmentation du nombre de logements sociaux pour loger tout ce monde. »*

Une ligne tenue également par la Fondation Abbé Pierre, qui agit contre l'exclusion. Marie Rothhahn, responsable de la lutte contre la privation des droits, dénonce *« l'effet domino »* du manque de logements sociaux : *« Si on avait construit assez de logements sociaux, ils serviraient aux personnes en situation régulière, et l'hébergement d'urgence à celles en situation irrégulière. »* Elle estime, par ailleurs, que l'*« on entend parler insuffisamment du logement dans le discours public »*, alors qu'il y avait, en 2023, 4,1 millions de personnes privées de logement personnel ou vivant dans des conditions très difficiles.

A côté d'une banderole *« Solidarité avec l'occupation, un toit c'est un droit »*, les membres du Collectif de Gambetta ont affiché une souscription à un contrat d'électricité et des photos prouvant l'occupation, espérant ainsi se prémunir d'une expulsion sans délai et trouver un peu de stabilité. ■

VICTORIA LEMAIRE

POLITIQUE

Laurent Wauquiez démissionne de la présidence d'Auvergne-Rhône-Alpes

Laurent Wauquiez (Les Républicains), redevenu député, a démissionné jeudi 22 août de la présidence de la région Auvergne-Rhône-Alpes en application de la loi sur le non-cumul des mandats, a-t-on appris vendredi auprès de la Région. Sa démission entraîne celle de son exécutif. De nouvelles élections se dérouleront lors d'une assemblée plénière le 5 septembre. Président de la région depuis 2016, Laurent Wauquiez reste conseiller régional. A l'Assemblée nationale, il dirige désormais le groupe de la Droite républicaine. – *(AFP.)*

SOCIÉTÉ

Les habitants de la rue de Trévise pourront regagner leur logement en novembre

Plus de cinq ans après l'explosion survenue rue de Trévise, à Paris, les habitants des trois immeubles directement touchés regagneront leurs logements à partir de novembre, dès que les derniers travaux nécessaires auront été achevés, a indiqué vendredi la maire du 9e arrondissement, Delphine Bürkli. Pour les deux immeubles situés rue de Trévise et celui de la rue Sainte-Cécile, *« les travaux de façades sont terminés »*, d'autres, concernant notamment le raccordement au réseau électrique, se poursuivent. Le 12 janvier 2019, une explosion au gaz au 6, rue de Trévise avait tué quatre personnes et en avaitblessé 66 autres. – *(AFP.)*

Le Monde
DIMANCHE 25 - LUNDI 26 AOÛT 2024

Vers une baisse globale des taux d'intérêt

Jerome Powell, patron de la Fed, a annoncé son intention de baisser à son tour le loyer de l'argent

Pas à pas, de façon prudente et graduelle, les banques centrales du monde occidental sont en train d'ouvrir un nouveau cycle monétaire.

Après la brusque hausse des taux d'intérêt qui a fait suite à la grande poussée d'inflation (2022-2023), puis une période d'attente d'environ un an, elles sont en train de baisser les taux un peu partout. Vendredi 23 août, Jerome Powell, le président de la Fed, la banque centrale américaine, ouvrant le symposium annuel de Jackson Hole, dans le Wyoming, s'est pratiquement engagé à réduire les taux d'intérêt américains : *« Le moment est venu d'ajuster notre politique* [monétaire] *»*, a-t-il déclaré.

Il est rare, dans le langage des banquiers centraux, d'être aussi direct. La prochaine réunion de la Fed, les 19 et 20 septembre, devrait donc se conclure par la première baisse du taux d'intérêt américain depuis le début de la pandémie de Covid-19, au printemps 2020, sans doute d'un quart de point (le taux passerait de la fourchette actuelle, de 5,25 % à 5,50 %, à une de 5,00 % à 5,25 %).

Les Etats-Unis seront ainsi le dernier pays occidental, mais le plus important économiquement, à se lancer dans l'assouplissement monétaire. En zone euro, la Banque centrale européenne (BCE) a entamé, en juin, la baisse de ses taux, les réduisant d'un quart de point (de 4 % à 3,75 %). La Banque d'Angleterre a également réalisé sa première réduction en août. Les banques centrales du Canada, de Suède, de Suisse et de la plupart des pays d'Europe centrale ont fait de même.



Le président de la Réserve fédérale des Etats-Unis, Jerome Powell, les gouverneurs de la Banque du Canada, Tiff Macklem, et de la Banque d'Angleterre, Andrew Bailey, à Jackson Hole (Wyoming), le 23 août. AMBER BAESLER/AP

Fin des distorsions économiques

Ce nouveau cycle monétaire annonce une bonne et une mauvaise nouvelle : d'un côté, l'inflation semble en passe d'être maîtrisée, malgré des tensions qui subsistent sur les prix du secteur des services ; de l'autre, la croissance ralentit aux Etats-Unis (les économistes débattent des risques d'une possible récession) et demeure médiocre en Europe.

Voilà des mois que la Fed se rapprochait d'une baisse des taux d'intérêt. Le compte rendu de sa réunion de juillet, publié mercredi 21 août, annonçait clairement la couleur : *« La vaste majorité* [des membres du conseil de la Fed] *ont fait savoir que, si les données économiques continuaient, il serait probablement approprié de desserrer la politique* [monétaire] *à la prochaine réunion »*, pouvait-on y lire.

Dans son discours, M. Powell constate l'existence de deux phénomènes. D'un côté, *« l'inflation a décliné significativement »* : elle est passée, aux Etats-Unis, d'un pic de 8,5 % en juillet 2022 à 2,9 % en juillet 2024 (sur douze mois).

L'explication, selon lui, vient avant tout de la fin des distorsions économiques provoquées par la pandémie puis l'invasion russe de l'Ukraine de février 2022 : les chaînes de production mondiales fonctionnent à nouveau normalement, le choc énergétique est terminé, l'excès d'épargne des consommateurs, grâce aux chèques reçus pendant la pandémie, est résorbé… *« L'inflation est sur le chemin durable d'un retour à 2 % »*, estime le président de la Fed.

> **« L'inflation est sur le chemin durable d'un retour à 2 % »**
> JEROME POWELL
> président de la Fed

De l'autre côté, *« le marché de l'emploi n'est plus en surchauffe »*, poursuit M. Powell. La pandémie avait provoqué le retrait soudain de 8 millions de travailleurs aux Etats-Unis. Leur retour progressif, la moitié dès 2021, les autres ensuite, et la désorganisation des entreprises ont provoqué une pénurie généralisée de main-d'œuvre. Ce n'est plus le cas. Le chômage a augmenté de presque 1 point en dix-huit mois, désormais à 4,3 %. Pour la Fed, qui a un double mandat – maintenir l'inflation à 2 % tout en maximisant l'emploi –, le point d'équilibre s'approche.

Le danger est cependant que la Fed ait trop attendu, laissant les taux d'intérêt trop élevés pendant trop longtemps, au point de précipiter les Etats-Unis vers la récession. Alarmés par ce scénario, les marchés financiers ont connu une brève mais sévère correction début août, après une série de données économiques décevantes.

« Ils sont inquiets que la Fed soit en retard face à une potentielle récession », expliquent les économistes de Barclays. Les statistiques donnent pour l'instant tort à ce scénario du pire : la croissance des Etats-Unis au premier trimestre a été de 0,4 %, et celle du deuxième trimestre de 0,7 %, un rythme certes plus lent qu'en 2023, mais loin d'un effondrement.

Une question d'équilibre

C'est également mieux qu'en zone euro, où la croissance n'a été que de 0,3 % à chacun des deux premiers trimestres. Là aussi, le processus de désinflation est largement entamé. Après un pic de 10,6 %, la hausse des prix est retombée à 2,6 %, essentiellement pour des raisons similaires à celles des Etats-Unis. La différence est une économie beaucoup plus faible, particulièrement en Allemagne, le pays malade du moment (croissance de 0,2 % et – 0,1 % aux deux derniers trimestres).

Dans ce contexte, la BCE a entamé sa baisse des taux avant la Fed, ce qui est inhabituel. La plupart des analystes parient sur une baisse supplémentaire en septembre, et au moins une autre baisse d'ici à la fin de l'année. Ce desserrement monétaire commence à se ressentir dans l'économie réelle : en France, les prêts immobiliers tournaient en juin à 3,7 %, presque un demi-point de moins qu'en janvier.

Pour les banques centrales, le problème est l'équilibre entre la consommation, qui reste relativement solide, et le secteur industriel, qui est en récession. *« L'industrie manufacturière enregistre un recul global (Etats-Unis, dans la zone euro et en Chine), alors que celle des services affiche une plus grande résilience,* explique Florian Ielpo, du gérant d'actifs Lombard Odier. *C'est ce recul manufacturier qui est à la racine des inquiétudes montantes parmi les investisseurs. »*

Jusqu'où et à quelle vitesse est-ce que les taux d'intérêt vont baisser ? M. Powell est resté flou dans son discours, soulignant que cela dépendrait des chiffres économiques à venir. En cas de récession, il se dit cependant prêt à agir rapidement : *« Le niveau actuel de nos taux d'intérêt nous donne une ample marge pour répondre aux risques »,* a-t-il assuré.

La BCE a également conservé l'ambiguïté sur l'ampleur de la baisse, mais les marchés financiers parient sur deux réductions de taux supplémentaires d'ici à la fin de l'année. En juillet, Philip Lane, son chef économiste, laissait entendre qu'un taux d'intérêt *« neutre »* tournait sans doute autour de 2,5 %. Si c'est le cas, le chemin du desserrement monétaire est encore long. ■

ÉRIC ALBERT

La perspective d'une détente monétaire fait flamber l'or

L'affaiblissement du dollar, conséquence de la baisse des taux annoncée aux Etats-Unis, fait battre des records au métal jaune

La parole de Jerome Powell, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), est d'or. Au sens propre. L'once de métal précieux s'est encore enflammée dans la perspective de la conférence de Jackson Hole (Wyoming), aux Etats-Unis, qui s'est ouverte jeudi 22 août. Lors de cette rencontre, qualifiée de grand-messe des banquiers centraux, le grand oracle financier devait s'exprimer.

Déjà, lundi 19 août, l'once de 31 grammes avait franchi la barre symbolique des 2 500 dollars (soit 2 230 euros). Record historique battu. Pas pour longtemps. Le lendemain, elle clôturait à 2 514 dollars après avoir passé, en séance, 2 530 dollars. Depuis, la fièvre est un peu retombée. Mais vendredi 23 août, jour du discours de M. Powell, l'or est repassé au-dessus des 2 500 dollars l'once. Comparé à son cours de début janvier, il signe une progression de plus de 20 %.

Le métal précieux est en ébullition depuis fin 2023. Et il a entrepris dès lors une irrésistible ascension, volant de record en record. Cette flambée est régulièrement alimentée par les propos de M. Powell mais aussi, et peut-être surtout, par les anticipations faites par les investisseurs de ses futures prises de position. Avec un seul sujet lancinant certes, la baisse des taux d'intérêt, mais décliné en une multitude de conjectures possibles sur le calendrier et le rythme de baisse. *« Le temps est venu pour un ajustement de politique »* monétaire, a finalement déclaré M. Powell. Il a ainsi ouvert la voie à une possible première baisse des taux lors de la prochaine réunion de l'institution, prévue les 17 et 18 septembre.

Tensions géopolitiques

Cette perspective fait chuter le billet vert et propulse l'or au firmament. D'autant qu'un loyer de l'argent plus bas favorise le métal jaune qui ne verse pas d'intérêt. *« La combinaison d'un dollar et de rendements du Trésor plus faibles »*, actifs refuges traditionnellement concurrents de l'or, continue de soutenir son cours, a indiqué à l'Agence France-Presse Ole Hansen, analyste de Saxobank.

La confirmation d'une probable concrétisation des augures en septembre a conforté sa trajectoire ascendante, vendredi. Sans oublier que les dernières données sur l'emploi américain, qui prouvent que la croissance de la demande de main-d'œuvre est moins forte qu'anticipée.

Les marchés spéculent désormais sur l'ampleur de la baisse. Ils misent sur un recul atteignant un point en fin d'année, avec une première étape marquée par un repli d'un quart de point à l'automne.

Mais d'autres raisons peuvent expliquer cette envolée du prix du métal jaune. En particulier, les tensions géopolitiques qui confortent le statut de valeur refuge que revendique l'or. Or, au Moyen-Orient la guerre qui a éclaté entre Israël et le Hamas à l'automne 2023 se poursuit, même si des discussions sont en cours au Caire pour un éventuel cessez-le-feu à Gaza. Et la crainte d'un élargissement du conflit aux pays voisins reste forte. De même, l'affrontement entre la Russie et l'Ukraine suscite toujours l'inquiétude. Sans oublier les tensions entre la Chine et les Etats-Unis sur fond de campagne électorale présidentielle américaine.

De quoi favoriser la montée du cours de l'or. Cette sensibilité aux crises avait d'ailleurs été démontrée en pleine crise due au Covid-19, à l'été 2020, lorsque l'once de métal jaune avait franchi, à la hausse, le seuil des 2 000 dollars.

Parmi les facteurs qui concourent à ce renchérissement du métal précieux, on peut aussi citer le solide appétit des banques centrales qui font des emplettes, à un rythme inédit. En particulier en Chine ou en Inde. L'idée est de moins dépendre du dollar et de sécuriser les réserves. Enfin, les achats des particuliers, d'or sous toutes ses formes, du lingot au bijou, confortent la tendance. ■

LAURENCE GIRARD

L'épargne salariale plus facile à débloquer

Les plans d'épargne entreprise peuvent être utilisés pour les travaux de rénovation, l'achat d'un vélo ou les dépenses d'aidant

Qui dit épargne salariale dit argent bloqué plusieurs années, s'il est placé sur un produit financier dédié. Jusqu'à la retraite s'il s'agit d'un plan d'épargne-retraite collectif, cinq ans pour un plan d'épargne entreprise (PEE).

En contrepartie, les sommes versées par l'employeur échappent à l'impôt. Certains événements de la vie autorisent les salariés à utiliser l'argent avant l'échéance. Pour les PEE, dix motifs permettaient jusqu'ici de le faire, comme le mariage ou le pacs, le décès du conjoint, la rupture du contrat de travail, l'achat de son logement. Par un décret du 5 juillet, la liste a été allongée de trois cas susceptibles de concerner nombre d'épargnants : la rénovation énergétique de la résidence principale, l'achat d'un véhicule dit « propre » et la situation de proche aidant.

Vélos neufs uniquement

L'idée, actée dès février 2023 par les partenaires sociaux dans le cadre d'un accord interprofessionnel sur le partage de la valeur visant, notamment, à *« adapter l'épargne salariale aux nouveaux défis »*, a tardé à se concrétiser. Le texte d'application s'est fait attendre près d'un an et demi.

Pour débloquer les fonds, la plupart des établissements financiers gérant les PEE (Amundi, Epsor, Eres, Société générale épargne salariale, etc.) attendent que le ministère du travail publie les modalités d'application de la mesure. Certains, à l'instar de Groupama épargne salariale, ont néanmoins lancé les déblocages pour les cas les plus simples.

Une partie des modalités est déjà explicitée dans le décret. On sait ainsi que retirer de l'argent de son PEE est ouvert au proche aidant mais aussi à son conjoint ou partenaire de pacs. Et que les véhicules sont éligibles s'ils fonctionnent à l'électricité ou à l'hydrogène (ou les deux), qu'ils soient neufs ou d'occasion. *« Les vélos électriques le sont aussi, s'ils sont achetés neufs »*, note Sophie Lebeau, secrétaire générale épargne salariale et retraite d'Amundi. Elle ajoute que, pour les travaux ou l'achat d'un véhicule, *« l'épargnant disposera d'un délai de six mois pour demander le déblocage »*. Pas de délai, en revanche, pour l'aidant.

« On ne peut pas profiter de la mesure pour un vélo acquis en avril : le fait générateur, ici l'achat, doit être intervenu à partir du 7 juillet », souligne Emmanuelle Lafargue, directrice régionale Grand Ouest d'Eres. Comme toujours lors d'un déblocage de PEE, *« les sommes touchées ne sont pas soumises à l'impôt sur le revenu »*, précise-t-elle. Les prélèvements sociaux, eux, ne sont dus que sur les gains réalisés. ∎

AURÉLIE BLONDEL

Jeux vidéo : turbulences économiques après l'euphorie

Les éditeurs, réunis au salon Gamescom de Cologne, doivent gérer le coup d'arrêt post-Covid et les transformations du modèle d'affaires

La Gamescom 2024, grande messe annuelle du jeu vidéo en Europe, qui s'est ouverte mercredi 21 août à Cologne et ferme ses portes dimanche 25 août, a un parfum bien particulier cette année. Tout d'abord parce que c'est la première fois qu'elle n'a pas à souffrir de la concurrence de l'Electronic Entertainment Expo (E3). Le salon américain, qui était le rendez-vous mondial des professionnels du secteur, a définitivement jeté l'éponge en mars 2023. Dès lors, l'étape allemande n'en revêt que plus d'importance pour les éditeurs de jeux vidéo. Au total, 1400 exposants ont fait le déplacement, et plus de 300 000 visiteurs étaient attendus.

Le climat régnant sur l'événement est d'autant particulier que l'industrie vidéoludique traverse une période de transition qui s'accompagne de fortes turbulences. Les confinements imposés par l'épidémie de Covid-19 ont, de 2020 à 2022, profité au secteur, qui s'est consolidé dans la foulée pour faire émerger de nouveaux champions à grands coups de rachats.

Mais l'heure est désormais à la normalisation. Alors que le temps de jeu moyen des joueurs est retombé de 26 % en 2023 par rapport à 2021, les entreprises ont entamé une cure d'austérité. Le cas de Microsoft l'illustre parfaitement. Le géant de Redmond qui a signé la plus grosse opération de l'histoire du secteur en lançant le rachat d'Activision Blizzard en janvier 2022 pour 69 milliards de dollars (60 milliards d'euros) a, depuis, fermé trois studios et annoncé, en janvier 2024, 1900 licenciements.

Ce sont tous les acteurs du secteur, du plus grand au plus petit, qui sont affectés. Côté français, Ubisoft a annoncé sa troisième vague de licenciements de l'année, une semaine avant l'ouverture de la Gamescom, en sabrant 45 emplois aux Etats-Unis, pour un total d'un peu plus de 120 postes retranchés depuis janvier. Alors que, en 2023, 10 500 emplois avaient déjà été détruits dans le secteur, selon le décompte tenu par le site de Game Industry Layoffs, le mouvement s'accélère en 2024, puisque ce seuil avait déjà été franchi avant la première journée du plus grand salon du jeu vidéo au monde.

« Nouvel environnement »

Autre exemple symptomatique, celui du suédois Embracer, qui avait voulu créer à grande vitesse une immense constellation de studios, mais a été obligé, en avril, d'annoncer sa scission en trois entités, faute d'avoir réuni les financements nécessaires pour mener à bien son projet. *« Le boom des années 2020 est terminé. Nous devons nous adapter à un nouvel environnement »* dans lequel *« les capitaux sont limités »*, avait reconnu le fondateur du groupe et premier actionnaire, Lars Wingefors.

Les financiers regardent les chiffres et ils ne sont guère enthousiasmants. Même si le marché du

Le temps de jeu moyen des joueurs est retombé de 26 % en 2023 par rapport à 2021

jeu vidéo reste plus qu'appréciable, avec 188 milliards de dollars de revenus attendus en 2024, sa croissance est, elle, devenue modeste, à + 2,1 %, selon le cabinet spécialisé Newzoo, qui anticipe même un recul de 1 % pour le jeu sur console. Sur la période 2022-2027, Newzoo prévoit une croissance de 3,1 % pour atteindre des revenus de 213 milliards en 2027.

Même si l'avenir du jeu vidéo est loin d'être sombre, les interrogations sont nombreuses sur les orientations qu'il va prendre. Là encore, le rachat d'Activision Blizzard par Microsoft pourrait constituer un jalon. Pour faire valider cette opération par les différentes autorités de la concurrence, le fabricant de la Xbox a dû donner l'assurance que ses licences phares, telles que *Call of Duty* ou *Diablo*, seraient toujours disponibles chez ses concurrents. Or, le principe d'exclusivité, au moins à la sortie d'un nouveau jeu, a toujours été un des principaux moteurs de vente des consoles. Sans lui, pourquoi choisir de placer sous le sapin à Noël une Xbox plutôt qu'une PlayStation ?

Ce choix, s'il répond à des raisons réglementaires, obéit aussi à des contraintes économiques. Les jeux les plus populaires – dits « triple A » – coûtent de plus en plus cher. Et les budgets de plusieurs centaines de millions d'euros se font plus rares. Le titre le plus attendu du moment, *Grand Theft Auto VI*, dont la sortie est prévue en 2025, pourrait même atteindre un coût de développement de 2 milliards de dollars. Dans ce contexte, mieux vaut toucher le public le plus large possible.

Des prix rédhibitoires

Autre interrogation : comment les gameurs vont-ils consommer leur divertissement favori ? Historiquement, les joueurs allaient acheter un objet physique à glisser dans leur machine. Mais les produits approchent aujourd'hui 80 euros, à l'image de *Star Wars Outlaws* (affiché à 69,99 euros), attendu fin d'août.

Face à des prix qui deviennent rédhibitoires, les grands acteurs du secteur optent pour des offres d'abonnement à un catalogue de jeux où les augmentations de tarif paraissent moins douloureuses. En juillet, Microsoft a ainsi annoncé une augmentation de son forfait Game Pass Ultimate : + 3 dollars aux Etats-Unis pour passer à 19,99 dollars, + 3 euros en France pour passer à 17,99 euros.

Tandis que de nombreux analystes annoncent la fin des consoles de jeux, qui seraient reléguées par le jeu en ligne, l'année 2025 devrait redonner de l'élan au secteur avec l'arrivée de la nouvelle console de Nintendo. Cultivant sa singularité, avec des licences très fortes dont elle garde pour le coup l'exclusivité pour des coûts modérés, Nintendo espère reproduire le succès de la précédente Switch, la troisième console la plus vendue de tous les temps. ∎

VINCENT FAGOT

L'UE approuve le premier vaccin à ARN messager contre la bronchiolite

Le mResvia de l'américain Moderna est destiné aux seniors. Il utilise l'innovation de l'ARN pour la première fois en dehors du Covid-19

La Commission européenne a donné son accord, vendredi 23 août, à la commercialisation d'un vaccin à ARN messager, le mResvia, destiné à protéger les seniors de plus de 60 ans contre le virus respiratoire syncytial (VRS), principale cause de la bronchiolite. Il s'agit du premier produit adoptant cette technologie, en dehors des vaccins autorisés contre le Covid-19, à obtenir une approbation sur le continent.

Il y a quatre ans, la pandémie de Covid-19 avait ouvert la voie à l'utilisation de l'ARN messager, les deux principaux vaccins développés pour lutter contre le virus, le Comirnaty de l'Allemand, BioNTech, et du groupe pharmaceutique Pfizer, et le Spikevax de l'Américain, Moderna, étant issus de cette technologie.

L'arrivée d'un nouveau vaccin à ARN messager, cette fois-ci contre le VRS, confirme l'intérêt de cette technologie. Elle permet également à Moderna, à l'origine de ce produit, de renforcer son statut de spécialiste dans le domaine.

L'accord de l'Europe se fonde sur les données issues d'un essai clinique du mResvia mené sur environ 37 000 adultes âgés de plus de 60 ans dans 22 pays. Il en ressortait, entre autres, une efficacité du vaccin de 83,7 % sur une durée médiane de 3,7 mois contre les maladies des voies respiratoires inférieures dues au VRS.

Ce vaccin offre surtout l'opportunité à Moderna d'étendre son activité commerciale. Le laboratoire ne pouvait en effet compter jusqu'à présent que sur les revenus de son vaccin à succès contre le Covid-19, seul autre produit de son portefeuille à disposer d'une autorisation de mise sur le marché. Mais depuis la fin de la pandémie, les ventes se sont effondrées en raison de la baisse de la demande mondiale. Au début du mois d'août, la biotech a ainsi abaissé ses prévisions financières pour l'année 2024 de 4 milliards de dollars (3,57 milliards d'euros) à une fourchette comprise entre 3 et 3,5 milliards de dollars.

Une forte concurrence

L'arrivée du mResvia permettra-t-elle de redonner du souffle au laboratoire ? Rien n'est moins sûr, car l'Américain doit faire face à une forte concurrence sur le marché des vaccins contre la bronchiolite. De nombreux laboratoires se sont en effet attelés à développer des produits pour lutter contre le VRS, un virus courant lors de la saison hivernale, et qui peut être à l'origine de complications sévères chez les jeunes enfants et les personnes âgées, dont les systèmes immunitaires sont plus fragiles.

Or ces derniers ont déjà une longueur d'avance. Sur le créneau des seniors, dans lequel opère Moderna, le laboratoire pharmaceutique Pfizer commercialise depuis 2023, outre-Atlantique, l'Abrysvo, tandis que le Britannique GSK a lancé l'Arexvy, tous deux des vaccins utilisant des technologies plus traditionnelles que l'ARN messager. Le mResvia va donc devoir batailler pour trouver sa place sur le marché. Moderna mise pour cela sur la facilité d'administration de son produit, présenté dans une seringue préremplie, ce qui devrait permettre, selon le laboratoire, de *« réduire le temps de préparation du vaccin »*.

Moderna ne compte cependant pas uniquement sur ce nouveau produit pour atteindre la rentabilité. Ces dernières années, la biotech a lancé toute une série d'essais cliniques pour développer des vaccins à ARN messager, notamment des produits ciblant le mélanome, un cancer de la peau, ou encore le cytomégalovirus, un virus qui peut infecter les bébés pendant la grossesse et provoquer de lourdes séquelles. Elle étudie aussi un vaccin combiné contre le Covid-19 et la grippe, qui permettrait d'avoir une injection au lieu de deux pour protéger de ces infections. ∎

ZELIHA CHAFFIN

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Mme Anne Gréselle,
Ses enfants
et leur famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Elisabeth BERANGER,
née **JANNY,**
professeure des Universités,

survenu le 10 août 2024.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Mérignac (Gironde).

elisabeth.beranger@gmail.com

Marion Cartier,
sa fille,
Arthur, Naomi, Chléo et Nina,
ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre CARTIER,
mathématicien anticonformiste,
libre et bavard,

survenu le 17 août 2024,
à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

La cérémonie civile aura lieu le jeudi 29 août, à 15 heures, au cimetière de Limours (Essonne).

(*Le Monde* daté du 22 août)

Mme Solange Caudwell,
sa sœur,
Béatrice, Valérie et Eric, Rémi et Lydie,
ses neveux et nièces,
Alice, Pierre, Mathilde, Antoine, Louise, Raphaël,
ses petits-neveux et petites-nièces,
Gabriel,
son arrière-petit-neveu,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Nicole CHARMANT,
chevalier
de l'ordre national du Mérite,
chevalier
de l'ordre des Arts et des Lettres.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 28 août 2024, à 11 heures, en l'église Saint-François-d'Assise, à Vanves (Hauts-de-Seine), suivie de l'inhumation le mercredi 28 août, à 17 heures, dans le caveau de famille au cimetière communal de Vanves.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

Mme Solange Caudwell,
31, rue Mary-Besseyre,
92170 Vanves.

Marie-Caroline,
son épouse,
Timothée et Nicolas,
ses enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Guillaume CHAZAN,
magistrat administratif,
président de section
à la Cour nationale du droit d'asile,

survenu le 19 août 2024,
à l'âge de soixante-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 23 août, à 15 heures, au cimetière de Nogent-sur-Marne.

Madeleine DARBEL

nous a quittés le 21 août 2024.

Ses obsèques se tiendront ce lundi 26 août, à 11 heures, en la chapelle Saint-Benoît, aux Deux-Alpes (Isère).

L'inhumation aura lieu ultérieurement au cimetière de Cormeilles-en-Parisis (Val-d'Oise).

nicolas.darbel@free.fr

Véronique, Vanessa, Gregor Kirchner-Daronian,

ont la tristesse de faire part du décès de

Alain DARONIAN,
architecte,

survenu le 12 août 2024.

La cérémonie d'adieu aura lieu le mercredi 28 août, à 11 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20e.

En lieu et place de fleurs, des dons peuvent être adressés au Fonds Arménien de France.

Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Son frère
Et tous ses proches,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Danielle de DIESBACH,
notre **« Didi »,**

survenu dans la nuit du 18 août 2024,
à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Un hommage religieux lui a été rendu le 23 août, à 10 heures, en l'église de Valensole, afin de l'accompagner vers la lumière.

Mme Michèle Sarret-Gougenheim,
son épouse,
Isabelle Martin-Gougenheim et Thierry Martin,
Sophie et Jean Ollé-Laprune,
Philippe et Diana Gougenheim,
ses enfants et leurs conjoints,
Alice, Hélène, Agathe, Suzanne, Clément, Siméon et Minna,
ses petits-enfants,
Eléonore et Diane Sarret,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Jacques-Henri GOUGENHEIM,
X 52,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
commissaire en chefde 1re classe
de la Marine,
directeur général honoraire
de l'UAP,

survenu le 13 août 2024.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

La famille rappelle le souvenir de leur mère et grand-mère,

née **Gilberte WEILL.**

15, rue Raynouard,
75016 Paris.
famillegougenheim@gmail.com

Un ange est passé.

Marianne HALTER WEITZMANN,

vient de s'envoler le mercredi 21 août 2024.

Ceux qui restent n'oublieront pas sa lumière.

Marek Halter,
son mari,
Léah,
sa fille,
Charlie,
sa petite-fille,
Sa famille
Et tous ses amis.

Paris.

Jérôme, Alain et Laurent,
ses enfants
Et toute sa famille,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Jacques LEVY,

survenu le 13 août 2024,
à l'âge de quatre-vingt-dix-huit ans.

Une cérémonie aura lieu le mercredi 28 août, à 10 h 30, en la salle Bigot-Formigé du crématorium, du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20e.

Ni fleurs ni couronnes.

Mme François Plaisant,
son épouse,
M. et Mme Vincent Bonamy,
M. et Mme François-Claude Plaisant,
ses enfants,
Henri, Claire, Hélène, Etienne, Ariane, Amélie, Apolline et Agathe,
ses petits-enfants,
Sa famille
Et ses amis,

ont la très profonde douleur de faire part du rappel à Dieu, de

M. François PLAISANT,
ambassadeur de France,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
commandeur
de l'ordre des Arts et des Lettres,
commandeur de l'ordre
de Saint-Grégoire-le-Grand,

le 15 août 2024, dans sa quatre-vingt-treizième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 28 août, à 15 h 30, en l'église Saint-Julien, à Ignol (Cher).

Une messe en son souvenir sera célébrée à Paris, dans le courant du mois d'octobre.

Annick Duchêne,
sa compagne,
Julien et Fabienne Tétu,
Guillaume Tétu et Emanuela Garatti,
ses fils et belles-filles,
leurs enfants et beaux-enfants, Léonie, Arthur, Louis et Solenn,
Marie Poix-Tétu,
Bernard Tétu,
son frère,
Françoise et Chantal Tétu,
ses belles-sœurs,
Martin, Raphaëlle, Myriam et Tim,
ses nièces et neveux,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Jean-François TÉTU,
professeur émérite
des Universités,
ancien président de la 71e section
du Conseil national des universités,

survenu le 22 août 2024,
à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Une cérémonie d'hommage sera organisée le samedi 31 août, à 9 h 30, au temple Lanterne, 10, rue Lanterne, Lyon 1er.

Anniversaire de décès

Il y a un an disparaissait

Jean-Paul GIRES.

Ceux qui l'ont connu et aimé pensent à lui.

Souvenir

Narbonne (Aude).

Nous pensons à notre fils,

Julien,

disparu il y a vingt-six ans,
à l'âge de vingt-trois ans.

Son souvenir est toujours présent et nous accompagne.

Marie et Francis Rennes.

Livres

Agrégé et docteur en philosophie, **Alain Vinson,** qui a été, durant près de quarante ans, professeur de philosophie à Laon, met gratuitement à la disposition de ses anciens élèves (et de lecteurs intéressés), sur le site internet : **https://www.alainvinson-philosophie.fr**, en PDF et au format A4, dix livres : six de philosophie (reprenant notamment les nombreux articles qu'il a publiés dans différentes revues de philosophie) et quatre de nature plus littéraire (consacrés à des récits, des contes et des poèmes).

Communication diverse

S.O.S Amitié

Envie d'être utile ? Rejoignez-nous !

Les bénévoles de SOS Amitié écoutent
par téléphone et/ou par internet
ceux qui souffrent de solitude,
de mal-être et peuvent avoir
des pensées suicidaires.

Nous **recherchons des écoutants bénévoles**
sur toute la France.
L'écoute peut sauver des vies
et enrichir la vôtre !
Choix des heures d'écoute,
formation assurée.

En IdF RDV sur
www.sosamitieidf.asso.fr
En région RDV sur
www.sos-amitie.com

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction Grégoire Allix, Maryline Baumard, Philippe Broussard, Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevallereau, Alexis Delcambre, Anne Eveno, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi, Cédric Pietralunga
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services abonnés Françoise Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Kote
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenkoff (Evénements), Jérôme Gautheret, Michel Guerrin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente, Gilles Paris, vice-président

La longue bataille du climat dans « Le Monde »

Nabil Wakim

Il aura fallu la persévérance de quelques reporters pionniers, dès les années 1970, puis les rapports alarmants du GIEC et l'audace de jeunes journalistes pour que les enjeux liés à l'environnement se fraient, pour de bon, un chemin dans le journal. Non sans railleries envers les « pages pingouin »…

A l'ouverture de cette grand-messe pour le climat, un haut diplomate promet que *« l'ère des conférences rhétoriques est révolue. Il faut maintenant des actes »*. A l'extérieur, des manifestants dénoncent le *« bla-bla-bla »* des dirigeants qui parlent du sujet mais n'agissent pas assez. La scène paraît familière. Pourtant elle ne se déroule pas à la COP28, en 2023, mais en 1990, en Norvège, lors de l'une des premières conférences mondiales pour le climat, à Bergen. L'histoire est racontée par la correspondante du journal en Scandinavie, Françoise Nieto. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) n'est pas encore très connu, mais *Le Monde* commence timidement à prendre la mesure du problème… en avant-dernière page.

Il serait trompeur de raconter que le titre, né en décembre 1944, a toujours été aux premières loges des grandes questions environnementales. Au premier rapport sur les limites de la croissance, publié en 1972 – dit « rapport Meadows » –, le journal réserve un traitement minimal et sceptique. Dans un très court article, quelques lignes en page 18, titré « La fin du monde en 2100 ? », Jean-Louis Lavallard souligne que *« ce rapport est loin de faire l'unanimité »* et que *« les méthodes utilisées sont critiquées, ainsi que les conclusions »*. Les tribunes publiées dans la foulée par le quotidien s'inquiètent, dans leur quasi-totalité, du *« catastrophisme »* des *« futurologues »* du Club de Rome. Ces sujets ont rarement eu les honneurs des premières pages : centré sur les questions diplomatiques et de politique intérieure, *Le Monde* a d'abord réservé un strapontin aux problématiques écologiques – qu'il s'agisse d'enjeux internationaux ou de combats locaux.

L'un des pionniers de cette couverture, Marc Ambroise-Rendu, entré au journal en 1974, a raconté, quelques jours avant son décès, en juin, le souvenir de *« l'immense liberté »* que lui laissait la rédaction en chef. Mais il se trouvait surtout *« un peu seul dans son coin »*. Il partait en reportage à moto et dictait souvent ses articles par téléphone, à des sténos. Il se rappelait avoir *« été percuté »* par ce sujet, à l'époque où la France était encore un pays qui déployait massivement des autoroutes et des usines. Dans une série d'articles parus en 1983, il listait les menaces qui conduisent à *« l'épuisement de la biosphère »* et appelait à *« la gestion de notre globe en bon père de famille »* – des sujets rarement présents à la une du quotidien. Il sera suivi dans cette démarche par un autre journaliste, Roger Cans, qui témoignera, des années plus tard, de la difficulté à imposer ces sujets dans la rédaction. Les questions écologiques, réduites à la protection de la nature, sont alors considérées par une partie du journal comme une curiosité plus que comme un sujet sérieux. Roger Cans, mort en 2018, racontait notamment qu'il s'était vu refuser, dans les années 1980, une série sur l'agriculture biologique, jugée marginale et sans avenir…

Même pour ces pionniers, la question du réchauffement climatique semblait encore un peu lointaine, et surtout très technique : c'est du côté du service Science & médecine que l'on a commencé à regarder de plus près ce que l'on appelait à l'époque « le problème de l'effet de serre ». En 1990, Yvonne Rebeyrol publie une série d'articles depuis Genève, qui trouvent pour la première fois une place notable dans les pages. *« Tous les scientifiques sérieux sont d'accord : pour la première fois de son histoire, l'humanité met en danger grave sa propre survie »*, écrit-elle dans un papier dont la quasi-totalité pourrait être reproduite telle quelle aujourd'hui, tant cette journaliste (décédée vingt ans plus tard) identifie déjà clairement le rôle joué par les combustibles fossiles dans le réchauffement du climat.

COEXISTENCE TENDUE

Pourtant, le journal peine encore à faire le lien entre ce bouleversement climat et ce qui le cause. Le 27 juillet 1990, le premier rapport du GIEC est certes évoqué à la une, mais il ne bénéficie que d'un court article en page 7, rédigé par l'envoyée spéciale du journal à Genève, Elisabeth Gordon – qui ne manque pas de clairvoyance en soulignant à la fois les conclusions des scientifiques et la timidité des solutions proposées : *« On aurait pu malgré tout s'attendre que les experts préconisent clairement une réduction des émissions de gaz carbonique »*, écrit-elle. Mais l'information partage la une du *Monde* avec ce qui apparaît bien plus important à l'époque : une autre conférence, qui se tient également à Genève, celle de l'OPEP, le cartel des pays producteurs de pétrole. Le journal titre, inquiet : « Les prix du pétrole pourraient durablement augmenter ». La question du pétrole – au cœur des enjeux géopolitiques et économiques de l'époque – est traitée en majesté par le journal, sans lien apparent avec les gaz à effet de serre, pourtant émis par l'usage du même pétrole.

Cette tension dans les pages du *Monde*, comme plus tard sur le site Internet, continue de traverser la couverture de l'actualité : comment faire coexister d'un côté les pétroliers, les avionneurs, les industriels et, de l'autre, les rapports scientifiques qui s'accumulent et appellent de plus en plus ouvertement à cesser de brûler des énergies fossiles, à diminuer la consommation d'énergie et à changer de mode de vie ?

LES QUESTIONS ÉCOLOGIQUES, RÉDUITES À LA PROTECTION DE LA NATURE, SONT D'ABORD CONSIDÉRÉES PAR UNE PARTIE DU JOURNAL COMME UNE CURIOSITÉ PLUS QUE COMME UN SUJET SÉRIEUX

La conférence de Rio sur l'environnement, en 1992, sera l'occasion d'une première confrontation dans la presse française. La veille de l'événement, le 2 juin, un appel est signé par des dizaines de Prix Nobel de toutes disciplines et plusieurs intellectuels de renom – dont Pierre Bourdieu, Pierre-Gilles de Gennes, Elie Wiesel ou encore Haroun Tazieff. Son titre : l'appel de Heidelberg. Le texte, très court, dénonce *« l'émergence d'une idéologie irrationnelle qui s'oppose au progrès scientifique et industriel et nuit au développement économique et social »* et est perçu comme une dénonciation de la montée en puissance des discours écologiques. L'appel rencontre un écho mondial. En France, *Le Figaro* est le premier à s'en faire le relais. *Libération* titre : « Rio : faut-il brûler les écologistes ? ».

Le Monde se montre plus prudent, dans un éditorial qui met en doute le bien-fondé de la démarche. Une distance qui s'explique par la méfiance de Roger Cans, qui racontera des années plus tard avoir *« tout de suite soupçonné qu'il y avait des intérêts économiques derrière »* cet appel. Il refuse la publication du texte dans *Le Monde*. Son instinct journalistique ne l'avait pas trompé : on apprendra plus tard que le texte était une initiative des lobbys de l'amiante et du tabac pour affaiblir les discours qui demandaient davantage de réglementations environnementales.

L'année 1995 apparaît comme le premier virage climatique du *Monde*. En mars, un article écrit en partenariat avec la revue scientifique britannique *Nature* détaille, sur une pleine page, les pistes dessinées par le deuxième rapport du GIEC, à paraître. En septembre, pour la première fois, une longue analyse démarre en une, intitulée « Le nouveau défi climatique ». Elle est signée d'un journaliste récemment recruté au *Monde*, Jean-Paul Besset. Il a une particularité : il n'est pas chargé de la couverture de ce sujet. Il fait partie de la rédaction en chef mise en place par Jean-Marie Colombani et Edwy Plenel, qui viennent d'arriver à la tête du journal. Mais il entend bien utiliser sa position au sein de la rédaction pour faire progresser la compréhension du sujet. *« Personne ne prenait vraiment en charge cette question en tant que telle »*, se souvient-il aujourd'hui. *«* Le Monde *n'a jamais été un journal militant sur ce sujet, mais a fait preuve de pragmatisme et s'est progressivement emparé de la question »*, estime celui qui a été, après son départ du journal, député européen écologiste, de 2009 à 2014.

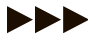
Curieusement, cette même année, les pages science restent prudentes dans leur couverture du GIEC : si la nature du réchauffement ne fait plus de doute, ses conséquences sont encore difficiles à mesurer. En creux, apparaît déjà une question qui continue de traverser les débats journalistiques aujourd'hui : faut-il traiter cette question uniquement sous l'angle scientifique ? Dans quelles rubriques du journal doit-elle être abordée ? A l'époque, quelques chercheurs commencent à assumer que les réponses à apporter sont d'abord politiques.

RYTHME D'ESCARGOT

A l'occasion du sommet du protocole de Kyoto, en 1997, *Le Monde* aborde cette question pour la première fois à travers une série de grandes enquêtes titrées « La Terre se réchauffe ». A cette époque, le journal n'a toujours pas consacré une seule manchette à ce sujet, qui apparaît encore comme assez lointain. Près de trente ans plus tard, ces pages semblent désespérément actuelles : elles expliquent la mécanique du changement climatique et détaillent les risques, continent par continent. Le dernier volet de la série traite des premières pistes de solutions… et des blocages possibles. *« La mise en œuvre d'une "transition énergétique" aura un coût et provoquera des grincements de dents. Les lobbys ne manqueront pas de dresser des sièges »*, écrit Jean-Paul Besset, en concluant – sans doute bercé par l'optimisme de la volonté : *« Du mal, finalement, peut naître un bien : une meilleure productivité, une croissance plus équilibrée, et des comportements moins hystériques. »* Un vœu qui n'empêche pas l'envoyé spécial du *Monde* à Kyoto de souligner, déjà, le poids des lobbys qui s'y pressent pour



De gauche à droite : Ségolène Royal, Laurent Fabius, Barack Obama, François Hollande et John Kerry, lors de la cérémonie d'accueil de la COP21 à Paris-Le Bourget, le 30 novembre 2015. JEAN-CLAUDE COUTAUSSE POUR « LE MONDE »



Lors d'une présentation du « rapport Meadows », au Smithsonian, à Washington, le 2 mars 1972. De gauche à droite : William Behrens Ill, Jorgen Randers, Aurelio Peccei, Dennis Meadows, Donella Meadows (cachée par le pupitre) et William Dietel. DENNIS MEADOWS/SMITHSONIAN INSTITUTION ARCHIVES, 72-3011

« caler contre le mur » les délégués des pays et leur expliquer *« combien une réduction de la consommation énergétique serait dommageable pour la croissance économique mondiale ».*

Kyoto est un virage… pris à un rythme d'escargot. Certes, pour la première fois, la communauté internationale se met d'accord sur des principes pour faire face au changement climatique. Mais les engagements sont timides et peu suivis d'effets, notamment à cause du blocage des Etats-Unis – il faudra attendre huit ans avant que le protocole de Kyoto puisse entrer en vigueur, le 16 février 2005.

Ces premiers pas suscitent aussi les premières réticences… et les premières confusions, y compris au *Monde.* Le journal publie, quelques mois après la signature du protocole de 1997, une tribune qui conteste ouvertement la science climatique. L'économiste Michel Godet écrit ainsi en août 1998, à rebours des connaissances déjà bien établies : *« Certains sont ainsi persuadés que le réchauffement actuel de la planète est lié aux activités humaines. Cela reste à prouver ! »* Il esquisse ce qui sera par la suite l'un des axes favoris de ceux qu'on n'appelle pas encore les climatosceptiques : *« A qui profite le doute ? Certainement aux chercheurs, qui voient se multiplier les crédits et les missions d'études. »*

Pour un journal qui a reconnu dès 1992, dans un éditorial, que *« la responsabilité humaine dans l'accentuation de l'effet de serre n'est plus contestée »*, il s'agit d'une brèche douteuse – qui ne passe d'ailleurs pas inaperçue. En septembre 1998, Cédric Philibert – alors conseiller de la direction de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), rebaptisée depuis Agence de la transition écologique – répond vertement dans un autre texte, qui dénonce une *« ignorance abyssale ».* Le journal est loin de se douter que cette première passe d'armes va en appeler de nombreuses autres, près de dix ans plus tard.

Au tournant des années 2000, la question climatique prend timidement plus de place dans le débat public. Le journaliste Hervé Kempf, qui rejoint alors le journal – aujourd'hui, il est à la tête du site *Reporterre*, qu'il a fondé –, est envoyé au service International pour traiter cette question. Dans une équipe obsédée par la géopolitique, les questions environnementales apparaissent mineures, voire incongrues. *« Les premières années, il fallait vraiment convaincre les gens que c'était du journalisme, on me prenait un peu pour un imbécile »*, se souvient Hervé Kempf. Mais une discrète coalition interne se construit, avec des rédacteurs du service Régions, confrontés de manière croissante aux sujets environnementaux sur le terrain, et des journalistes scientifiques qui prennent de plus en plus conscience du problème.

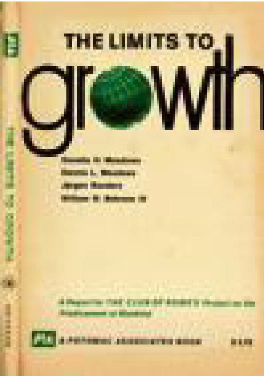
Ce début de consensus sur la place à donner à la question climatique va se heurter à un nouveau défi. En 2007, pour la première fois, *Le Monde* mentionne le « climatoscepticisme » – il s'agit de la première occurrence du terme dans la presse française. *« J'ai traduit le terme depuis les publications anglo-saxonnes que je lisais*, explique aujourd'hui Stéphane Foucart, journaliste scientifique, *mais je ne savais pas que ce serait le début d'une longue bataille. »*

DÉMONTER LES MENSONGES

Pendant plusieurs années, *Le Monde* va mener un travail précis et documenté pour démonter les mensonges des climatosceptiques. Mais, au sein du journal, le débat est loin d'être serein : une partie de la rédaction estime qu'il faut leur laisser le droit de défendre leurs opinions. En janvier 2008, le journal étale au grand jour ses contradictions en publiant, sur une pleine page, un droit de réponse du climatosceptique Vincent Courtillot. Mais, contrairement à l'usage, il est précisé : *« Pour la bonne compréhension du sujet, nous avons exceptionnellement intercalé* [nos] *commentaires, en italique et entre crochets, dans le texte de M. Courtillot. »* Une pratique jamais vue au *Monde* : critiquer un propos pièce par pièce au sein même du texte.

Une bizarrerie qui va ouvrir une période d'allers-retours et d'hésitations au sein du journal, entre des journalistes scientifiques qui défendent les travaux de recherche et d'autres journalistes qui souhaitent faire état du débat qui agite la société à ce moment-là.

Il faut dire que, à l'époque, le premier des climatosceptiques n'est autre que l'ancien ministre de l'éducation Claude Allègre, qui n'est pas climatologue, mais qui dispose de nombreux relais politiques et médiatiques. En 2010, la sortie de son livre *L'Imposture climatique* (Plon) bénéficie d'une large couverture. La rédaction se divise : faut-il laisser la parole à un homme dont le discours s'éloigne totalement du consensus scientifique ? Stéphane Foucart s'attache, sur une pleine page, à expliquer les principales erreurs factuelles figurant dans le livre de Claude Allègre. Mais l'ancien ministre de Lionel Jospin parvient à faire publier deux réponses successives. D'abord un droit de réponse court, dans lequel il fait mine de s'interroger, à rebours du consensus scientifique : *« La planète est-elle menacée de réchauffement ? Oui, de deux ou trois degrés dans… un siècle. Mais elle est aussi, peut-être, menacée de refroidissement. »* La direction du journal est embarrassée par cette passe d'armes avec une personnalité dont le livre est un succès – d'autant qu'à l'époque Claude Allègre affiche son soutien au président Nicolas Sarkozy, qui a envisagé de le nommer ministre.



La couverture de la première édition du « rapport Meadows », publié en 1972. DONELLA H. MEADOWS [ET AL.]

EN MAI 2010, LE JOURNAL POSE UNE FAUSSE ÉQUIVALENCE, COMME SI L'ON POUVAIT DONNER LE MÊME TEMPS DE PAROLE À DES SCIENTIFIQUES ET À CEUX QUI NIENT LA SCIENCE

En mai 2010, l'occasion lui est donnée d'exposer sur une pleine page, titrée « Le droit au doute », une série de contrevérités. La page est présentée ainsi par *Le Monde* : *« Nous donnons la parole à Claude Allègre, chef de file en France des climatosceptiques, et à ceux qui contestent sa démarche et son analyse. »* Sur la page d'en face, deux tribunes, l'une du philosophe Bruno Latour et l'autre des climatologues Edouard Bard et Valérie Masson-Delmotte, répondent aux arguments du climatosceptique. Mais le mal est fait : le journal pose une fausse équivalence, comme si l'on pouvait donner le même temps de parole à des scientifiques et à ceux qui nient la science. *« Il a fallu se battre au sein de la rédaction, où on trouvait aussi des climatosceptiques »*, se souvient Hervé Kempf.

L'épisode laisse des traces dans la rédaction. D'un côté, la direction estime avoir tenu son rôle en organisant le débat public. De l'autre, les journalistes experts du sujet s'estiment déçus et méprisés dans leur travail. Les lecteurs et les lectrices se divisent également, comme l'illustre une chronique de la médiatrice du *Monde* Véronique Maurus, titrée « La guerre du climat ». Certains lecteurs critiquent le quotidien, jugé trop complaisant avec Claude Allègre, d'autres lui reprochent au contraire d'être de mauvaise foi contre l'ancien ministre. La médiatrice résume le dilemme journalistique d'alors : *« S'il se borne à rendre compte des faits avérés, en ignorant le reste, le journaliste garde la distance nécessaire mais il s'expose au reproche de taire certaines idées à contre-courant.* (…) *A l'inverse, s'il rectifie les erreurs constatées, le journaliste prend le risque d'entrer dans l'arène et de se voir accusé de parti pris. »* La directrice de la rédaction d'alors, Sylvie Kauffmann, reconnaît que *« l'expertise de Stéphane Foucart était sans faille »*, mais assure pourtant : *« Il faut rester ouvert à tous les points de vue. »*

RÉVOLUTION COPERNICIENNE

La polémique interne sur le sujet est d'autant plus étonnante que, depuis mars 2008, *Le Monde* a entamé une révolution copernicienne : le lancement de ses pages Planète et la création d'un service consacré aux sujets environnementaux. Le directeur du journal, Eric Fottorino, cherche alors des idées pour renouveler la formule du journal, empêtré dans des difficultés économiques. Il s'appuie alors sur le journaliste scientifique Pierre Barthélémy, qui lui propose de rassembler les services Environnement et Science & médecine sous une même bannière. *« On voyait monter dans les revues scientifiques tous les sujets liés aux limites de la biosphère, qu'il s'agisse du changement climatique ou de la biodiversité »*, explique aujourd'hui Pierre Barthélémy. En 2008, Eric Fottorino se fend d'un éditorial titré « Bienvenue sur notre Planète » et remplace, sur la une du journal, le « o » de *Monde* par une planète bleue, dans le logo en lettres gothiques. Un service d'une douzaine de journalistes est créé dans la foulée. Plus fort encore, les pages Planète viennent se placer devant la séquence « International » dans le déroulé du quotidien. Un sacrilège. A l'époque, le chef du service International, Rémy Ourdan, proteste de se voir ainsi doublé, les services politiques et économiques râlent d'être relégués dans les pages du milieu.

Au départ, l'intention d'Eric Fottorino n'est pourtant pas de se centrer sur les questions environnementales ou le climat. *« Je voulais surtout que l'on parle des problèmes mondiaux, l'environnement bien sûr, mais aussi la santé, le numérique, les migrations, tous ces sujets qui transcendent les cases du vieux monde »*, explique-t-il aujourd'hui. Dans son

éditorial de l'époque, le climat occupe d'ailleurs une place secondaire – avec un propos qui pourrait sembler aujourd'hui assez décalé. Pour ne pas se voir taxé de catastrophisme, le directeur du journal imagine même que le changement climatique pourrait être une occasion pour l'humanité. Et d'imaginer dans le futur *« la libération de terres cultivables sur les hautes latitudes, l'augmentation de la période propice à la croissance des végétaux, l'ouverture de nouvelles routes circumpolaires »*. Surtout, il espère que ces pages ne seront pas des pages « catastrophes » et qu'elles se concentreront sur les solutions face aux menaces climatiques ou démographiques. A la même période, le *Guardian* britannique nomme un rédacteur en chef dévolu à l'environnement, le *New York Times* crée également un service ad hoc.

Dans le même temps, une autre journaliste va donner plus de place aux questions climatiques environnementales – cette fois sur le site *Lemonde.fr*. De sa propre initiative, et de manière un peu isolée dans un premier temps, Audrey Garric lance, dès 2009, le premier blog du journal consacré au sujet, intitulé « Eco-lo ». Le succès de ses posts de blog contribue à imposer le sujet à la une du site – qui est encore animé par une rédaction différente de celle du quotidien papier.

« LES LECTEURS VONT ADORER »

Pour faire face aux résistances dans la rédaction, Eric Fottorino tente de convaincre en expliquant : *« Vous, vous allez détester, mais les lecteurs vont adorer. »* De ce côté, le pari est plutôt réussi : les courriers de soutien affluent et les pages Planète sont un succès éditorial. Dans la vie du journal, c'est plus difficile : tous les jours, à la conférence de rédaction, les chefs du service Planète doivent batailler pour imposer leurs sujets. *« Quand j'arrivais, on me regardait en me disant : "Qu'est-ce que tu vas nous annoncer comme catastrophe encore" »*, se souvient Pierre Barthélémy. De fait, pour tenir le haut du pavé, il faut avoir des histoires assez fortes. *« Or, le problème des sujets sur les solutions qu'on voyait passer à l'époque, c'est que ces pistes techniques ne nous semblaient pas très crédibles »*, note le premier chef de ce service, qui doit jouer des coudes pour exister, parfois sous les railleries du service International ou du service Politique – où l'on moque la place prise par les *« pages pingouin »*.

Cette animosité à l'égard du service Planète subsiste des années plus tard. En 2014, la nouvelle directrice du journal, Natalie Nougayrède, ne cache pas sa méfiance envers les questions climatiques. Quelques mois après son élection à la tête du quotidien, elle propose la suppression des pages Planète et leur rattachement au service International. Elle juge le traitement du climat à la fois trop politisé et trop proche des scientifiques. Une démarche qui suscite une bronca dans la rédaction, et l'émotion de la Société des rédacteurs. Mais aussi une avalanche d'e-mails, dont fait état le médiateur Pascal Galinier, dans une chronique de mai 2013, titrée « Planète pour tous ! ». *« En réinscrivant le monde (et* Le Monde*) dans un contexte dominé par les questions diplomatiques, politiques et économiques, vous faites un contresens historique majeur : vous traitez l'écume du jour sans voir la lame de fond »*, écrit ainsi Frédéric Petit, un lecteur bordelais. La direction se défend d'un retour en arrière, mais sème le doute en commandant un article sur le possible refroidissement de la planète ou en voulant minimiser la couverture des manifestations pour le climat.

Bousculée par ce sujet, parmi de nombreux autres, la directrice du journal démissionne en mai 2014. Par une étonnante tectonique des plaques, elle est remplacée par un directeur par intérim, Gilles van Kote… issu du service Planète. L'élection de Jérôme Fenoglio, un an plus tard, verra l'arrivée à la tête du journal d'un ancien journaliste du service Science, convaincu que la question climatique doit occuper une place centrale dans la couverture du journal.

Il faut dire que l'actualité climatique commence à occuper sérieusement les devants de la scène. Après l'échec des négociations climatiques de Copenhague en 2009, l'organisation de la COP21 à Paris, en décembre 2015, apparaît comme un moment crucial pour mobiliser la communauté internationale – même si la France, meurtrie par les attentats terroristes du 13-Novembre, semble regarder ailleurs. *« Le journal a vraiment mis les moyens pour assurer une couverture complète de la COP »*, se souvient Simon Roger, qui arrive alors au service Planète. Les rédacteurs tapissent les murs du service des reportages réalisés à travers le monde pour raconter les conséquences du changement climatique, comme autant de preuves du dérèglement en cours. Sur le Web, les articles « environnement et sciences » se classent parmi les plus lus du site. Un supplément spécial et un hors-série sont édités pour l'occasion. *« C'est un tournant, pour moi ça correspond au moment où on a mis le paquet »*, estime Simon Roger. La signature de l'accord de Paris suscite pourtant des discussions dans la rédaction. Le titre du 13 décembre 2015, soit le lendemain de la signature de l'accord, illustre cette perplexité : « Climat : un accord historique mais fondé sur un "droit mou" ».

Mais la bataille de l'actualité est toujours là : le jour même de l'annonce de la conclusion de la COP21, sur la une du journal comme sur celle du site Internet, les gros titres sont occupés par les résultats des élections régionales. Et l'éditorial du directeur du *Monde*, Jérôme Fenoglio, titré « Agir avant la catastrophe », se concentre sur l'abstention aux régionales, et évoque en quelques lignes, en conclusion, l'espoir suscité par cet accord.

Malgré les difficultés, la machine est lancée, et les questions climatiques commencent à occuper progressivement plus de place dans les pages. En premier lieu au service Economie, longtemps peu préoccupé par le sujet. A force de voir les secteurs de l'énergie, de l'automobile et du bâtiment secoués par les questions de décarbonation de leur activité, les conférences de rédaction du service commencent à y accorder une importance centrale. De même au service Vidéo, qui lance « Plan B », une série à succès de reportages sur les défis environnementaux. Pionnière, l'équipe de vidéastes est la première du journal à calculer l'empreinte carbone de ses reportages, et à la rendre publique.

LA COP 21 À PARIS, EN 2015, « C'EST UN TOURNANT, (…) ÇA CORRESPOND AU MOMENT OÙ ON A MIS LE PAQUET »

SIMON ROGER
journaliste au service Planète à l'époque

Luc Bronner, alors directeur de la rédaction, se souvient d'un tournant autour de 2017. *« La rédaction faisait déjà le boulot sur le fond, mais on a eu le sentiment d'un point de bascule dans la société »*, explique-t-il. Un sentiment partagé par l'actuelle cheffe du service Planète, Gaëlle Dupont, pour qui *« c'est le moment où on commence à monter en une beaucoup de sujets sur le climat et la biodiversité »*. En 2017, Luc Bronner incite par exemple le service à mettre en scène un appel de plus de 15 000 scientifiques inquiets de la dégradation de la planète. *Le Monde* titre en gros caractères : « Il sera bientôt trop tard » et consacre quatre pages au sujet – une manchette qui aura des répercussions bien au-delà des frontières françaises. *« Notre travail, c'est de hiérarchiser l'information »*, explique Luc Bronner, pour qui *« une une comme celle-ci, c'est une manière de dire aux lecteurs que tout ceci a une importance considérable »*.

En quelques années, le climat devient une des briques majeures de l'identité éditoriale du *Monde*. En 2020, pour la première fois, le réchauffement climatique est plus mentionné que le pétrole, selon un comptage réalisé par la Société des rédacteurs. Mais la couverture reste encore réservée aux spécialistes – alors que la question climatique percute de plus en plus l'ensemble des rubriques. Le journal finit par engager lui-même sa propre transformation, en réalisant, en 2019, son premier bilan carbone, et en s'engageant à réduire l'empreinte carbone du groupe. En parallèle, la rédaction a adopté une charte climat et environnement qui précise notamment que *Le Monde « se fixe comme objectif de réduire progressivement la part des publicités de produits et activités exclusivement basés sur le recours aux énergies fossiles »*. Autre front ouvert : celui de la formation interne, avec l'organisation de conférences avec des scientifiques et de fresques du climat (des ateliers pédagogiques et collaboratifs visant à sensibiliser le plus grand nombre aux enjeux climatiques). Et, pour la première fois, en 2023, une série d'enquêtes sur l'adaptation nécessaire face aux bouleversements en cours et à venir a entraîné plus d'une centaine de journalistes dans la bataille du climat.

Preuve que la question climatique a dépassé le seul cadre des journalistes spécialisés, l'éditorial qui lançait ce travail collectif se concluait par ces mots : *« Ce mouvement de refondation pacifique de nos sociétés passe inévitablement par des réflexions et des débats auxquels notre journal entend pleinement contribuer dans les mois qui viennent. »* Comme une manière d'ancrer, plus encore, *Le Monde* dans l'avenir de la planète. ■

NABIL WAKIM
(AVEC SOPHIE DUPONT À LA DOCUMENTATION)



Arrivée au refuge du glacier Blanc, dans le massif des Ecrins (Hautes-Alpes). Au fond, le mont Pelvoux, le 26 juillet 2022. PABLO CHIGNARD POUR « LE MONDE »



Une enfant en malnutrition aiguë sévère dans une Somalie au bord de la famine à cause de la sécheresse, en mars 2017. ANDREW RENNEISEN POUR « LE MONDE »



Highway 1, près de Leeville (Louisiane), en août 2015, dix ans après le passage de l'ouragan Katrina. CHRISTOPHER MORRIS/VII POUR « LE MONDE »



Des sacs géo-textiles remplis de sable protègent l'île de Fulhadhoo (Maldives) de l'érosion, le 16 février 2022. MATHIAS DEPARDON POUR « LE MONDE »



Un camping, le 19 juillet 2022, détruit par le feu comme quatre autres situés au pied de la dune du Pilat, dans la Gironde. SOPHIE GARCIA POUR « LE MONDE »



Antonia Buresi et Lola Quivoron (à droite), à Capo di Feno, à Ajaccio (Corse), le 7 juillet. ALEXANDRA PADOVANI/HANS LUCAS POUR « LE MONDE »

Lola Quivoron : « Tout ce qui se fige est mortifère »

UN CHÂTEAU DE SABLE AVEC... – 6/6 – Chaque samedi, durant l'été, « Le Monde » accompagne un ou une artiste à la plage. Aujourd'hui, à Capo di Feno, en Corse, avec la cinéaste et sa compagne, Antonia Buresi

RENCONTRE

AJACCIO - *envoyé spécial*

La Méhari tangue dans les virages, leurs cheveux se mêlent dans les bourrasques. De l'arrière, on crie : *« Alors, c'était bien ce GR20 ? »* Lola Quivoron et sa compagne, Antonia Buresi, viennent de parcourir la partie nord du chemin de randonnée réputé le plus difficile d'Europe. Neuf jours dans la montagne corse.

« Quand tu marches, tu penses.

— Pardon ? Je n'ai pas entendu...

— Quand tu marches, tu penses... Epopée incroyable, beaucoup d'émotion. La montée vers Tighjettu, 1200 mètres de dénivelé, tu arrives à la pointe des éboulis, que de la caillasse, tu es sur Mars, face à des immensités immuables... Tu n'es plus qu'un détail dans ce monde qui te préexiste... Une forme de disproportion au fond rassurante : un changement d'échelle, un rapport à l'histoire géologique qui te replace dans le monde. »

Virage à gauche. On se rattrape aux montants. Lola Quivoron, 35 ans, la réalisatrice remarquée de *Rodeo*, coup de cœur du jury Un certain regard à Cannes en 2022, n'est pas corse, mais depuis qu'elle a rencontré l'actrice Antonia Buresi, c'est devenu sa terre d'adoption. Vue notamment dans *Les héros ne meurent jamais* (2019), d'Aude Léa Rapin, *C'est ça l'amour* (2019), de Claire Burger, ou *Enquête sur un scandale d'Etat* (2022), de Thierry de Peretti, celle-ci est corse de chez corse. Son arrière-grand-père, Jean Nicoli, communiste, résistant, exécuté par les fascistes italiens en 1943, a donné ici son nom à des avenues, des places, et même à un ferry.

Il y a huit ans en sortant de la Fémis, Lola Quivoron tombe amoureuse d'Antonia, et Antonia de Lola. Depuis, elles marchent ensemble, sans prosélytisme, dogmatisme ou revendication queer, juste un truc qui transpire la joie... *« Une forme d'alliance artistique et créative. Je peux tout faire avec Antonia, faire le GR20 ou aller sur une île déserte. On voit qu'autour de nous nos amis ne vont pas bien, les gens sont seuls, nous, on a une chance inouïe. »* Dans *Rodeo*, Antonia tenait un des rôles principaux, était mentionnée au générique pour l'écriture du scénario. Auparavant, elles avaient réalisé *Headshot. Roulette russe* (2019), leur caméra suivant à travers l'Europe la performance théâtrale (un jeu de roulette russe symbolique) des Portugais Joao Galante et Ana Borralho, et dressant, de fait, le portrait d'une jeunesse en plein questionnement.

C'est encore ensemble qu'elles s'attellent aujourd'hui à l'écriture du prochain long-métrage de Lola, en montant s'isoler à San-Gavino-di-Carbini, dans la maison familiale peuplée de fantômes bienveillants et d'énergies intellectuelles. *« Au village, on écrit vraiment avec les ancêtres*, remarque la réalisatrice. *Je crois aux énergies du point de vue de ce qui a été déposé avant nous. »*

Une « période de solitude »

Antonia vient enfin de couper le moteur. Capo di Feno, au nord-ouest d'Ajaccio. *« Regarde, ça rappelle un peu la Bretagne ici, il y a des pâturages, des chevaux... »*, s'amuse Lola. *« Mouais »*, grimace Antonia. Enfant, Lola Quivoron passait ses étés à Belle-Ile-en-Mer (Morbihan) avec sa famille. Des amis de son grand-père leur prêtaient un terrain au village de Bortifaouen, où ils campaient, sans eau ni électricité. Sur la plage de Ster-Vraz, à côté, elle creusait des tunnels dans le sable avec ses cousins. Jusqu'au jour où un de ces ponts s'effondre sur son petit frère. *« Ce fut sans conséquences, mais impressionnant. »*

On a sauté de la Méhari et plongé dans l'eau translucide. Sur la plage, les deux femmes se lancent dans la construction d'une tour génoise. Longue discussion sur la forme. *« Faudrait pas que ça fasse un phallus. »* Elles sont joueuses. La réalisatrice de *Rodeo* est un mélange étonnant de pensées philosophiques et d'engagement physique. Le film sur le monde du « cross bitume » – les rois de la roue arrière sur des motos gonflées et leur fraternité masculine – avait attiré sur sa réalisatrice les foudres de l'extrême droite pour une phrase sortie de son contexte où elle avait semblé faire porter à la police la responsabilité des accidents dans les courses-poursuites en banlieue, alors que ce n'était aucunement le propos du film. Tout ça est loin et enterré. *« Ce que cherchent les gens ici, ce sont des "yeux de sainte Lucie"*, souffle-t-elle en extirpant de son portefeuille un microcoquillage poli par le sable et qui ressemble à un œil de poisson. *Ça éloigne le mauvais œil. »*

Naissance à Paris, le 5 juin 1989. *« Je suis née à Pigalle et je m'appelle Lola à cause du film de Jacques Demy. Je me suis rendu compte plus tard qu'on partageait le même jour de naissance. »* La mère est *« une figure qu*['elle a] *encore besoin de saisir »*, le père est ingénieur chez Dassault. *« Ne répondez jamais à l'appel de Quivoron/Il est cruel et sans pitié, en plus il pue des pieds/Il vous mutera quand bon lui semblera/Cthulhu, Cthulhu... Yo-Sothoth/Quivoron est de retour/au secours ! »*, chantaient Les Wampas dans la punkitude de leurs débuts. Quivoron, c'était lui, François, le père de la réalisatrice, qui fut aussi leur tout premier guitariste. Et aujourd'hui creuse le sillon d'un rock psychédélique avec The Wylde Tryfles.

> **« On m'a souvent traitée d'intello, mais je suis très technique, j'aime mettre la main à la pâte »**

Lola et son frère, de trois ans son cadet, grandissent dans une cité à Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis) : la bande de copains, les garçons auxquels on se mesure... Elle est en 4e quand l'asthme du père et du frère pousse la famille à déménager à Bordeaux. L'adolescente se retrouve isolée. Ses repères s'écroulent. Elle plonge dans une dépression abyssale (*« Rester sur le quai »* : l'expression revient dans sa bouche) et la famille explose. Sur ses parents, leurs histoires, leur séparation, elle veille à rester discrète. *« Mais tout ça a fait ce que je suis. Cette période de solitude, à rester des heures dans ma chambre à penser, à attendre peut-être qu'on vienne me sortir de là, me parler, m'a ouvert des choses. Tous mes films racontent une histoire de conditionnement et de déconditionnement. »*

« Histoire de monstruosité »

Un prof de philosophie, Jean-François Cazeaux, passionné de cinéma et d'éducation populaire, qui anime le ciné-club du lycée, la pousse à s'intéresser au 7e art, lui parle de la Fémis (on ne dira jamais assez l'importance de ces rencontres – profs, animateurs... – qui vous sortent de l'ornière parce qu'elles vous ont mis une étincelle au cœur). L'élève sévèrement dyslexique qui, dans la solitude de sa chambre, s'est mise à lire et lire, sera prise en khâgne. Elle y découvre *A la recherche du temps perdu*. *« Proust, c'est un flux, un mouvement, si tu prends la vague, tu la prends jusqu'au bout. Pour moi, une rencontre marquante, du point de vue de l'impressionnisme. Proust est très cinématographique. C'est un voyeur. Et c'est le mouvement. Or, pour moi, tout ce qui se fige est mortifère »*, analyse celle qui, à côté de son drap de bain, a posé *Kaddish* (1961), d'Allen Gingsberg, hommage du poète américain à sa mère.

« On m'a souvent traitée d'intello, mais je suis très technique, j'aime mettre la main à la pâte », se défend-elle. Comme sur *Ça brûle* (2020), un moyen-métrage réalisé pendant la pandémie, pratiquement seule. *« Une fiction avec une base documentaire »*, comme chacun de ses films depuis les courts-métrages remarqués réalisés à la Fémis. *« Je suis beaucoup dans l'analyse, parfois un peu trop. J'ai fait deux ans de psychanalyse, à trois séances par semaine. J'ai arrêté parce que je voyais trop l'échafaudage. Aujourd'hui, je préfère parler de mythologie que de psychanalyse. Tout ça est histoire de monstruosité, et nous avons tous affaire à nos propres monstres. Ça m'a apporté sur le langage. Je faisais une psychanalyse pour réapprendre à écrire. Et j'avais besoin de passer par une exploration familiale. »*

C'est le sujet de ce prochain film, *Eldorado*, qu'Antonia et elle sont venues retravailler ici. *« Un film de mafia, film de famille, avec un personnage féminin très jeune qui grandit dans un monde mafieux. »* Cette fille, ou son double, c'est sa mère. Dans le milieu nantais des années 1960, Jean Gérard, le grand-père, ex-garagiste à Alger, proche de l'OAS, est un lieutenant d'Alain Coelier, malfrat local qui défraye la chronique. L'argent des casses sert à acheter des bars à entraîneuses – comme on dit chastement en famille –, lesquels ont, par ailleurs, une fâcheuse tendance à brûler l'argent de l'assurance servant à son tour à...

> **« La famille est un élément essentiel dans mon travail. Celle qu'on se fait, celle qu'on hérite... »**

La grand-mère, Elise Llorens, fille de communistes espagnols réfugiés en Algérie pour fuir le franquisme, tombe amoureuse de ce Jean Gérard, qui lui offre protection au moment où les colons se voient proposer la valise ou le cercueil. Rapatriée à Nantes, il lui confie la gestion du Tampico. *« Ma grand-mère m'a raconté tellement de choses sur la voyoucratie de l'époque. J'ai été biberonnée au casse de Rolex à Genève... Alors, pour rapatrier la mythologie familiale dans un univers contemporain, j'ai lu tous les livres sur la mafia corse, le grand banditisme »*, raconte la réalisatrice, qui a précisément l'âge qu'a sa grand-mère lorsqu'elle s'encastre au volant de sa Simca 1000 dans un réverbère.

La rescapée se demande alors qui a trafiqué la voiture. Un concurrent ? Son truand de mari volage ? Deux cents points de suture sur le visage, nez détruit, un vilain trou dans le genou (le levier de vitesse), un *« chemin de fer »* de points sur la hanche... *« Chaque cicatrice sur son corps avait une histoire. Quand ma grand-mère me prenait sur ses genoux, avec son corps meurtri et son côté très croyant, j'avais l'impression que c'était le Christ. Je crois que c'est elle qui m'a donné envie de raconter des histoires. »*

« Un élément de réparation »

Son dossier à l'entrée de la Fémis porte justement un projet sur ces blessures. *« Ma grand-mère m'a déposé cette histoire-là, me l'a confiée spécifiquement à moi. Après, j'avais peur du sang. Je pensais toujours que je mourrais d'un accident, à 35 ans »*, confie-t-elle, alors que la Méhari tangue de nouveau sur le chemin du retour. Elle se retourne pour montrer les photos du bar Tampico, les filles endormies sur les banquettes en Moleskine, buvant au bras d'un client, sa grand-mère, belle brune sortie d'un film noir des années 1960... *« Je l'ai toujours connue avec une canne qui lui servait d'arme. La famille est un élément essentiel dans mon travail. Celle qu'on se fait, celle qu'on hérite, ce que c'est de faire famille... Pour moi, il y a dans le cinéma un élément de réparation. »*

Pour *« rapatrier »* cette mythologie familiale, elle développe donc aujourd'hui deux projets : une fiction, *Eldorado*, et puis *Tampico*, un film expérimental à partir des photographies du bar : *« Je voudrais inventer un langage. J'ai envie de tester des choses, de réaliser autrement »*, s'enthousiasme-t-elle, brinquebalée par les cahots de la route. La mer défile à l'ouest, les montagnes la saluent à l'est. Les cheveux s'emmêlent aux rires.

On la sent heureuse. En paix avec cette histoire tumultueuse. Elle crie : *« Il y a beaucoup d'amour dans la famille d'Antonia. Elle et ses sœurs, ça se sent qu'elles ont été aimées d'amour. La Corse, ce n'est pas mon île, je n'y ai pas grandi, mais, par capillarité, ça me fait du bien. »* Le soir même, la Méhari a rendu l'âme. Impossible de la redémarrer. Elle a ressuscité le lendemain. La vie est mouvement. ■

LAURENT CARPENTIER

FIN

Le Monde
DIMANCHE 25 - LUNDI 26 AOÛT 2024

La « romance » moderne de Fontaines D.C.

La formation postpunk irlandaise, menée par le chanteur Grian Chatten, sort un quatrième album réussi

MUSIQUE

Sur les hauteurs du quartier de Belleville, les bureaux du label Beggars/XL Recordings sont inhabituellement en ébullition. Quelques membres de la délégation rock irlandaise Fontaines D.C. ont fait le déplacement à Paris pour promouvoir leur quatrième album. Leur nouveau-né s'intitule *Romance*, mais, aujourd'hui, un autre bébé leur vole la vedette : elle se nomme Vega, une puce âgée d'à peine 9 mois, qui n'est autre que la fille du guitariste Carlos O'Connell. Les attachés de presse s'improvisent baby-sitters pendant que papa donne des entretiens dans la pièce d'à côté, et jette régulièrement un coup d'œil à travers la porte.

A quelques mètres de là, le chanteur, Grian Chatten, s'évade sur les touches d'un piano droit. La mélodie jouée, délicate, contraste avec le tee-shirt « Torture Killer » qu'il porte, un groupe de death metal finlandais. Le tout jeune trentenaire, dont la coupe de cheveux courte et le regard bleu intense lui donnent de faux airs d'Ian Curtis (1956-1980), de Joy Division, prétend toutefois être un pianiste limité et se considère avant tout guitariste. *« Lors de ce genre de journée promotionnelle, avoir un instrument à proximité est une respiration*, confie l'auteur-compositeur et interprète. *Cela permet de se reconnecter avec soi-même, de se rappeler pourquoi on fait tout ça. Composer en permanence est bon pour moi, et c'est certainement la raison pour laquelle nous sommes si prolifiques. »*

Déclin de l'humanité

En l'espace de quatre albums sortis en cinq ans, le quintette dublinois, formé, en 2017, par Grian Chatten, Carlos O'Connell (guitare), Conor Curley (guitare), Conor Deegan (basse) et Tom Coll (batterie), n'a effectivement pas chômé. Auteurs d'un fulgurant baptême du feu, *Dogrel* (2019), suintant l'urgence postpunk des aînés The Only Ones et The Fall, les Irlandais ont enchaîné les suites impeccables, *A Hero's Death* (2020) et *Skinty Fia* (2022). Assimilés, à leurs débuts, à une scène rock alternative aux côtés de Idles, Shame, Fat White Family et Sleaford Mods, les nouveaux fontainiers de la mélancolie ont vite gravi les échelons de la popularité. Cet automne, l'Europe les attend dans de grandes salles d'une capacité de 10 000 places, et le concert du 13 novembre, à Paris, sera aussi leur premier Zénith (6 800 places).

Mieux que n'importe quelle autre formation rock anglaise d'aujourd'hui, Fontaines D.C. a su prendre le pouls de sa génération désenchantée. Grian Chatten dépeint avec ses mots crus une société aliénante et individualiste, rongée par le capitalisme, le tout emporté dans une spirale climatique dévastatrice. *« No future »*, clamaient déjà les Sex Pistols en 1977 ; même constat en 2024 pour le quintette irlandais, y ajoutant un zeste de « romance » moderne.

Le déclin de l'humanité et des sentiments figurent ainsi parmi les thèmes principaux de ce quatrième album. *« Comment notre société peut-elle encore aimer ? »* : la question taraude le chanteur. Tirées du titre *In the Modern World*, les paroles *« Dans le monde moderne, je ne ressens plus rien/Je ne rêve plus »* ont été inspirées par un séjour de Chatten à Los Angeles, en Californie. *« Cette ville m'évoque un sentiment d'abandon, presque de mort, avec son côté factice*, poursuit-il. *Vous allez prendre un café, et les gens vous demandent comment s'est passée votre journée. Mais, en fait, ils n'en ont rien à cirer. »* Autre référence plus inattendue, revendiquée par Chatten, celle d'*Akira* (1988, sorti en France en 1991), le film-culte d'animation japonais, réalisé par Katsuhiro Otomo, dans lequel deux adolescents trouvent l'amour dans un Tokyo dystopique, postapocalyptique.

Peu avant l'entretien, Grian Chatten semble ne pas tenir en place. Depuis les débuts du groupe, le garçon est sujet, en tournée, à de fréquentes crises d'anxiété et de rage. Mais une fois assis face à face, le leader se transforme en un interlocuteur concentré et disert. On lui fait remarquer une confiance inédite dans sa manière de chanter, d'apprivoiser les mélodies : *« Je commence à aimer ma voix pour la première fois*, acquiesce-t-il. *J'aime la vulnérabilité, lorsque tout n'est pas parfait, cette sensation de chanter très doucement, mais, en même temps, avec quelque chose d'à la fois dur et puissant émotionnellement. »* Et de citer comme modèles le Chet Baker (1929-1988) de *My Funny Valentine* (1952), ainsi que la chanson *In Heaven*, interprétée par Peter Ivers (1946-1983), tirée du terrifiant *Eraserhead* (1977), du cinéaste David Lynch.

Le groupe convoque des arrangements de cordes, des beats hip-hop et des textures électroniques

Grian Chatten (au premier plan), avec, de gauche à droite, Tom Coll, Conor Deegan, Conor Curley et Carlos O'Connell, en mars. TOM DANI

La genèse du nouvel album remonte à 2023 : les membres du groupe, installés désormais à Londres, s'autorisent quelques mois sabbatiques. Grian Chatten en profite pour publier son premier disque en solo, le très réussi *Chaos for the Fly*, où on lui découvre une passion inédite pour les arrangements de cordes et de cuivres. On a aussi pu l'entendre dans un tout autre registre, avec le décapant trio rap de Belfast Kneecap, sur l'excellent single *Better Way to Live*, paru en novembre 2023. Ce début d'émancipation a indéniablement marqué le quatrième long format du groupe.

Dès la première piste de *Romance*, les guitares électriques rugueuses ne sont plus l'épicentre. Le groupe de rock s'éloigne de sa zone de confort, préfère convoquer des arrangements de cordes, des beats hip-hop et des textures électroniques. Une rupture radicale, mais nécessaire à sa renaissance artistique. *« Nous avons énormément travaillé sur les démos en amont*, détaille Chatten. *Beaucoup de morceaux ont été composés chez moi, sur mon ordinateur portable. On voulait le bon son avant de se lancer en studio, plusieurs chansons sont d'abord arrivées dans nos têtes, et non pas en composant sur un piano ou une guitare. Par exemple, pour le morceau* In the Modern World, *j'ai immédiatement écrit la section de cordes, car je voulais que personne d'autre n'interprète différemment ce que j'avais à l'esprit. »*

Près d'une quarantaine de compositions se sont accumulées au cours de l'automne 2023, dont une vingtaine retenues pour *Romance*. Après trois semaines de préproduction à Londres, les « D.C. » rejoignent les studios de La Frette-sur-Seine, dans le Val-d'Oise, pendant trois semaines. Situé à une trentaine de kilomètres de Paris, ce petit château reconverti en temple sonique est devenu le lieu de prédilection de leur producteur, James Ford, où ce dernier a déjà embarqué, entre autres, les Arctic Monkeys. *« Travailler dans un studio où le producteur se sent à l'aise est important*, commente Chatten. *Pour être honnête, l'endroit m'importe peu. Pour moi, les studios La Frette étaient presque trop beaux, cela a tendance à me déconcentrer pour écrire. Je m'y sens un peu perdu. »*

Mue spectaculaire

L'Anglais James Ford est réputé pour sa facilité à passer du rock aux musiques électroniques, voire à les fusionner, comme en témoignent ses collaborations passées avec Gorillaz, Simian Mobile Disco et Depeche Mode. Soit le candidat idéal pour épauler Fontaines D.C. dans sa soif d'expérimentation. *Starburster*, premier single dévoilé en avril, opère une petite révolution interne à la façon du *OK Computer* (1997) de Radiohead : une introduction au Mellotron, un beat hip-hop, le flow rap décapant de Chatten, avec, en guise de pont, un tourbillon de violons gracieux. L'association est déroutante au premier abord, avant de se révéler captivante : *« La démo de* Starburster *est assez similaire à sa version finale*, dit le chanteur. *La première fois que je l'ai fait écouter au groupe et à James Ford, personne ne savait si je plaisantais ou non. James me disait : "C'est fou." Mais j'étais très sérieux. »*

« Je commence à aimer ma voix pour la première fois. J'aime la vulnérabilité, lorsque tout n'est pas parfait »
GRIAN CHATTEN
chanteur de Fontaines D.C.

Si la mue est spectaculaire sur des titres comme *Sundowner* et *Romance*, les « D.C. » n'en ont pourtant pas totalement fini avec les guitares, comme en attestent *Here's the Thing*, *Death Kink*, *Favourite*... et surtout *Bug*, une perle acoustique où le phrasé vocal façon crooner de Chatten évoque le Mancunien Morrissey, autre orfèvre pop du vague à l'âme. Une comparaison que l'intéressé accepte volontiers : *« Les Smiths seront toujours là quelque part en moi. Quand j'étais gosse, je me souviens que j'écoutais en boucle* There Is a Light That Never Goes Out *sur le lecteur CD de mon père. J'étais fasciné et m'identifiais totalement aux paroles. Morrissey était comme un ami, j'avais l'impression de ne pas être si seul. »*

Leur spleen pop se double d'ambitieuses orchestrations sur *Horseness Is the Whatness*, *Desire* et *In the Modern World*. Paradoxalement, cette surenchère inédite de violons permet aussi de soulager le chanteur, de relâcher la pression : *« Notre musique est devenue plus dramatique et, en même temps, l'espace donné aux violons me permet d'évacuer une certaine pression. Je peux juste exister, en quelque sorte. »* Quelques jours plus tard, en écoutant l'enregistrement de cette rencontre, une phrase de Grian Chatten revient à plusieurs reprises et synthétise finalement *Romance* : *« Chercher la vérité dans les imperfections, c'est ce qui apporte de la lumière. »* Et aussi de grands disques. ■

FRANCK COLOMBANI

***Romance,** de Fontaines D.C., Beggars/XL Recordings.*
***En concert** le 13 novembre au Zénith, Paris 19e.*

A Vézelay, la troublante dualité de la voix du sopraniste Bruno de Sa

Les Rencontres musicales de Vézelay, dans l'Yonne, présentent une grande diversité d'expressions vocales, avec une prédominance baroque

FESTIVAL
VÉZELAY (YONNE)

Les 24es Rencontres musicales de Vézelay (Yonne), qui durent jusqu'à dimanche 25 août, proposent un large panel d'expressions vocales, avec toutefois une prédominance du répertoire baroque. La journée d'ouverture, jeudi 22 août, a magnifiquement validé le statut de *« festival de découvertes »* que François Delagoutte recherche pour la manifestation qu'il dirige depuis 2018. Un partage de l'inédit qui s'est effectué tant dans l'exhumation de pages oubliées que dans une nouvelle approche d'œuvres connues.

La première orientation détermine le programme donné, en milieu d'après-midi, dans la collégiale Saint-Lazare d'Avallon, par le sopraniste Bruno de Sa avec l'ensemble Les Accents dirigé, au violon, par Thibault Noally. Un florilège de musique sacrée – principalement des extraits d'oratorios – qui utilise la voix de manière étourdissante. Résultant d'une absence de mue à l'adolescence, celle de Bruno de Sa est sans équivalent aujourd'hui. Dans le registre grave, son timbre évoque le chant d'un enfant, mais, dans les aigus, en aucun cas celui d'une femme, comme cela se produit dans les prestations de contre-ténor. Cette troublante dualité, investie par une aisance technique peu courante, donne à Bruno de Sa des airs de magicien qui transforme les vocalises en messages surnaturels.

Pourtant, le jeune Brésilien n'a rien d'un ange. Vêtu d'une veste-cape blanche aux manches ouvertes qui tombe, comme une chasuble futuriste, sur un pantalon noir, il apparaît les mains jointes, à mi-chemin entre l'officiant et le pénitent. Plus encore que sur l'agilité, son art repose sur la simplicité et sur le naturel. Il s'adresse au public dans une manière de confidence, comme s'il chantait des lieder au coin du feu. Ses paroles se rapportent au martyre de sainte Catherine (Antonio Caldara) et à la sainte Annonciation (Alessandro Scarlatti) ou à Dieu (*Gloria*, de Georg Friedrich Haendel). Plus prosaïques, des séquences strictement instrumentales (*Sinfonia*, *Quartetto*) permettent aux Accents de déployer leur bel éventail de textures à base de cordes.

Le festival se poursuit sur les hauteurs de Vézelay. En plein air, derrière la basilique Sainte-Marie-Madeleine, avec un autre assortiment de chants anciens, cette fois des mélodies populaires, pour la plupart en occitan, qu'interprète avec esprit le groupe Les Mécanos. Une dizaine de barbus originaires des environs de Saint-Etienne qui revisitent la musique traditionnelle avec une percussion insolite : clés plates, pots d'échappement et carillons de jantes.

Le concert du soir est entièrement consacré aux célèbres *Vêpres de la Vierge* (1610), de Claudio Monteverdi, recueil d'une richesse et d'une sophistication qui défient les genres. Leonardo Garcia Alarcon l'apparente clairement à un opéra. Le chef argentin multiplie les déplacements des interprètes dans l'espace, autour du public (choristes puis solistes), mais aussi sur l'estrade (encadrement de l'orchestre par les cornets à bouquin). A l'image du lieu, le monument monteverdien n'est pas écrasant, mais propice à l'élévation exaltée comme au sobre recueillement.

A l'instar de la paire contrastée de sopranos (la flamme de Miriam Allan, le velouté de Gwendoline Blondeel), les solistes sont parfaitement complémentaires et portent la voix en majesté, comme le Chœur de chambre de Namur, sur le trône instrumental de la Cappella Mediterranea. Immersive et rayonnante, la direction de Leonardo Garcia Alarcon confère à ces *Vêpres* une dimension intemporelle. ■

PIERRE GERVASONI

***Rencontres musicales de Vézelay (Yonne).** Jusqu'au 25 août.*

Uma Thurman, la revanche de « la girafe »

Un portrait trop neutre de l'actrice révélée par Quentin Tarantino

ARTE
DIMANCHE 25 - 22 H 45
DOCUMENTAIRE

Dans les années 1980 au lycée d'Amherst, dans le Massachusetts, la jeune Uma Karuna Thurman est bourrée de complexes. Celle qui se surnomme « la girafe » et qui culminera à 1,83 mètre trouve son nez et sa bouche trop grands, ses yeux trop écartés. Ce n'est visiblement pas l'avis de grand monde autour d'elle puisque cette fille de bourgeois bohèmes, avec un père américain adepte du bouddhisme et une mère suédoise ancienne mannequin à New York, va, dès ses 15 ans, faire la une du magazine *Vogue*, tant sa beauté est frappante.

Mais pas question de suivre les traces de sa mère : *« Je n'ai pas aimé ce que j'ai vu du mannequinat »*, assure-t-elle. En montant pour la première fois sur une scène, au lycée, c'est le déclic : *« Je me suis sentie à l'aise en jouant la comédie. Beaucoup plus qu'en étant avec les autres dans la vraie vie. »*

Quelques décennies plus tard, en 2014, Uma Thurman est l'invitée d'honneur du Festival international du film de Stockholm. Face caméra, la star quadragénaire est sublime, visiblement heureuse de visiter le pays natal de sa mère, qu'elle a emmenée pour l'occasion. D'Amherst à Stockholm, la petite Uma complexée est devenue star mondiale.

La Mariée, alias Black Mamba (Uma Thurman), dans « Kill Bill : Volume II » (2004), de Quentin Tarantino. LIONS GATE/A. COOPER

Drames vécus

Lukas Hoffmann, le réalisateur allemand de ce film, aurait pu, avec un tel personnage, à la fois actrice magnétique, victime de redoutables prédateurs (réalisateurs, producteurs) et avocate écoutée du droit des femmes à disposer de leur corps, dérouler une histoire moins neutre que son résultat final. Présentant un peu trop sagement une carrière débutant véritablement en 1988 dans *Les Aventures du baron de Münchausen* d'un Terry Gilliam baba (*« On dirait une déesse !*), au sommet en 1994 avec *Pulp Fiction,* de Quentin Tarantino, mais n'ayant pas, depuis *Kill Bill : Volume II* du même Tarantino en 2004, réussit à relancer sa carrière sans que l'on sache pourquoi, Lukas Hoffmann passe à côté d'un portrait plus incarné. Les témoignages sont nombreux, mais pas forcément passionnants. Deux anciens camarades de lycée, la costumière Cat Thomas, Andrzej Sekula (chef opérateur sur les films de Tarantino), la réalisatrice Mira Nair et la critique Violet Lucca louent les mérites d'Uma, notamment sa force de caractère, sans que l'on arrive à comprendre ce qui se cache derrière cette beauté froide et sexy.

Au-delà de la carrière, le documentaire n'élude pas les drames vécus : avortement douloureux en Europe avant ses 20 ans, couple toxique formé durant deux ans avec un Gary Oldman alcoolique, harcèlement de réalisateurs (Philip Kaufman sur le tournage d'*Henry & June* (1990), Quentin Tarantino sur celui de *Kill Bill*) et de producteurs, Harvey Weinstein en tête. En 2018, bien après les faits, Uma Thurman révélait que Weinstein avait tenté d'abuser d'elle dans une chambre du Savoy, palace londonien.

En 2021, celle qui est aussi mère de trois enfants lance un appel très remarqué dans les colonnes du *Washington Post*, destiné *« à toutes les femmes et jeunes filles du Texas »* qui luttent pour le droit à l'avortement. *« Uma est une personne foncièrement bonne, aussi belle à l'intérieur qu'à l'extérieur »*, résume Andrzej Sekula. On s'en doutait un peu, mais on aurait tout de même aimé en savoir un peu plus. ■

ALAIN CONSTANT

Uma Thurman. L'émancipation d'une guerrière, de Lukas Hoffmann (All., 2024, 55 min).

La nounou d'enfer de Bilal Baig revient pour une troisième saison

Dans ses derniers épisodes, « Sort of », la « dramédie » queer canadienne, confirme son tournant introspectif mais perd en originalité

TÉVA
DIMANCHE 25 - 21 H 00
SÉRIE

Découverte à Séries Mania en 2021, *Sort of* n'avait pas eu beaucoup de mal à attendrir le cœur des festivaliers, au point de trouver dans la foulée un diffuseur en France. Trois ans après ses débuts sur Téva, la « dramédie » queer cocréée par Fab Filippo et Bilal Baig, qui en interprète le rôle principal, semble toucher à sa fin. C'est en tout cas ce que laissent penser les huit courts épisodes qui en composent cette troisième saison en forme de conclusion, même si, avec les séries, on n'est jamais sûr de rien.

Après une première saison très réussie, tout en délicatesse et en autodérision, la deuxième avait choisi un autre chemin, plus introspectif, moins choral et moins comique, pour narrer le chemin de Sabi, nounou transgenre de confession musulmane et d'origine pakistanaise, vers l'acceptation de soi.

La démarche, intéressante d'un point de vue politique (dans ses meilleurs moments, *Sort of* se rapproche de *Ramy*), avait, en revanche, siphonné l'intérêt dramaturgique de la série, reléguant tout un tas de personnages attachants et d'intrigues pourtant bien ficelées en arrière-plan.

Après l'accident de Bessie, la mère de famille qui emploie Sabi, en saison 1, puis la mort de son père en saison 2, la troisième saison a pour centre névralgique la grossesse d'Aqsa, sa sœur, ainsi que la décision de Sabi d'entamer un traitement hormonal. Ça fait beaucoup pour leur mère, surtout qu'Aqsa et Izzy, son amoureux, ne sont pas mariés. De son côté, Sabi ressent le besoin de s'éloigner et de renouer avec son projet de partir vivre à Berlin, qui avait été interrompu par le coma de Bessie. Mais Bessie est remise et les enfants ont de toute façon grandi. Alors puisque plus personne n'a besoin de Sabi, pourquoi rester ?

L'intérêt de *Sort of* a toujours été d'avoir un personnage principal qui, malgré les challenges et les difficultés inhérentes au fait d'être transgenre, ne va pas si mal que ça, et exprime la meilleure part de lui-même en se montrant présent pour les autres. En se recentrant sur les besoins de Sabi et sa voix intérieure, la série perd forcément en légèreté, mais aussi, et c'est plus embêtant, en originalité. Assignée à une place de spectateur, Sabi se fige dans une forme d'indolence.

Et comme la saison est assez pauvre en péripéties, la plupart des personnages secondaires donnent l'impression de faire de la figuration. A l'exception peut-être de 7ven, la désopilante meilleure amie de Sabi interprétée par Amanda Cordner qui est, aux côtés de Bilal Baig, l'autre révélation de la série. ■

AUDREY FOURNIER

Sort of, de Bilal Baig et Fab Filippo (Can., 2024, 8 × 20 min). Avec Bilal Baig, Gray Powell, Amanda Cordner, Supinder Wraich.

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 199
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur **jeux.lemonde.fr**

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II						■						
III					■						■	
IV			■						■			
V								■				
VI							■			■		
VII				■								
VIII									■	■		
IX			■	■								
X												

SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 198

HORIZONTALEMENT I. Glandouiller. **II.** Léguer. Loupa. **III.** Oterait. Ixai. **IV.** Ut. Snobinards. **V.** Grue. St. GI. **VI.** Lissées. AINS. **VII.** OSN. Vs. Aï. As. **VIII.** Utéro. Annone. **IX.** Teeshirt. Utu. **X.** Essieu. Ester.

VERTICALEMENT 1. Glouglouter. **2.** Lettristes. **3.** Age. Usnées. **4.** Nurses. Rsi. **5.** Dean. Evohé. **6.** Oriole. Iu. **7.** TB. Ar. **8.** Il. Is. Ante. **9.** Lointain. **10.** Luxa. Out. **11.** Epargnante. **12.** Raidisseur.

HORIZONTALEMENT

I. Il ne commande pas, il recommande. **II.** Peuvent rapporter gros à l'Etat. S'accroche en se rapprochant. **III.** Leurs dos font lever le pied. Faire appel. **IV.** Lettres de tendresse. Le noir les rend sinistres. S'envole en partant. **V.** Ne fait rien pour séduire. Stade primaire. **VI.** Héraclès n'aurait jamais dû passer sa tunique. En prise. Mesure au pied de la Muraille. **VII.** Laisse de glace à London. Maman d'Ariane et de Phèdre. **VIII.** Appelée à tomber rapidement. Viennent de la droite. **IX.** Chef de bande. Attaquent les cellules de la moelle osseuse. **X.** Passées au rouge.

VERTICALEMENT

1. Comme un amour chaste et pur. **2.** On ne le voit plus au bureau. **3.** Chaude période. Orateur grec. **4.** Fidèles reproductions. **5.** Le césium. Face à face sur le marché. **6.** Stoppâtes. **7.** Belle italienne. Décore les plafonds. **8.** Vieux gros chez les Belges. Bouche-trou. **9.** Tel défait. Poète et sculpteur. Préposition. **10.** Total pour protéger. En miettes. **11.** Cité antique. Altère notre fonctionnement. **12.** Participent à l'épuration des eaux des marais.

SUDOKU
N°24-199

							8	3
					9		6	
		1		8				
		6			5			4
		9	2			8		7
	6			7			5	
	9		3					2
	5	8		6		3	4	9

9	2	5	8	4	7	1	6	3
3	7	8	9	1	6	4	2	5
1	6	4	2	3	5	9	8	7
7	4	1	5	9	2	8	3	6
5	3	9	1	6	8	2	7	4
2	8	6	4	7	3	5	1	9
8	5	7	6	2	4	3	9	1
6	1	2	3	5	9	7	4	8
4	9	3	7	8	1	6	5	2

Expert
Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (https://about.me/yangeorget)

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

M publicité
Directrice générale
Elisabeth Cialdella

ACPM
PRINTED IN FRANCE

67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L'Imprimerie, 79, rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources controlées.
Eutrophisation : PTot = 0,0083 kg/tonne de papier

AB PRODUCTIONS, UNE SAGA TÉLÉ – 6/6 –

La communauté AB, une grande « famiłłe »

Une génération d'enfants a été biberonnée au « Club Dorothée ». Un lien affectif qui perdure aujourd'hui, autant avec les fans qu'entre comédiens

Par Hélène Bekmezian



Photo dédicacée par Corbier, Dorothée, Patrick Simpson-Jones, Ariane Carletti et Jacky, datant de 1989, de la collection d'Armel B. du compte Instagram @dorotheemusee. CLÉMENCE LOSFELD POUR « LE MONDE »

C'*est un grand moment, un événement mondial ! »*, s'enthousiasme Dorothée, les yeux plantés dans la caméra. A l'extérieur, sur le parking des studios AB de la Plaine Saint-Denis, une minifusée vient de décoller et, dans la foulée, un hélicoptère miniature téléguidé atterrit sur le plateau, sous le regard de l'animatrice et de ses acolytes, Ariane, Jacky et Corbier : il porte sur son flanc une petite carte noir et or, avec deux mots en caractères manuscrits si reconnaissables pour les enfants de cette génération. Nous sommes le 27 mars 1991, la carte de membre du Club Dorothée vient d'être lancée en grande pompe.

Accessible gratuitement sur demande, cette carte est l'exemple le plus concret de la capacité fédératrice unique qu'ont eue cette émission pour enfants et, plus largement, l'univers d'AB Productions. Elle permettait d'assister en priorité aux émissions, de recevoir des photos dédicacées, de rencontrer les vedettes en coulisses lors de leurs concerts et, bien sûr, de voir son nom défiler dans l'interminable liste du générique de fin du « Club Dorothée » lorsque venait le jour de son anniversaire. Bref, de faire partie de la famille. Deux ans plus tard, le Club Dorothée totalisait 350 000 membres, puis 500 000 en 1995, jusqu'à atteindre 700 000 lors du dernier été, en 1997. Aujourd'hui, la carte est un objet collector qui se revend autour de 50 euros sur Internet.

Aucune émission pour enfants n'a eu cette force de frappe dans le temps et dans l'espace. Le matin avant l'école, en fin d'après-midi pour le goûter, le samedi et le dimanche matin ainsi que le mercredi quasiment toute la journée : de 1987 à 1997, le « Club Dorothée » était omniprésent sur la première chaîne. Sans parler de *Dorothée Magazine*, des concerts, des CD… Aucun enfant, y compris ceux qui ne regardaient pas ces programmes, n'a pu y échapper. *« Une intrusion télévisuelle quotidienne nous a fait entrer dans la vie de millions de gens. Certains me disent parfois qu'ils ont passé plus de temps avec moi qu'avec leurs parents. S'il n'est pas ici question d'un lien familial, de quoi s'agit-il ? »*, interroge ainsi Bernard Minet, le batteur des Musclés, le groupe de musiciens de l'émission, dans sa biographie *Ma vie de folie* (Mareuil, 2015).

Un « lien familial », peut-être, un lien affectif, sûrement, qui résiste encore de manière irrationnelle. Il n'y a pas longtemps, Dorothée a croisé dans la rue un ancien fan de son club : *« Il s'est tout de suite mis à pleurer »*, rapporte-t-elle. *« Ce sont des souvenirs d'enfance, c'est normal que cela provoque ce genre de réaction. D'ailleurs, ça arrive souvent que les gens pleurent quand ils me rencontrent. Du coup, je me mets à pleurer aussi »*, poursuit-elle de sa voix enjouée, toujours aussi reconnaissable.

En brouillant les frontières entre la fiction et le réel, AB a inventé la télé-réalité avant l'heure

Avec un visage pourtant bien moins familier, le cofondateur d'AB Productions Jean-Luc Azoulay se fait aussi régulièrement aborder et s'étonne encore *« du nombre de gens qui* [lui] *disent* [qu'il a] *bercé leur enfance »* : *« C'est fou la masse de gens qu'on a distraits et qu'on a rassemblés autour d'un programme et d'un concept. Le "Club Dorothée" était quelque chose de formidable pour fédérer des jeunes, cela créait une sorte d'unité qui n'existe plus chez les enfants d'aujourd'hui. »*

Cette communauté, qui a grandi, continue de faire vivre l'esprit AB et compose une large majorité de l'audience des *Mystères de l'amour*, dernière série d'Azoulay encore à l'antenne et dont le casting est porté par les acteurs d'*Hélène et les garçons*. Comme Guillaume Leroy, 42 ans, qui a *« grandi devant le "Club Dorothée" et tous les programmes familiaux produits par AB Productions »* et qui a eu *« l'impression de perdre des amis »* quand l'émission s'est arrêtée, en 1997. *« Je me sentais proche de Justine* [héroïne de *Premiers baisers*] *et de ses amis, on rêvait tous de faire partie de sa bande, d'avoir des parents aussi cool que les siens et une grande sœur aussi sympa qu'Hélène »*, raconte celui qui ne loupe aucun épisode des *Mystères*, le dimanche soir : *« A toutes les étapes de ma vie, Hélène et sa bande ont toujours été là, dans mon écran. »*

En brouillant les frontières entre fiction et réalité, avec des personnages qui portaient souvent le même prénom que les acteurs qui les incarnaient, en embauchant des amateurs à qui tout le monde pouvait s'identifier et en posant les bases de ce principe communautaire, AB a inventé la télé-réalité avant l'heure. Hélène Rollès était *« une fille comme les autres »* que les préadolescentes voulaient avoir comme amie, dont elles imitaient le style vestimentaire et la coupe de cheveux : en bref, une influenceuse.

D'ailleurs, est-ce un hasard si la communauté AB a trouvé un second souffle dans les années 2000, au moment où la télé-réalité a débarqué ? C'est à cette époque qu'un ancien acteur de *Premiers baisers*, Fabien Remblier, a lancé un blog pour raconter les coulisses de tournage et un forum en ligne, dans la mouvance de ce qu'on appelait alors le « Web 2.0 », soit l'Internet participatif qui a vu naître les réseaux sociaux. Alexis Houël, qui a ensuite cofondé la « sitcomologie », un mouvement mi-décalé, mi-sérieux ayant pour but d'analyser les sitcoms AB, a passé des nuits à échanger sur ce forum, *« comme une échappatoire à la vraie vie »* : *« Une sorte de communauté s'était formée, avec des coucheries, des amours, des potes et des disputes. J'y ai rencontré d'autres accros comme moi, et parmi eux, celle qui allait devenir rapidement ma partenaire de vie et la mère de ma fille. C'est beau comme du AB Productions. »* Aujourd'hui, il regarde les sitcoms avec sa fille de 8 ans et rien n'a changé : *« Hélène reste un modèle féminin, Annette la meilleure copine, Monsieur Girard la figure paternelle idéale, Cri-Cri d'amour* [personnage interprété par Sébastien Roch] *me fait toujours rire. »*

Ensuite sont arrivés les comptes officiels sur les réseaux sociaux et également sur YouTube, où l'intégralité de la bibliothèque AB a été remise en ligne : la chaîne Génération Club Do y compte 310 000 abonnés, quand Génération Sitcoms en totalise 138 000, des chiffres qui continuent d'augmenter.

A la différence du monde de la télé-réalité, un autre facteur peut expliquer la solidité des liens que tisse la communauté AB : la sincérité. Jean-Luc Azoulay a toujours dit qu'il était le premier public de ses créations et il apprécie réellement le fait d'écrire tous les scénarios et dialogues des *Mystères de l'amour* – sinon, comment expliquer qu'il le fasse encore à bientôt 77 ans ? Parmi les secrets de longévité d'*Hélène et les garçons*, on retrouve cette sincérité simple d'une bande d'acteurs ayant étonnamment réussi à garder les pieds sur terre. *« Il y a eu un casting avec des gens sans trop d'ego, ce qui a laissé de la place pour le groupe, avec une vraie cohésion*, analyse ainsi Laure Guibert, l'interprète de Bénédicte. *On s'est toujours bien entendus, et cette complicité qu'on a eue dans la vie se voit à l'écran. » « Hélène met tout le monde d'accord : vu qu'elle ne s'est jamais monté la tête malgré le trajet qu'elle a eu, il n'y a vraiment pas de quoi se prendre au sérieux de notre côté. On joue la comédie, on n'invente pas des vaccins »*, ajoute Patrick Puydebat, qui interprète Nicolas, son amoureux, depuis le premier épisode.

En plus de trente ans, il n'y a jamais eu de vrai scandale, de règlement de comptes ou de linge sale lavé en public. Pas non plus – à ce jour – de révélations de type #metoo, une vague qui pourtant ne semble épargner personne. Ceux qui sont partis du casting (Rochelle Redfield, Philippe Vasseur) ne se sont pas épanchés dans la presse pour déballer des secrets. Même les plus critiques, comme Fabien Remblier, le seul à avoir vraiment dévoilé les coulisses, gardent une forme de respect. *« Jean-Luc Azoulay reste pour moi un génie de la télévision. J'ai une grande admiration pour le personnage, il a senti des choses avant tout le monde »*, disait-il dans un entretien en 2008.

Ceux qui sont restés auprès du producteur sont unanimes sur sa *« fidélité »*. *« C'est quelqu'un qui n'a jamais laissé ses équipes sur le carreau »*, assure Sébastien Roch, qui prête ses traits à Christian. Il a notamment aidé financièrement Mallaury Nataf, l'actrice principale du *Miel et les abeilles*, qui a traversé des moments difficiles, jusqu'à vivre dans la rue, et lui a redonné son rôle de Lola dans des épisodes des *Mystères*. Dans ses équipes, on croise souvent des gens qui sont là depuis les débuts, d'autres qui étaient partis puis sont revenus, et d'autres, encore, qui faisaient partie de la communauté de fans des années 1990, comme Elsa Esnoult, qui est un peu la nouvelle Hélène, entre son rôle dans *Les Mystères* et les albums qu'elle sort tous les ans. En arrivant sur le tournage de son premier épisode, en 2011, elle était forcément *« impressionnée »* : *« J'allais rencontrer les stars de mon enfance. Quand j'ai vu Hélène pour la première fois, je lui ai dit que, petite, j'étais allée à son concert, et je lui ai montré la photo où je portais son tee-shirt. »*

Jean-Luc Azoulay, en bon patriarche de la famille AB, est marié depuis vingt-quatre ans avec une de ses comédiennes, Isabelle Bouysse, qui a fait ses débuts dans *Salut Les Musclés* avant de trouver sa place dans l'univers d'*Hélène et les garçons* en tant que Jeanne. Quand un de ses employés a un problème, *« il m'appelle et j'essaie de le résoudre »*, dit-il. Certains acteurs vont jusqu'à le considérer comme un second père, à l'instar de celui qui interprète Jimmy dans *Les Mystères* : *« Il me connaît même mieux que mon propre père, je me tourne tout le temps vers lui »*, assure Tom Schacht.

« D'ailleurs, vous savez ce que veut dire "JLA" ? », nous a demandé Jean-Luc Azoulay lors d'un entretien. Certes, le nom de sa boîte de production est basé sur ses initiales, mais pas que. *« Ça veut dire "je les aime". »* Et c'est dit au premier degré. Au pic de l'âge d'or d'AB, le producteur s'était fait construire un chalet canadien sur le toit des studios : une vraie maison avec potager et piscine que l'on aperçoit dans le générique du *Miel et les abeilles*. La demeure, toujours fonctionnelle quoique un peu décrépie à l'extérieur, sert encore de lieu de prise de vues pour *Les Mystères de l'amour*. Quand des acteurs qui n'habitent pas en région parisienne doivent tourner plusieurs jours d'affilée, il arrive aussi qu'ils y dorment et s'y croisent le matin au petit déjeuner, comme dans une sitcom. Entre fiction et réalité, ils continuent de vivre, ensemble, sur le toit du monde d'AB Productions.

FIN

TRACANCES, J'OUBLIE TOUT ? – 6/6 –

Après les tracances, mettez-vous au « vatrail »

Epuisé par vos vacances travaillantes, vous n'avez qu'une hâte : revenir décompresser au bureau, où, de séminaires relax en afterworks arrosés, émerge un nouveau mix de vacances et de travail. Le vatrail, c'est la santé !



JAMES ALBON

Par Guillemette Faure

Si tu télétravailles sur ton lieu de vacances, n'oublie pas de poser une semaine de vacances après, sinon personne ne croira que tu as travaillé pendant la première semaine », m'a conseillé un ami. Dans les métiers du tertiaire, au retour des tracances, dire qu'on y serait bien resté mais qu'il faut malheureusement rentrer est le nouveau « ça va comme un lundi ». On croyait retrouver tout le monde en rentrant la dernière semaine d'août, mais les bureaux sont encore à moitié vides. Au point d'être aujourd'hui surpris de croiser un collègue dans les couloirs, comme nous pouvions l'être autrefois quand on tombait sur lui au snack-bar de Larmor-Plage (Morbihan) : *« Ça alors, je ne savais pas que tu étais rentré ! »*

Comble de l'ingratitude, non seulement il y a bien moins de monde que prévu à votre retour de tracances, mais on se rend compte aussi dans les réunions en présentiel que la personne vedette n'est pas celle qui est rentrée, mais celle qui est restée en tracances. *« Il faut voir le sketch dans les réunions… La personne qui n'est présente qu'à l'écran, peu importe son rang dans l'entreprise, c'est celle à qui tout le monde s'adresse, à qui il faut parler clairement plutôt que dans le brouhaha, celle qui a droit à un surcroît d'attention, à un "Attends, il ne peut pas voir" »*, raconte Valérie, une directrice d'études qui s'est mise à multiplier les tracances après avoir compris que ses rendez-vous en présentiel n'étaient pas plus appréciés de ses clients que lorsqu'elle intervenait à l'écran depuis son lieu de vacances.

D'où la tentation de les faire durer. C'est ce qu'ont constaté Tom Dubois et Adrien Bonnet, dans leur étude « La Croissance des mégapoles percutée par la révolution du télétravail », menée pour Forum Vies mobiles, notant qu'en Ile-de-France, à Londres ou à New York, depuis la crise sanitaire de 2020, les télétravailleurs ont davantage déménagé que les non-télétravailleurs. Un télétravailleur sur cinq d'Ile-de-France prévoit d'en partir et *« parmi eux, ils sont nombreux à souhaiter déménager dans l'Ouest (Bretagne et Normandie) et le Sud (Nouvelle-Aquitaine, Occitanie, Auvergne-Rhône-Alpes, PACA). On peut faire l'hypothèse qu'ils souhaitent résider, en partie grâce au télétravail, là où ils partent en vacances, ou dans un cadre qui s'en rapproche »,* notent les auteurs.

A côté de ceux qui voudraient passer aux tracances éternelles, les déçus, ceux qui se sont plus sentis envahis par leur travail que prévu, épuisés d'avoir jonglé entre famille et visios, restent sur leur faim de congés. Eux guettent la rentrée pour se sentir en vacances. Vivement septembre, ce mois où des centres de loisirs géants – aussi appelés écoles – prennent en charge les enfants du matin au soir ! De nouvelles perspectives s'ouvrent déjà à eux : les « vatrailles », ou « vacances au travail ». La reprise des séminaires d'entreprise, les voyages d'affaires sans affaires, les congrès, les salons… tout ce qui, sous un motif professionnel, permet de partir loin de chez soi et de se laisser porter.

« J'ai toujours trouvé ça crevant, les tracances, tu es toujours en train de louvoyer pour trouver un moment pour bosser parce que tu as peur de gâcher la convivialité », assure Florence, fondatrice d'une PME, qui compte les jours jusqu'à la rentrée et ses cortèges de déplacements professionnels sans obligations familiales. *« Alors que, quand tu es en vatrailles, tu as zéro charge mentale, tu es logée, nourrie, sans avoir à t'en occuper, tu n'as pas peur de casser l'ambiance si tu sors ton ordi. Mais si tu as envie de ne rien faire, ou si les conférences sont nulles, ce n'est pas grave, tu n'y es pour rien et, d'ailleurs, tu ne sais même pas très bien ce qu'on attend de toi. Tu as juste à ramasser les petits savons et les dosettes de shampoing. »*

> *Selon une étude de Forum Vies mobiles, « les télétravailleurs sont nombreux à souhaiter déménager là où ils partent en vacances ou dans un cadre qui s'en rapproche »*

Alors que le tracancier se retient de prendre l'apéro avant une visio, en vatraille, l'alcool social est encouragé à n'importe quelle heure. Car plus leurs salariés travaillent d'ailleurs – dont sur leur lieu de villégiature – et plus l'entreprise a besoin de leur fournir des occasions de recréer du lien. Plus on passe de temps en tracances à travailler sans se voir, plus on aura besoin de se retrouver pour ne rien faire d'autre que socialiser. A eux les séminaires avec parties de pétanque, piscine et barbecue ! En résumé : plus les tracances se développent, plus les vatrailles deviennent nécessaires.

« Ça va être essentiel pour intégrer les plus jeunes. C'est parce qu'on connaît les gens qu'on les aime bien, qu'on a envie de les aider et qu'on est prêt à leur donner les informations dont ils vont avoir besoin pour progresser », estime Manuel Mirabel, PDG de l'entreprise Cowoliday, dont le business consiste à la fois à vendre des abonnements de coworking dans un réseau de campings, pour que les salariés puissent travailler d'où ils veulent, et des séjours d'entreprise délocalisée là aussi dans des campings, pour que les équipes puissent récupérer le lien perdu à force de télétravail.

Et c'est cette partie-là qui semble le mieux se développer, à écouter Frédéric Hobbe, qui travaille avec Cowoliday au camping du Ventoulou, dans le Lot, à proximité de la vallée de la Dordogne. Il a déjà accueilli deux séjours de sociétés délocalisées. *« Leurs salariés bossent leurs huit heures et, ensuite, ils sont contents de jouer à la pétanque, de manger ensemble, d'aller à la piscine ou de se balader au gouffre de Padirac. »* Il est lui-même parent d'enfants adultes qui ont longtemps télétravaillé, après la pandémie de Covid-19, ce qui le laisse perplexe. Alors qu'accueillir des entreprises entières qui viennent travailler sur des lieux de vacances pour renouer les liens entre salariés, il y voit une vraie tendance. *« Le travail sur un lieu de vacances, s'il est collectif, j'y crois. L'humain n'a rien trouvé de mieux que de se voir en vrai. »*

Spécialiste des nouvelles pratiques spatiales du travail, installé à Toulouse, Jean-Julien Urbain a lui aussi l'impression que les tracances vont créer un appétit de moments ensemble, hors les murs, au retour. *« En fait, avec le télétravail, la production individuelle augmente, mais la production collective baisse. On va avoir plus de demande pour travailler la cohésion d'une équipe, pour sortir du quotidien, mieux se connaître et créer de la solidarité. Quand on reviendra au bureau, on aura besoin de savoir pour y faire quoi. »* C'est bien ce que se demandent beaucoup de tracanciers sur la route du retour. Y faire quoi ?

FIN



Aurore Bayle-Loudet, à son domicile, à Pantin (Seine-Saint-Denis), le 7 juin. CHARLOTTE ROBIN POUR « LE MONDE »

TATTOO & MOI – 6/6 –

Le bateau de mon père

Aurore Bayle-Loudet, 36 ans, cheffe de projets culturels, vit à Pantin, en Seine-Saint-Denis. Elle et son frère se sont fait tatouer le même paysage, en souvenir de leur père, passionné de voile

Propos recueillis par Catherine Rollot



Un matin de novembre 2021, mon frère, Lucas, est venu spécialement de Lyon pour passer la journée à Paris. Notre rendez-vous était programmé depuis plusieurs mois. Nous avons bu un café ensemble avant de partir nous faire tatouer tous les deux. Le même dessin au même endroit. Un petit paysage monochrome noir, représentant un bateau passant devant le rocher du Fastnet et son célèbre phare, situé à la pointe sud de l'Irlande.

Je suis passée la première. Pour ne pas penser à la douleur, je me rappelle avoir compté le nombre de carreaux du revêtement au sol dans le studio de tatouage. Ensuite, ç'a été le tour de mon frère, qui a gémi toute la séance. Lui l'a fait sous les côtes, un endroit très sensible. Moi légèrement plus sur le côté, car je savais que je voulais avoir un deuxième enfant et qu'il ne fallait pas choisir un endroit où la peau puisse être distendue par la grossesse.

Quand on a vu le résultat sur nos deux corps, nous sommes tombés dans les bras l'un de l'autre en pleurant. Nous n'avions pas anticipé cette montée d'émotions. C'était l'aboutissement de notre projet commun, et le résultat final correspondait exactement à notre souhait. Un motif très simple, un brin mélancolique, placé dans un endroit caché, car il fait référence à une histoire intime.

Cette petite "carte postale" est un hommage à mon père, Patrick, décédé, en mars 2020, d'un cancer. Il avait 62 ans. Dirigeant commercial dans une PME familiale de peinture à Montélimar *[Drôme]*, il avait de nombreuses passions : la musique, le golf et, surtout, la navigation. Il venait d'un milieu populaire, et avait découvert la voile en colonie de vacances en Bretagne, dans l'archipel de Glénan. Une révélation. Il n'a jamais possédé de bateau, il n'aurait pas assumé *"cet attribut de riche"*, mais, dès qu'il le pouvait, il partait voguer en équipage.

Enfants, nous n'avons pas partagé sa passion, car nous vivions loin de l'océan et surtout parce que ma mère, professeure de danse, était malade en bateau. A partir de la cinquantaine, il est beaucoup plus parti, car nous étions grands ou déjà indépendants. Tel un vieux loup de mer, il parlait souvent de se faire tatouer l'édifice en granit, point de passage de nombreuses courses à la voile, ou nos trois prénoms. Il n'a jamais mis à exécution cette idée, qui était devenue une plaisanterie entre nous.

A son décès, l'idée de faire dessiner sur mon corps quelque chose en son souvenir a fait son chemin. J'ai pensé à plusieurs motifs, une rose de son jardin, sa signature, un mot, avant de me décider pour le phare. Mon frère partageait la même envie de garder une trace de lui, d'avoir près du cœur quelque chose qui lui était cher. Ma grande sœur aimait la symbolique mais n'était pas prête à sauter le pas.

Pour n'exclure aucun membre de la famille, nous avons représenté cinq étoiles qui brillent dans le ciel. Et pour Noël, nous avons offert à ma mère le dessin original du tatouage (fait par La Guish) qu'elle a accroché sur un mur de sa cuisine. Dans notre famille, nous sommes assez nostalgiques, sensibles à tout ce qui peut raviver la mémoire, aux traces. Avec mon frère, nous songeons déjà à nous faire de nouveau tatouer ensemble. On a des idées, peut-être la maison de notre enfance, qui était celle de ma grand-mère, puis de mes parents, ou le grand cèdre du jardin. Le dessin ne console pas, mais son côté indélébile ancre les souvenirs.



FIN

La lignée très secrète des Wertheimer

Successions – 6/6 – Aussi discrets que leur marque, Chanel, est connue, les frères Alain et Gérard accompagnent la quatrième génération pour prendre leur suite, loin des projecteurs



Les frères Alain et Gérard Wertheimer, propriétaires de Chanel, en 2024. CHANEL

Si vous ne les connaissez pas, vous serez bien incapables de les identifier. Lors des défilés haute couture de Chanel, la maison de luxe qui leur appartient à 100 %, Alain et Gérard Wertheimer, 75 ans et 73 ans, ne s'assoient jamais au premier rang, préférant se tenir quelques mètres plus haut, là où la lumière est moins crue, loin, très loin, des objectifs et des caméras. Les habitués de la mode ne les apercevront pas non plus en coulisse, quand tous se pressent autour du créateur et de ses assistants pour les féliciter. Ils sont déjà partis, chapeaux de feutre sur la tête, fuyant discrètement, mais sûrement, le bruit et la foule. *« Venir pour ne pas être vus, c'est le contraire de ce que font la plupart des gens ! »*, s'amuse une de leurs amies.

Ceux qui sont la troisième fortune française derrière Bernard Arnault et Françoise Bettencourt Meyers, et la 40e selon le classement mondial établi par le magazine économique *Forbes*, n'aiment pas qu'on les prenne en photo. *« Même les amis triés sur le volet qui saisissent leur image avec leur portable lors d'un dîner doivent promettre de ne rien divulguer »*, assure l'un des rares familiers de leurs soirées à Paris ou dans les maisons que les deux frères possèdent à Deauville (Calvados), à proximité de l'hippodrome, un lieu qu'ils fréquentent davantage que les défilés.

Voir leur nom cité dans la presse les inquiète. Il a d'ailleurs fallu longuement parlementer pour qu'ils acceptent, à défaut de poser pour un photographe du *Monde*, d'envoyer un cliché d'eux pris le 25 juin en marge du défilé de la collection automne-hiver, au Palais Garnier, à Paris. Du duo, il n'existait que quelques images anciennes, saisies sur les champs de courses avec la reine d'Angleterre Elizabeth II, elle aussi passionnée de chevaux. Les Wertheimer cultivent si bien la discrétion que le 20 janvier 2022, lors de l'inauguration de 19M, le somptueux espace que Chanel consacre, porte d'Aubervilliers, dans le 19e arrondissement de Paris, aux artisans ultraqualifiés – brodeurs, dentellières, soyeux – des métiers d'art et de la mode, ce n'est pas eux qui accueillirent le président de la République Emmanuel Macron et son épouse, Brigitte, afin de ne pas risquer d'apparaître à la télévision. Jamais, d'ailleurs, on ne les voit dans les dîners officiels à l'Elysée, où l'empereur du luxe, Bernard Arnault, trône, lui, comme un chef d'Etat.

Une mère dévorante

Une avocate d'affaires travaillant régulièrement pour la prestigieuse maison raconte avoir un jour croisé Alain Wertheimer devant l'ascenseur, *« dans son manteau sombre, un chapeau à la main, très bien élevé, mais quasi invisible »*. La voyant s'apprêter à monter à ses côtés, il lui céda sa place, préférant prendre l'escalier. Elle ne comprit qu'après qu'il s'agissait du président exécutif de la prestigieuse société. Une ancienne figure de la maison Chanel se souvient aussi qu'Alain Wertheimer fut refoulé à l'entrée d'un défilé de haute couture, au cœur de Central Park, à New York, où il réside. Il avait oublié son invitation. Personne ne voulut croire que ce monsieur dont le visage et le nom ne disaient rien à quiconque était le propriétaire.

Les frères ne donnent que très rarement leur numéro de téléphone et font jurer à leurs amis de ne jamais le communiquer à qui que ce soit. A Genève, où Gérard Wertheimer vit, ce dernier n'est pas davantage connu. Le Français a pourtant la plus grosse fortune établie en Suisse, devant les familles Hoffmann-Oeri-Duschmalé, qui contrôlent le géant pharmaceutique bâlois Roche. On le croise peu dans les cercles mondains, encore moins dans les journaux. Alors qu'au sein de la petite communauté des riches genevois, tout le monde se connaît, personne n'identifia ce petit homme occupé à contempler les photographies de Bettina Rheims, une de ses proches amies et épouse de l'avocat Jean-Michel Darrois, exposées dans une galerie locale.

Il ne faut pas s'y tromper, cependant : si Chanel, avec ses 32 000 employés à travers la planète, est l'une des locomotives du luxe mondial – après une année 2022 déjà record, ses ventes se sont envolées de 15,8 % en 2023, à 19,7 milliards d'euros de chiffre d'affaires –, c'est aux Wertheimer qu'elle le doit depuis un siècle. Leur mère, Eliane Heilbronn, qui fêtera ses 100 ans le 14 avril 2025, a longtemps paru plus en vue que ses fils. Avocate, elle tenait une partie des affaires juridiques sensibles de la société, notamment les licences. *« Très extravertie, d'une grande force de caractère, on ne voyait qu'elle »*, se souvient Véronique Morali, qui fit un bref passage, en 2007, à la tête de Chanel SA. Jusqu'à l'épidémie de Covid-19, Eliane Heilbronn se rendait chaque matin à 11 h 30 à son bureau, au premier étage du cabinet Salans/Denton, rue Boissy-d'Anglas, dans le 8e arrondissement de Paris, après s'être fait masser, coiffer et maquiller, son déjeuner dans un Tupperware.

Pendant des années, cette femme, aussi élégante dans ses tenues Chanel qu'autoritaire dans ses décisions, rédigea les contrats des hauts cadres de la société, notamment celui du créateur Karl Lagerfeld (1933-2019), engagé en 1982 pour la bonne fortune des Wertheimer, avec lequel elle adorait parler littérature et échanger des « vacheries » sur le Tout-Paris. Un sacré personnage, cette Eliane Heilbronn. On peut toujours la voir circuler dans les allées du Musée du Louvre en fauteuil roulant. Elle continue de recevoir des visites, à lire les journaux et aime se tenir au courant de ce qui se raconte en ville. Une femme chic, mais sans ostentation, à la peau de porcelaine et aux yeux noisette d'une rare vivacité. Intelligente, moderne, féministe, celle qui passa sa jeunesse à Mexico et fréquenta les milieux huppés à New York ou à Paris devint avocate en 1974 et fonda son cabinet quatre ans plus tard, à une époque où les femmes n'étaient pas vraiment les bienvenues dans le monde des affaires. Ceux qui ont travaillé avec elle témoignent de son caractère. *« Elle peut être terrible, elle déteste avoir tort, aime prêcher le faux pour savoir le vrai, adore dominer et est dotée d'un grand sens de la psychologie et de la manipulation »*, résume l'un d'eux. Une véritable *« snob »*, aussi, glisse une autre.

« Même si elle assumait bien plus que ses fils les attributs du pouvoir, affirme l'une de ses proches, *elle les a élevés afin qu'ils dirigent dans une parfaite courtoisie. »* Et sans prendre la lumière surtout. *« Elle leur a dit pendant toute leur enfance de ne pas faire de bruit,* rappelle un proche de la famille, *elle a fait d'Alain et de Gérard deux grands introvertis. »* Cette mère si puissante a pourtant joué un rôle central dans la prise de pouvoir de ses garçons à la tête de Chanel.

LES WERTHEIMER NE SE MONTRENT PAS, MAIS ILS ONT UN SENS INDÉNIABLE DE LA STRATÉGIE ET DES HOMMES

Divorcée depuis 1952 de leur père, Jacques (1911-1996), et remariée avec un amateur de chasse et de campagne, Didier Heilbronn, avec lequel elle a eu un fils, Charles, elle n'a cessé de faire en sorte que ses deux premiers fils et leur demi-frère s'entendent et travaillent de concert. C'est aussi elle qui conseilla à Alain et à Gérard de faire mettre sous tutelle leur père et de reprendre à sa place l'entreprise, en 1974. Jacques Wertheimer, grand collectionneur d'art, mais atteint d'un syndrome maniaco-dépressif, invitait toute l'aristocratie à la chasse, distribuait des tableaux de maître à qui le lui demandait, achetait des appartements à ses maîtresses et avait fini par menacer, par ses dépenses insensées et son comportement erratique, les finances et la survie même de la maison.

Holding dans un paradis fiscal

Alain, son aîné, avait 25 ans lorsque la charge lui incomba. Il aurait souhaité un autre destin. Passionné d'histoire, les lettres l'ont toujours attiré davantage que les chiffres, mais a-t-on le choix quand il s'agit de reprendre le flambeau d'une pareille entreprise ? Un demi-siècle plus tard, Alain Wertheimer prend encore toutes les décisions d'importance pour Chanel, avec sa directrice générale monde du groupe, Leena Nair. Il laisse les experts du groupe s'occuper des vignobles que Chanel possède dans le Bordelais, à Porquerolles (Var) ou dans la Napa Valley, en Californie. Mais c'est avec son frère Gérard qu'il veille sur les quelque 400 poulinières, yearlings et chevaux qui courent sous leurs couleurs – casaque bleue avec coutures, manches et toque blanches – sur les plus grands hippodromes.

Délégué par les Wertheimer pour parler au *Monde*, Philippe Blondiaux, le directeur financier de Chanel, décrit ainsi les deux frères : *« Alain est cérébral. Il supervise toutes les campagnes publicitaires, le design des boutiques, les grandes décisions stratégiques, entre autres. Gérard est chaleureux. A mes débuts, il m'appelait toutes les trois semaines pour savoir comment j'allais. Mais, d'une façon générale, nous travaillons dans la confiance, sans nous sentir sans cesse évalués. »* Cela n'empêche pas les décisions parfois abruptes. Ainsi, le départ de la directrice artistique, Virginie Viard, a été annoncé le 6 juin, de façon tout à fait inattendue. Cette femme, qui avait été le bras droit de Karl Lagerfeld pendant plus de trente ans avant de lui succéder après sa mort, en 2019, a disparu du jour au lendemain, deux semaines à peine avant la présentation de la collection qu'elle avait dessinée. Enfin, il faut aussi compter avec Charles Heilbronn, ce demi-frère âgé de 69 ans avec lequel Alain et Gérard Wertheimer ont grandi. Lorsqu'on lit, dans l'intitulé de certains investissements, Wertheimer et frère, le frère, c'est lui. Plus ouvert, doté d'un solide humour, c'est aussi un financier hors pair. A New York, son bureau est quasi contigu à celui d'Alain, au 40e étage de la tour Chanel, à Manhattan, entièrement décoré d'œuvres d'art. Et si, en 2017, la majorité des fonctions globales de l'entreprise (ressources humaines, juridiques, RSE et finances) a été transférée à Londres, avec une cinquantaine d'employés et de cadres, leur proximité est restée la même. Charles Heilbronn dirige ainsi Mousse Partners, le « family office » alimenté par la holding Mousse Investments Limited, dont Alain et Gérard sont les deux actionnaires à parité et qui, depuis 1979, est domiciliée sur l'île de Grand Cayman, la plus grande des îles Caymans, aux Caraïbes, où il n'y a ni impôt sur les sociétés, ni taxes foncières, ni droits d'apports, ni charges sociales, ni retenue à la source sur les dividendes. C'est aussi pour cela que les Wertheimer n'aiment pas que la presse s'intéresse à eux : entre la domiciliation de leur entreprise en Angleterre et celle de leur holding familiale dans un paradis fiscal, ils jouent de tous les mécanismes d'optimisation.

Ce n'est pas le seul secret de cette famille qui a traversé toutes les secousses, les drames et les flamboyances du XXe siècle. Même les directeurs des grands musées n'ont jamais vu entièrement la fabuleuse collection d'art commencée par le père, Jacques, et complétée patiemment par les fils. *« C'est probablement l'une des plus belles collections privées, elle est encyclopédique et universelle, avec des pièces de toutes les époques, de toutes les civilisations, des objets préhistoriques, des antiquités égyptiennes, ou des Picasso, des Klein, des Giacometti et Rothko »*, décrit un fameux commissaire-priseur en nous faisant jurer l'anonymat, de peur de se fâcher avec les Wertheimer. *« La famille prête parfois des pièces pour des expositions, mais apparaît rarement,* complète Laurent Le Bon, le patron du Centre Pompidou. *Le Louvre, Orsay, tous les grands musées américains, français et britanniques ont les Wertheimer pour mécènes, mais le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils n'en font pas étalage… »*

On aurait tort, cependant, de prendre leur discrétion pour un retrait à l'égard des affaires de l'entreprise. Les Wertheimer ne se montrent pas, mais ils ont un sens indéniable de la stratégie et des hommes. L'ancien patron d'Hermès, Jean-Louis Dumas (1938-2010), qui les connaissait très bien, disait

autrefois d'Alain et de Gérard : *« Moi, je gère ma maison en conduisant devant, les Wertheimer conduisent la leur assis à l'arrière, comme sur un sulky. »* Karl Lagerfeld, qui contribua à moderniser la société et fut pendant trente-cinq ans leur paravent, attirant la lumière à leur place, disait les choses un peu autrement : *« Vous savez, Alain Wertheimer n'est pas le genre à vous dire quelles sont les tendances*, confiait-il avec son accent de Hambourg, *mais je connais ça, ces esprits prussiens qui font des affaires en s'entourant des meilleurs. »*

« Prussienne », la famille l'est en effet, elle dont on retrouve les premières traces au XVIIIe siècle dans la communauté juive du sud de Francfort, en Allemagne, puis en Alsace, après le rattachement de celle-ci à la France. Mais l'histoire commence vraiment quand le patron des Galeries Lafayette, Théophile Baader (1864-1942), présente en 1924 deux de ses connaissances en affaires, les frères (déjà) Paul (1883-1948) et Pierre Wertheimer (1888-1965), à Gabrielle Chanel (1883-1971). Ces deux gros commerçants, qui possèdent déjà la société de cosmétiques Bourjois, comprennent immédiatement le talent indéniable de « Coco ».

A 41 ans, cette ancienne enfant de l'assistance publique, devenue chanteuse de cabaret, cousette et enfin couturière, a un style à la fois chic et moderne, garçonne et féminin, avec ses marinières, ses petits canotiers et une silhouette qui a traversé les époques. Pourtant, si la famille ne l'avait pas constamment financée, malgré l'adversité, sans doute ne serait-elle pas devenue la seule femme internationalement connue dans un milieu dominé par les hommes, et son patronyme une marque mondiale et florissante.



Pierre Wertheimer, à l'hippodrome de Saint-Cloud, en 1924. AGENCE ROL/BNF



Coco Chanel, lors d'un de ses défilés, à Paris, le 28 janvier 1969. BETTMANN

Coco Chanel multiplie les procès

« De la France du XXe siècle, il ne restera que trois noms : de Gaulle, Picasso et Chanel », avait prédit André Malraux (1901-1976). Et c'est vrai que, plus d'un demi-siècle après la mort de la célèbre couturière en 1971, ses initiales entrelacées forment un sigle familier du public, bien au-delà de nos frontières. Le N° 5 est l'un des parfums les plus célèbres et les plus vendus au monde. Le tailleur en tweed de laine gansé, imaginé par Gabrielle Chanel en 1956, compte parmi les pièces iconiques de la mode. Mille fois réinterprété selon les époques, il a été porté aussi bien par Simone Veil que par Inès de la Fressange, Hillary Clinton ou Taylor Swift. C'est pourtant bien les Wertheimer qui, sur trois générations, s'attachèrent à ne garder que le meilleur de Gabrielle Chanel en « oubliant » sa face sombre.

Il a fallu, en effet, plusieurs décennies pour que l'on comprenne exactement la teneur de leurs relations avec « Coco ». Dans les années 1920, l'accord entre Pierre et Paul Wertheimer et Gabrielle Chanel répartissait ainsi les parts : 10 % pour la couturière, 20 % pour les associés Adolphe Dreyfus et Max Grumbach, 70 % pour les Wertheimer. A charge pour ces derniers de financer aussi le train de vie de « Mademoiselle », qui, si elle travaillait et recevait rue Cambon, à deux pas du jardin des Tuileries, dans le 1er arrondissement, dormait tous les soirs au Ritz, le palace parisien de la place Vendôme. Chanel présidait le conseil d'administration, mais les Wertheimer géraient.

L'entente ne dure pas. En 1929, la crise fait chuter le chiffre d'affaires et introduit la méfiance entre Coco Chanel et la famille. Cinq ans plus tard, elle engage un procès contre eux, défendue par Me René de Chambrun (1906-2002), le gendre du président du Conseil, Pierre Laval (1883-1945), qui sombrera plus tard dans la collaboration. En 1939, Pierre Wertheimer vient à peine de redresser un peu la barre que la guerre éclate, l'obligeant à fermer les ateliers Chanel et à licencier 3 000 ouvrières. Quelques mois plus tard, les lois de Vichy menacent les juifs et la famille s'exile aux Etats-Unis, où naîtront Alain et Gérard.

C'est là qu'intervient l'épisode le moins avouable de cette histoire. La formule du N° 5 et surtout les essences de jasmin et de rose de mai servant de base au parfum sont restées en France. Depuis New York, les Wertheimer chargent alors un jeune agent américain de rapatrier les matières premières et se mettent à produire le N° 5 aux Etats-Unis. Ils ont également délégué un ami, Félix Amiot (1894-1974), pour se porter acquéreur de leurs participations dans Bourjois et Chanel afin d'éviter l'« aryanisation », autrement dit la confiscation, de leurs biens. Gabrielle Chanel, elle, côtoie au Ritz toute la Kommandantur et entretient une liaison avec un officier proche d'Hitler. Collaboratrice notoire, elle se croit puissante. Le 5 mai 1941, la voici qui réclame aux autorités allemandes la propriété des Parfums Chanel, assurant qu'*« ils sont toujours la propriété de juifs »* et qu'ils ont été légalement *« abandonnés »* par leurs propriétaires, les Wertheimer. Miraculeusement, elle n'obtient pas satisfaction. *« Sans Churchill, elle aurait été tondue »*, écrivait sa biographe, Edmonde Charles-Roux (1920-2016). Sans la conciliation avec les Wertheimer, pourrait-on ajouter. Après la guerre, leurs biens leur ont été restitués et ils sont redevenus les propriétaires de Chanel. Le *« Number Five »* est aussi devenu LE parfum français des Etats-Unis. Peuvent-ils vraiment continuer sans Gabrielle Chanel, qui, depuis la Suisse où elle s'est réfugiée, multiplie les procès contre eux ?

En 1948, après la mort de Paul Wertheimer, son frère, Pierre, reprend seul les rênes de la société. C'est lui qui conclura finalement un arrangement avec celle qui a tenté de le spolier. Elle percevra désormais des royalties : 2 % des ventes mondiales des parfums et la poursuite du règlement de son luxueux train de vie. Six ans plus tard, il lui rachète ses parts dans la maison de couture et la pousse à reprendre son activité de modiste. Il ne le regrettera pas : si les deux premières collections de Mademoiselle sont des échecs, le lancement de ses tailleurs gansés et du total look Chanel est un énorme succès. Pierre Wertheimer, qui possède désormais 100 % de la société, voit sa fortune exploser.

Longtemps, les Wertheimer chercheront à gommer cet épisode peu reluisant du parcours de la couturière avec laquelle ils ont partie liée. Pierre Wertheimer puis son fils Jacques, qui a pris la succession en 1965, la laissent volontiers réinventer sa légende. Ils n'ont pas intérêt à abîmer l'image de l'icône de la mode et, partant, de leur société, en l'associant à une déshonorante collaboration. De la même façon, la succession ratée entre Pierre et son fils unique, Jacques, a longtemps été passée sous silence. En 1965, *« le petit »*, comme l'appelle alors « Coco » avec condescendance, a pris la direction de la société. Pierre Wertheimer était un gestionnaire rigoureux, mais considérait son fils comme un incapable. Jacques est un esthète plein d'humour, cultivé, nonchalant et paresseux. Il est aussi assez largement dépendant de drogues et de médicaments divers, mélange anciens et nouveaux francs et dépense sans compter.

Sens de la stratégie

C'est pourtant lui qui enrôlera Jacques Helleu (1938-2007), petit-fils du peintre Paul César Helleu (1859-1927), un visionnaire dont les innovations vont révolutionner l'esthétique des flacons de parfum et des publicités du groupe, désormais photographiées par Helmut Newton (1920-2004) ou Richard Avedon (1923-2004). Lorsqu'il sera placé sous tutelle par ses fils, Jacques Wertheimer terminera sa vie chez lui, 55, avenue Foch, au milieu d'antiquités égyptiennes, de maîtres de l'impressionnisme et de tableaux de Nicolas de Staël (1914-1955), dont il fut le premier à repérer le talent.

Qu'ont apporté après lui ses deux garçons, Alain et Gérard ? Un sens certain de la stratégie et du recrutement. Alain, surtout. En 1982, l'aîné des Wertheimer a déjà restructuré l'entreprise, réintégré la fabrication et la distribution du prêt-à-porter, redonné du prestige aux parfums – le N° 5 demeure le must de la maison – en arrêtant leur vente en drugstore. Reste à rénover la couture et à donner à l'entreprise de luxe une image globale.

La bonne idée d'Alain Wertheimer est d'engager, en 1982, Karl Lagerfeld, que lui a présenté sa directrice pour les Etats-Unis, Kitty D'Alessio (1927-2023). *« J'ai rencontré Alain Wertheimer dans sa maison à Londres et nous avons longuement discuté »*, a raconté des années plus tard Karl Lagerfeld au *Monde*. Ce mercenaire de la mode est fin et cultivé. Il connaît aussi parfaitement l'histoire de Gabrielle Chanel et son univers. Choisir un Allemand pour incarner une marque si française est osé. *« Il en sait plus sur Chanel que moi-même »,* glisse cependant le propriétaire de la maison à ses proches. *« A la fin de la discussion*, affirmait encore le couturier, *il m'a dit : "Faites ce que vous voulez, mais si cela ne marche pas, je vends !" Et j'ai répondu : "Ecrivez dans le contrat le 'Faites ce que vous voulez'" ! »*



Eliane Heilbronn, mère d'Alain et de Gérard, et le créateur Karl Lagerfeld, à Paris, en 2013. ERIC FEFERBERG/AFP

Les conditions financières semblent exceptionnelles : un million de dollars pour deux collections de couture par an et le prêt-à-porter Chanel. *« Karl va nous apprendre la mode »*, a confié Alain Wertheimer à Jacques Polge, le parfumeur de Chanel. Le propriétaire a eu du flair : dès l'année 1984, les ventes s'envolent. En 1985, au moment de renouveler son contrat, Lagerfeld réclame désormais un million de dollars par collection ! Accepté. *« Entre les Wertheimer et moi, c'est comme entre Faust et le diable »*, dit-il encore au *Monde*, assurant avoir avec eux un contrat *« à vie »*. De fait, le pacte a valu jusqu'à la mort du « Kaiser Karl », le 19 février 2019. Les Wertheimer savent qu'ils ne sont pas éternels, même s'ils se sont dotés d'un système de gouvernance très solide. Sous l'impulsion de Charles Heilbronn, Mousse Partners s'occupe de la formation des cinq héritiers Wertheimer à leur rôle d'actionnaires en réunissant régulièrement les trois enfants d'Alain, Sarah, Nathaniel et Raphaël, ainsi que la fille et le fils de Gérard, Olivia et David. Mais aussi leurs cousins Heilbronn, Arthur, Charlotte et Louis. *« Nous avons la chance d'être une famille très unie, qui a construit sa vie hors de France dès le milieu des années 1970*, nous a écrit Charles Heilbronn dans un courriel. *Malgré notre dispersion géographique, nos enfants et nos petits-enfants se voient autant que possible. Pouvoir garder ce lien familial aussi fort, sur plusieurs générations, est une chance et une véritable joie. »*

MÊME SI COCO CHANEL, COLLABORATRICE NOTOIRE, A TENTÉ DE LES SPOLIER, ILS LA LAISSERONT RÉINVENTER SA LÉGENDE

Le cadet d'Alain Wertheimer, Nathaniel, 37 ans, après avoir fait un MBA à la Harvard Business School, est entré chez Chanel en 2020, où il semble effectuer une forme d'apprentissage dans les départements les plus stratégiques. Arthur Heilbronn, 37 ans, le dernier des trois enfants de Charles, lui aussi diplômé de la Harvard Business School, est pour sa part entré chez Mousse Partners et accompagne désormais souvent son père, comme une sorte de future intronisation. Pas question, pour autant, de s'afficher dans les manifestations publiques de Chanel ou dans les médias. Et c'est en toute discrétion qu'une fois l'an la famille se réunit pour déguster les millésimes du Château Rauzan-Segla, un cru classé de margaux qui leur appartient. De ces réunions, nulle trace médiatique. Aucun des membres de la quatrième génération ne cède non plus aux sirènes des réseaux sociaux, fidèles à la discrétion enseignée par leurs parents Wertheimer et Heilbronn. De génération en génération. ■

RAPHAËLLE BACQUÉ ET VANESSA SCHNEIDER

FIN

Le Monde
DIMANCHE 25 - LUNDI 26 AOÛT 2024



GIULIA D'ANNA LUPO

L'ex meilleur ami : « Mon contact d'urgence, c'est toi »

A nos amours – 6/6 – N'en déplaise aux tenants de la rupture franche, pour certains anciens amoureux, se priver d'un être qui a tant compté n'a tout simplement aucun sens

Faites le test. A l'heure de l'apéro ou du dîner, lancez la conversation sur les ex, et le lien que l'on entretient avec nos anciens amants. Vaut-il mieux rester amis ou bien couper les ponts ? Immanquablement, vous finirez par entendre que, sur ce sujet-là, *« le monde se divise en deux »*. D'un côté, ceux qui jugent impensable de continuer à voir leur ex-amoureux. Fin de la relation, fin de l'histoire commune. Que pourrait-on bien avoir à faire ensemble maintenant que l'amour s'est éteint ? D'autres convives ouvriront des yeux ronds. Pourquoi devrait-on cesser de voir quelqu'un dont on a été si proche, qui a tant compté ?

Marie, 41 ans, appartient à cette seconde catégorie. Par une matinée lumineuse de printemps, elle raconte son histoire en sirotant un café dans son appartement munichois. Installée en Allemagne depuis plus de dix ans, où elle enseigne le français, elle s'est séparée de son mari allemand, Thomas, en 2019, parce qu'elle avait rencontré un autre homme, Alexis. Elle se souvient avec un étonnement intact de la réaction de tant de ses proches : *« Soudain, pour eux, Thomas est devenu "l'ex". Ils n'ont pas compris que je continue à le voir. Mais pourquoi quelqu'un avec qui l'on a été aussi intime devrait-il disparaître de notre vie ? Je trouve ça dingue. »*

Avec Thomas, Marie ne s'est pas contentée de SMS pour gérer l'intendance autour de leur fils, Victor. Ni même d'échanges réguliers et chaleureux. Non, Marie a installé son ex dans son quotidien, et dans son avenir, sans douter un instant. A Alexis, son nouveau compagnon, elle a énoncé d'emblée : *« J'ai un fils. Et j'ai le papa de mon fils. »* Il l'a accepté, comme on accepte un état de fait : *« Alexis a vite compris que la place que Thomas avait dans ma vie était non négociable »*, dit Marie.

Mais de quelle place s'agit-il, au juste ? *« Quand j'ai rencontré Thomas, j'ai su qu'il allait être l'homme de ma vie. Aujourd'hui, il est mon pilier, mon meilleur ami. »* Amoureux, Marie et Thomas se disputaient beaucoup. Lorsque leur fils est né, Marie a fait une prééclampsie qui aurait pu lui coûter la vie ; elle a eu peur, et a eu du mal à devenir mère. *« Lui était dans la joie. Il n'a pas compris, encore aujourd'hui. Cela a été le début de la fin de notre couple. »* Quelques années plus tard, Marie a rencontré Alexis. Elle est tombée amoureuse de ce Français à la personnalité si différente de celle de Thomas, plus calme, plus discret. Elle a divorcé, puis épousé Alexis, dont elle est tombée enceinte.

Pendant sa grossesse, c'est à Thomas qu'elle a confié sa peur de mourir à l'accouchement. Tout comme elle l'appelle, souvent, lorsqu'elle a des ennuis ou des doutes. *« Il est très dur, pas tendre du tout,* explique-t-elle. *Avec lui, j'arrive à rire de situations pourries. Il ne me brosse pas dans le sens du poil, et j'en ai besoin. »* Comment Alexis vit-il ce lien ? Il a fallu du temps pour que les places s'ajustent, se souvient Marie. Au début, il s'est senti insécurisé. Arriver dans une belle-famille où l'ex connaît tout le monde, où lui tâtonne quand l'autre sait où sont les couteaux à fromage, ce n'était pas évident. Mais les actes parlent d'eux-mêmes. Ils se sont mariés, ont eu une fille, ont bâti leur propre histoire. Alexis a dit à Marie, un jour, qu'il ne pourrait jamais être ami avec Thomas. *« Je ne vous le demande pas,* a-t-elle rétorqué. *Tout ce que je veux, c'est que ça se passe bien. »*

Idéal de vie postromantique

Aujourd'hui, Thomas est le *« pa-papa »* de Rosalie, la fille de Marie et Alexis, tandis qu'Alexis est le *« pa-papa »* de Victor. Et Marie nourrit un rêve à moitié secret. Dans deux ans, elle et son mari déménageront sans doute aux Pays-Bas. *« Je voudrais que Thomas trouve une nouvelle compagne, qu'ils viennent et qu'on ait une grande maison tous ensemble. »* Cet idéal de vie postromantique, Marie l'assume et le théorise. *« Un couple, ce n'est pas exclusivement une relation amoureuse. Avec Thomas, je forme encore un couple. Un couple de parents, un couple d'amis. Réduire un couple à son amour, cela met une pression folle. Parce que cela sous-entend qu'il faut absolument qu'il y ait du désir, un désir quotidien, qui ne s'étiole jamais. C'est sans doute ce qui fait que ça a merdé avec Thomas. On est bien plus heureux aujourd'hui que dans le couple classique que nous formions. »*

Qu'est-ce qu'un couple ? Peut-on de façon réaliste accorder à nos ex une place aussi grande que du temps de l'amour ? La philosophe américaine Agnes Callard a mis en pratique l'utopie de vie collective de Marie. Elle habite dans un appartement à Chicago avec son ex-mari, Ben Callard, son mari actuel, Arnold Brooks, et les enfants qu'elle a eus avec chacun d'entre eux, comme le raconte un long portrait du *New Yorker* paru en 2023. Comme Marie, elle se souvient que ses amis l'ont incitée à opérer *« une rupture franche »* avec son ex, manifestant leur incompréhension, voire leur désapprobation, devant ce choix peu conventionnel. Mais les anciens époux se sentaient encore liés ; ils voulaient pouvoir continuer à parler de philosophie ; garder leur compte commun en banque ; élever les enfants ensemble.

> « ALEXIS A VITE COMPRIS QUE LA PLACE QUE THOMAS AVAIT DANS MA VIE ÉTAIT NON NÉGOCIABLE »
> **MARIE**
> divorcée de Thomas et remariée avec Alexis

Que les trois protagonistes de cette histoire soient philosophes, et qu'ils aient entrepris de faire de leurs vies des terrains d'expérimentation de leurs idées, n'est sans doute pas étranger à l'affaire. Il n'est pas certain que nous serions tous à l'aise avec un tel quotidien. Eux expliquent patiemment ce choix aux sceptiques. Par exemple, beaucoup de gens pensent que Ben Callard, *« l'ex »*, resté célibataire, souffre de ce déséquilibre. Qu'il se serait sacrifié pour le bien de la famille. *« Agnes et moi sommes des amis proches,* répond-il, *et nous nous respectons beaucoup. Mais ni elle ni moi ne pourrions aujourd'hui envisager d'être encore mariés. Je suis passé à autre chose, comme elle. Peut-être cesserons-nous de vivre ensemble lorsque les enfants seront partis, mais pour le moment, nous nous éclatons à élever trois garçons ensemble. »* Ben Callard se dit *« très chanceux »* de connaître Arnold Brooks qui, en retour, affirme que Ben s'est toujours montré chaleureux et ouvert à son endroit.

Une telle noblesse des sentiments a quelque chose d'un peu accablant. Heureusement, il n'est guère besoin de chercher longtemps pour revenir à davantage de trivialité. L'ex meilleur ami, c'est aussi une grosse source d'ennuis – et d'excellents ressorts scénaristiques, comme dans *Irrésistible*, une série romantique de Disney+ créée par Clémence Madeleine-Perdrillat. Adèle (Camélia Jordana) a un ex parfait, Trésor (Corentin Fila), qui porte bien son nom. D'une, il est adorable, et de deux, il lui rapporte des sous : avec lui, elle a écrit un livre et un podcast sur leur séparation. Il est son meilleur ami, son associé, son partenaire de fêtes.

Lorsqu'elle rencontre Arthur (Théo Navarro-Mussy), Adèle est soudain victime d'un mal étrange. Elle fait des malaises dès qu'il approche. Une sorte de stress post-traumatique qui l'empêche de vivre une nouvelle histoire d'amour. Trésor est envahissant, dans tous les sens du terme. Arthur, bonne pâte, prend son mal en patience. Adèle finit par prendre conscience que son ex l'empêche de vivre : *« Il n'y a pas une journée qui est passée depuis qu'on n'est plus ensemble sans qu'on se voie,* lui crie-t-elle. *Mon contact d'urgence, c'est toi ; ton mot de passe Insta, c'est moi. »* Cet ex parfait s'échappe alors soudain du moule dans lequel il était figé, et avoue à Adèle qu'il a une copine depuis un an et qu'il vit avec elle. Comme si le maintien de la relation ne pouvait se faire qu'au prix de l'immobilisme de toutes les parties, et que le moindre mouvement fissurerait tout l'édifice.

L'ex meilleur ami est-il un leurre ? Une fable qu'on se raconte et qui finit toujours par être démentie par la vie ? Dans son podcast « Les ex de François », la journaliste Judith Duportail part à la rencontre des anciennes amoureuses de l'un de ses amis, François, avec une question : comment a-t-il fait pour rester ami avec quasiment toutes ses ex ? Réponse : c'est plus compliqué que ça. Chaque histoire abordée est singulière. Mais toutes sont importantes.

Un réseau neuronal pour toujours

Dans l'un des épisodes, la neuroscientifique Aurore Malet-Karas explique qu'un souvenir est un réseau neuronal qui se constitue pour toujours. *« Imaginez que notre mémoire est une galaxie*, poursuit Judith Duportail. *Chacun de nos souvenirs, dont nos ex, est une constellation entre nos neurones. Quand on se remémore un ex, c'est comme si on rallumait les étoiles de sa constellation dans notre cerveau. Le reste du temps, les étoiles sont juste éteintes, elles ne disparaissent jamais, c'est un phénomène sublime. On ne passe donc jamais à autre chose. »*

Peut-être certains d'entre nous ont-ils une conscience plus aiguë que d'autres de cette pérennité. Les gens qui choisissent de garder leurs ex près d'eux, de devenir leurs amis, font en sorte que ces constellations-là continuent de briller. C'est ce que raconte Leïla (prénom changé), une avocate de 39 ans installée à Strasbourg. *« Il fallait préserver une forme d'amour entre nous,* dit-elle à propos de son ex, Sébastien (prénom changé). *Je ne pouvais pas supporter qu'il ne soit pas dans ma vie. »* Après une histoire passionnée avec lui, comme elle n'en a jamais vécu auparavant, elle décide de le quitter, en 2017. La femme de Sébastien, qui était partie avant leur rencontre, est revenue, et la situation devient intenable. Ils laissent passer quelques mois puis reprennent un lien régulier, *« débarrassé de l'aspect amoureux et sentimental »*. Ils prennent l'habitude de s'appeler *« pour ne rien dire »* – c'est l'expression que Sébastien emploie quand il lui passe un coup de fil, le matin, sur le trajet du bureau. Ils se parlent toutes les semaines. *« J'ai cinq numéros en favoris,* dit Leïla : *mes parents, mon frère, ma belle-sœur et lui. »*

Il y a deux ans, Leïla est tombée amoureuse d'une femme. Un matin, Sébastien l'appelle, comme d'habitude, *« pour ne rien dire »*. Lui est en route pour le travail ; elle est encore à la maison. *« Je me suis mise à pleurer, et c'est sorti,* se souvient-elle. *Il est l'une des premières personnes proches à qui j'ai fait mon coming out. »* Leïla parle avec gratitude et amour de la réaction de son ex : *« Tout de suite, il m'a dit : "Je suis très heureux pour toi, parce que c'est une chance incroyable de t'autoriser à être heureuse dans la vie." Je ne m'attendais pas à une telle spontanéité, à une compréhension si immédiate. »* Aujourd'hui, Leïla est *« lesbienne non pratiquante »*, comme elle aime en plaisanter. Sa relation avec Sébastien est un socle. Cet homme qu'elle a aimé, qui lui a donné confiance en elle, qui l'a encouragée dans son travail, elle en parle comme d'un miracle. Pas question de laisser cette constellation s'éteindre : *« Dans un monde idéal, je nous verrais bien, plus tard, dans notre petite maison de retraite dans le Sud, Sébastien et moi, avec des chats. »* Reste à savoir si sa future compagne et celle de Sébastien partageront ce doux rêve... ■

CLARA GEORGES

FIN

FAÇONS DE PARLER – 10/10



MAYEULE GUESPEREAU

Les gros mots, un grand remède

Ils ont vécu, de profundis/Les joyeux jurons de jadis », regrettait Georges Brassens, en 1958, dans *La Ronde des jurons*. Son constat reste d'actualité. La déchristianisation a aussi eu raison du blasphème, et il n'y a plus guère que les 60 ans et plus pour laisser échapper un « nom de Dieu » bien senti.

A part une tendance tenace à utiliser l'insulte à des fins laudatives, notamment dans le domaine sportif (« Le bâtard, il leur a mis une de ces accélérations ! »), c'est la continuité plutôt que le changement qui prévaut au pays des gros mots où, plus que jamais, l'on jongle entre sexe et scatologie. Si les invariants « merde » et « fait chier » conservent une forte popularité, ils ne sauraient menacer le magistère exercé depuis une cinquantaine d'années par l'inoxydable duo « pute »-« putain ».

« En français, "pute" et son corollaire "putain" semblent concentrer le mépris tout en faisant office de couteau suisse de l'exclamation. Ces deux mots sont si fréquemment utilisés, souvent même sans que le locuteur ou la locutrice s'en rende compte, qu'ils font partie du quotidien », résume Dominique Lagorgette, professeure de sciences du langage à l'université Savoie Mont-Blanc, dans son livre *Pute, histoire d'un mot et d'un stigmate* (La Découverte, 306 pages, 17 euros). Les deux termes viennent de *putidus*, qui désigne la malpropreté et a donné « putois », mais renvoie surtout à une notion de saleté morale. « Putain » est repéré dès 1120 dans un texte rédigé en français d'Angleterre pour désigner une péripatéticienne.

Une charge machiste

Même s'il est principalement devenu un *« mot vide »*, ce terme souvent exclamatif demeure éminemment sexiste et *« putophobe »*. Il a donné naissance à « fils de pute ». Cette interjection qui jouit d'un remarquable rayonnement international est également connue sous l'abréviation FDP, à ne pas confondre, sur les réseaux sociaux, avec l'élégant TMLP (« ta mère la pute »).

Notre vocabulaire ordurier témoigne d'une évidente fascination pour la prostitution que suggère le recours soutenu au mot « bordel », comme interjection ou pour décrire un désordre manifeste. *« Ce qui est pour le moins paradoxal lorsque l'on sait qu'il n'y a pas plus organisé et réglementé qu'une maison close »*, s'amuse Dominique Lagorgette. Lesté d'une charge machiste tout aussi pesante, « salope » (qui viendrait de « sale huppe », oiseau autrefois supposé répugnant) est toujours fort bien coté. On remarquera aussi qu'il est, comme « pute », susceptible de s'adresser à un homme, ce qui n'atténue en rien sa misogynie.

Peu importe, au fond, qu'il ne se réinvente guère : l'important, pour le gros mot, est d'assurer son indispensable fonction cathartique. Le psychologue anglais Richard Stevens, de l'université de Keele, a demandé à soixante-sept cobayes de plonger leurs mains dans de l'eau glacée. Ceux qui avaient l'autorisation de proférer insultes et imprécations ont en moyenne tenu quarante secondes de plus que les autres. Réponse émotive à un stress, la bordée de grossièretés produit un bienfaisant effet analgésique. ■

JEAN-MICHEL NORMAND

FIN

Les nouvelles voies du thé

Influente cuisine japonaise – 6/6 – Ritualisé mais aussi dénaturé dans l'Archipel, le breuvage n'en finit pas d'inspirer les chefs et d'infuser dans notre gastronomie



Le thé sencha est à l'honneur chez Ogata, dans le Marais, à Paris (ici, en février 2020). OGATA

TOKYO – *envoyé spécial*

Dans son kimono brun, le maître Akira Tada entame la cérémonie avec des gestes lents, minutieux. Ses mains suivent une chorégraphie mille fois répétée, afin que l'eau, transvasée de récipient en récipient, accueille le thé vert en poudre, le matcha, dans les meilleures conditions. En quelques secondes, la danse silencieuse des ustensiles – louche et touillette en bambou, tasses en céramique, coupelles – abolit le temps et l'espace. Nous ne sommes plus dans un salon du Kitano Hôtel, à Tokyo, ce Relais & Châteaux luxueux qui se prête ponctuellement à des cérémonies, ce n'est plus l'après-midi et l'on n'est plus fatigué. Comme si la paix intérieure du maître se diffusait à travers ce rituel établi au XVe siècle, et enveloppait tout. Akira Tada se revendique de la tradition séculaire Urasenke et de ses codes à respecter : se tourner vers le maître pour le remercier de préparer la boisson ; boire gorgée après gorgée ; ne pas parasiter le rituel par des bavardages intempestifs… Ils visent à conserver les piliers de la cérémonie : harmonie, respect, pureté, tranquillité.

Mais, dans le Japon contemporain, en pleine mutation, cette « voie du thé » traditionnelle, qui est également une manière de s'accomplir personnellement, est en sursis. *« La cérémonie se pratique théoriquement dans une pièce à part, qui n'existe plus aujourd'hui dans la plupart des maisons*, reconnaît Kazuno Abe, l'assistante du maître. *La société évolue, et il est naturel que le rituel s'adapte au monde d'aujourd'hui. »*

Le thé, dans le quotidien des Japonais, n'a pas grand-chose à voir avec ce fragile instant de méditation. On le trouve à chaque coin de rue en bouteille, dans les distributeurs qui pullulent sur l'Archipel. La poudre verte se consomme aussi au Starbucks, en version matcha latte ou mélangée avec de la purée de fraise (des boissons surtout lestées de sucre). Au supermarché, s'il est encore parfois possible de trouver du thé en vrac, les sachets sont plus répandus, preuve que, pour beaucoup de consommateurs, sortir une théière prend trop de temps. Enfin, même au Japon, certaines préparations s'appuient sur du matcha chinois, meilleur marché et souvent de piètre qualité.

Face à ces évolutions, plusieurs sociétés tentent de redéfinir la cérémonie japonaise du thé, pas seulement pour les amateurs locaux, mais afin de la rendre plus accessible à une clientèle internationale. Et sans céder sur la qualité des produits. Ainsi la marque de thé Jugetsudo, qui achète directement les feuilles aux meilleurs cultivateurs du pays et se veut garante du « goût japonais ». Fondée en 1980, elle peut néanmoins se prévaloir d'une certaine ancienneté, car elle est une émanation de la maison nippone Maruyama Nori, créée en 1854, qui approvisionnait, à l'origine, les aristocrates de Kyoto en algues. Jugetsudo dispose de trois boutiques : deux à Tokyo et une à Paris, à Saint-Germain-des-Prés. Toutes sont reconnaissables aux décors conçus par l'architecte Kengo Kuma qui y a installé des bouquets de bambous sur les murs et au plafond, comme si l'on pénétrait dans des temples boisés.

« Une approche moins rigide »

« Le thé vert est aujourd'hui à la mode, ses propriétés antioxydantes en font un allié pour la santé, note Miyako Maruyama qui gère la communication de la marque. *Mais la cérémonie fait un peu peur. Nous proposons une approche un peu moins rigide. »* Chez Jugetsudo, on ne s'assoit pas sur un tatami pour s'initier, mais autour d'un comptoir en bois. Et au-delà du rituel, plus détendu, la maison propose des mini-ateliers d'une trentaine de minutes seulement (une cérémonie peut durer près de deux heures) pour préparer soi-même son thé matcha, en maniant le *chasen*, le petit fouet en bambou qui permet d'obtenir une mousse onctueuse et de libérer les saveurs.

Surfant sur la vague du matcha utilisé en pâtisserie jusqu'en France, Jugetsudo propose aussi des créations inspirées du savoir-faire hexagonal, arborant d'étonnantes nuances émeraude : gâteau basque, financier, mont-blanc… tous parfumés grâce à la précieuse poudre verte. L'éclair, chapeauté d'une fine tranche de chocolat et de feuilles de thé, fourré d'une crème pâtissière au matcha, peu sucrée, révèle une délicieuse amertume. *« La cérémonie est un moment spécial, mais ce n'est pas le seul moyen de savourer le thé »*, justifie Miyako Maruyama.

Le designer et restaurateur japonais Shinichiro Ogata a choisi une autre voie. Il a ouvert une dizaine d'établissements au Japon, depuis le salon de thé-restaurant raffiné (Yakumo Saryo, dans le sud de Tokyo) jusqu'à des boutiques de thé (Saboé, qui se développe dans l'Archipel). Il existe aussi un Ogata dans le quartier du Marais, à Paris, qui associe, dans un décor dépouillé, des espaces de dégustation et une boutique. Cet esthète ressemble à ses lieux : élégant, sobre, et d'un calme communicatif. Lui a décidé de mettre en majesté le sencha, l'autre grande famille de thé japonais, qui révèle dans la tasse des notes acidulées, végétales, un parfum de sous-bois.

« Au Japon, la voie du thé s'est structurée principalement autour du matcha, et il existe ailleurs des standards de consommation pour le thé noir anglais ou le café. Mais il n'y a pas encore de standard mondial pour le sencha, pointe Shinichiro Ogata. *C'est ce que je veux créer. »* Depuis plus de vingt ans, le patron peaufine son *saho* du thé : un mot qui renvoie autant à un style qu'à un ensemble de règles et de pratiques. Son approche est holistique, il n'a pas simplement choisi soigneusement des thés, mais dessiné les ustensiles pour les préparer, et jusqu'à des espaces pour les déguster. D'où le sentiment, quand on se rend dans ses établissements, d'entrer dans des cocons hermétiques et harmonieux, où chaque objet et chaque geste résonnent avec son environnement.

« Paris rayonne toujours sur le monde de la gastronomie : il était donc important que j'y propose ma vision, mais le succès est relatif, admet Shinichiro Ogata. *Si certains clients sont impressionnés et émus, mon approche reste encore trop complexe pour être diffusée largement. »* Ce dernier va un peu plus loin aujourd'hui. Pour accompagner les gourmets durant toute une journée, il a conçu dix mélanges (mêlant thés, fruits et céréales), disposant chacun d'un numéro, d'un code couleur et d'un horaire idéal de dégustation.

LES CODES VISENT À CONSERVER LES PILIERS DE LA CÉRÉMONIE DU THÉ : HARMONIE, RESPECT, PURETÉ, TRANQUILLITÉ

Le « hare » et le « ke »

« Cette simplification peut être vue comme antinomique de la voie du thé, mais elle est nécessaire, juge Shinichiro Ogata. *Au Japon on distingue le* hare*, ce qui est exceptionnel, du* ke*, le quotidien. On ne peut pas vivre l'un sans l'autre, dans un monde où se mêlent raffinement et plaisirs banals. »* Le patron envisage d'installer ses boutiques un peu partout sur la planète, mais aussi en France, en Provence. *« Je suis convaincu que la consommation de thé japonais va se développer »*, pronostique-t-il.

Des chaînes spécialisées (Palais des thés) et des restaurants gastronomiques (tel L'Ecrin à l'Hôtel Crillon, à Paris) proposent déjà des pratiques nouvelles : des accords mets-thés, qui se substituent aux traditionnelles combinaisons avec du vin. L'établissement Blanc, un étoilé proche de la place du Trocadéro, ose la formule la plus poussée. Sur la carte, le sommelier, Michael Lhéritier, a sélectionné une trentaine de thés, notamment du gyokuro, ce « thé d'ombre » chargé en acides aminés, et donc en umami, qui donne le sentiment de siroter un cocktail d'herbes fraîches. *« Notre gamme est suffisamment complète pour accompagner chaque plat, de l'huître à l'asperge*, dit-il. *Les thés sont servis dans des verres à vin, et nous invitons les clients à les apprécier comme on le fait pour de grands crus : qualifier la couleur du thé, le premier nez, le deuxième nez, repérer les saveurs en bouche… »* Rien de mieux que le rituel du vin pour désarçonner un peu moins le public français. ■

LÉO PAJON

FIN

Philippe Brun Un accord de non-censure serait la seule issue pour sortir de la crise politique

Le député (PS) de l'Eure suggère aux groupes parlementaires de négocier des engagements réciproques en échange d'une renonciation à la censure du futur gouvernement

Depuis le 7 juillet, nous nous montrons incapables de répondre à la double exigence posée par les Français lors des élections législatives, qui ont demandé à la fois un grand changement au premier tour et ont créé au second tour les conditions d'un grand rassemblement pour mener ce changement.

Aucun bloc politique de l'Assemblée ne peut prétendre avoir la majorité à lui seul, et le plus important d'entre eux, celui de la gauche, doit trouver cent voix supplémentaires pour faire adopter un budget. La sinistre perspective de la succession de gouvernements minoritaires tombant les uns après les autres tous les deux mois est le plus sûr moyen de la victoire de l'extrême droite en 2027, si ce n'est à la prochaine dissolution, dans un an.

La sagesse aurait commandé au bloc en tête, celui de la gauche, qu'il engage des discussions pour former un gouvernement de coalition, comme cela est le cas dans l'ensemble des grandes démocraties parlementaires, afin de nous donner les coudées franches pour doter le pays d'un gouvernement stable qui appliquerait l'essentiel de notre programme. Le poison de la présidentielle invite chacun à l'attentisme, tandis que les accusations de *« compromission »* ou de *« trahison »* ont suffi à refroidir les plus téméraires.

L'irresponsabilité ne s'est pas limitée à notre camp. Le bloc central refuse de constater sa défaite, et ne laisse d'imaginer pouvoir conserver l'intégralité du pouvoir après avoir été très sévèrement désavoué dans les urnes. Pire, ses principaux responsables se permettent de poser des conditions inacceptables comme le refus de tout gouvernement comprenant des ministres écologistes ou insoumis.

PERSONNE NE PEUT AFFIRMER ÊTRE CAPABLE DE FAIRE PASSER UN BUDGET EN COMPTANT SUR L'ABSTENTION MIRACULEUSE DES AUTRES GROUPES

Liberté de critique

D'autres ont réclamé des *« lignes rouges »* impossibles à ne pas franchir pour un gouvernement de salut public tel que nous l'imaginons, à l'image des députés de la droite républicaine, qui exigent *« aucune augmentation d'impôts »*, alors même que ces derniers avaient voté en faveur d'une hausse de la taxe sur la rente inframarginale des énergéticiens.

En l'absence de tout accord, la tâche du futur chef de gouvernement semble impossible. Si des discussions peuvent amener à des compromis sur des textes peu clivants, comme la fin de vie, personne ne peut affirmer être capable de faire passer un budget en comptant sur l'abstention miraculeuse des autres groupes, ou l'absence de censure par bonté d'âme.

Mettons-nous nous-mêmes à la place de nos opposants : imaginons-nous, dans une situation inversée, renoncer à censurer un budget d'austérité qui serait présenté par un premier ministre de droite libérale au seul motif de vouloir éviter l'instabilité politique ? Cela n'existe pas.

La mise en œuvre de notre programme rend obligatoire l'adoption d'un budget. Personne ne pourrait se satisfaire d'une situation de blocage qui verrait la France être le seul pays démocratique du monde à ne pouvoir se doter d'un budget.

On ne fait de la politique qu'avec des réalités. Une coalition de gouvernement majoritaire étant impossible tant que l'élection présidentielle concentrera l'essentiel des stratégies personnelles des dirigeants politiques de ce pays, il reviendra donc au chef de gouvernement de négocier un accord de non-censure avec un nombre suffisant de groupes politiques pour atteindre la barre de la majorité des 289 députés à l'Assemblée nationale.

Cet accord de non-censure devra comprendre des engagements réciproques et non de simples « lignes rouges », qui tomberaient comme des ultimatums changeant au gré de l'actualité. La majorité gouvernementale relative devra, et c'est bien normal, consentir à des compromis pour appliquer son programme et évacuer le risque de censure. Les groupes d'opposition ayant pris part à l'accord de non-censure pourront se faire fort, en échange de leur renoncement à la censure, d'avoir obtenu l'application de certaines de leurs propositions.

L'accord aura de quoi satisfaire ceux que la perspective présidentielle rend rétifs à l'idée d'une coalition : ils pourront ainsi préparer la prochaine échéance en laissant le gouvernement travailler, sans être associés directement à son action, et en gardant leur liberté de critique, voire d'opposition franche.

Cette solution s'impose comme la seule issue pour sortir de la crise politique dans laquelle la France est plongée. Bien sûr, le gouvernement aura, dans les mois qui le séparent de la prochaine élection présidentielle de 2027, d'immenses défis à relever : relancer notre économie, augmenter la rémunération du travail, faire la planification écologique, doter le pays d'institutions plus démocratiques. ■

Philippe Brun *est député socialiste de l'Eure*

LA PARENTHÈSE ENCHANTÉE DE LA CONVENTION DÉMOCRATE

ÉDITORIAL M

Mission accomplie. La convention du Parti démocrate américain s'est achevée jeudi soir 22 août à Chicago sur un lâcher de ballons tricolores monstre, comme le veut la tradition, mais surtout sur l'euphorie d'une réussite inespérée un mois plus tôt, lorsque Joe Biden, alors candidat octogénaire à l'élection présidentielle du 5 novembre, semblait mener son camp à une défaite quasi certaine face à Donald Trump. Le miracle s'est produit le 21 juillet, lorsque le président Biden a décidé de se retirer de la course au profit de la vice-présidente, Kamala Harris, 59 ans.

Dans un contraste frappant avec la sombre atmosphère de la campagne de 2020, les quatre jours d'autocélébration, d'unité et de joie retrouvéesque viennent de vivre les milliers de partisans démocrates à Chicago autour de leurs élus ont confirmé le formidable élan apporté au parti par la candidature de Kamala Harris, métamorphosée en incandescente locomotive politique. Cet élan se traduit aussi par une fructueuse collecte de fonds, grâce auxquels le parti va pouvoir inonder les ondes de messages et de vidéos promotionnels dans les deux mois à venir.

Très attendu, le discours de clôture prononcé par la candidate lui a permis d'asseoir une image présidentielle de future commandante en chef. Optimiste, patriotique, centriste et centré sur l'avenir des classes moyennes, suffisamment vague pour rassembler, ce discours d'une demi-heure n'était pas conçu pour exposer un programme de gouvernement mais pour inspirer confiance et espoir dans le leadership d'une enfant d'étudiants immigrés jamaïcain et indienne devenue procureure générale de Californie, puis sénatrice, puis vice-présidente : une histoire authentiquement américaine. Incontestablement, l'objectif a été atteint.

Habilement, la campagne de Kamala Harris a choisi pour mot d'ordre *« une nouvelle voie »* pour la faire apparaître comme la candidate du changement plutôt que d'avoir à justifier un bilan, rôle laissé à Joe Biden. L'autre slogan, *« pas de retour en arrière »*, vise le bilan de Donald Trump, sur lequel se sont concentrées toutes les attaques, et qui se révèle le plus puissant facteur d'unité des démocrates. Aucune fausse note n'est venue troubler la succession de stars du parti qui, en parfait ordre de marche, y compris pour les personnalités de gauche, ont préparé le terrain pour leur candidate pendant quatre jours. Particulièrement éloquente, Michelle Obama n'a fait aucun quartier sur Donald Trump. Le discours chaleureux du candidat à la vice-présidence, Tim Walz, gouverneur du Minnesota, a confirmé le choix judicieux d'un homme du Midwest pour le ticket démocrate.

En volant le thème de la liberté au camp républicain, présenté comme partisan d'une restriction des droits individuels, notamment celui à l'avortement, et en confirmant avec discipline son tandem de dernière minute, les démocrates ont maintenant bien assis leur campagne. La prudence de l'ex-président Barack Obama est cependant justifiée : le plus dur reste à faire, en soixante-quinze jours, face à des républicains solidement implantés. Le bond accompli dans les sondages n'est pas encore suffisant, en particulier dans les Etats-clés. Déstabilisé par ce tournant inattendu qui lui a volé la vedette, Donald Trump peut rebondir. Kamala Harris n'a pas encore affronté la presse, ni les questions sur son programme. Le grand défi est maintenant de mobiliser l'électorat au-delà du parti, pour que cette convention ne soit pas qu'une parenthèse enchantée. ■

Laurence Nardon La vision résolument optimiste de l'Amérique de Kamala Harris

La candidate démocrate a présenté l'image d'une Amérique apaisée lors de son discours à la convention de Chicago, cherchant à unir et apaiser les électeurs, analyse la spécialiste

La grande surprise de l'été politique américain aura moins été le retrait tardif de Joe Biden de la campagne (un soulagement pour beaucoup de démocrates) que la révélation soudaine de Kamala Harris. Privée d'initiative depuis quatre ans dans son rôle de vice-présidente, trop facilement taxée d'incompétence sur des dossiers difficiles comme l'immigration, elle a su, fin juillet, s'affirmer immédiatement comme une présidentiable crédible et insuffler une énergie nouvelle à la campagne démocrate. La multiplication de meetings enthousiastes et un montant de contributions décuplé en ont apporté la preuve.

La convention qui s'est déroulée à Chicago du 19 au 22 août a permis à la candidate de renforcer cette dynamique positive, mais surtout de présenter sa vision des Etats-Unis, en détaillant les points de son programme lors de son discours d'investiture prononcé jeudi soir. Kamala Harris s'y affirme comme résolument modérée, cherchant avant tout à unir et apaiser les électeurs. Si elle rappelle le parcours de sa mère, venue d'Inde pour étudier aux Etats-Unis et qui lui a enseigné le courage, Harris ne présente à aucun moment le fait qu'elle-même serait la première femme noire à être présidente en cas de victoire comme un argument de campagne. De fait, elle n'en parle même pas.

Son projet le plus à gauche concerne l'économie, mais reste dans la droite ligne des « Bidenomics » de l'actuel président, voire des propositions de certains trumpistes : il s'agit de restaurer la prospérité des classes moyennes, abîmée par les excès de la mondialisation. Elle prévoit ainsi des baisses d'impôt pour cent millions de ménages aux revenus moyens. Pour le reste, ses propositions sont relativement consensuelles.

KAMALA HARRIS PRÉVOIT DES BAISSES D'IMPÔT POUR CENT MILLIONS DE MÉNAGES AUX REVENUS MOYENS

Harris dénonce ainsi les attaques contre les droits des femmes à disposer de leur corps, ce que les Américains appellent les « droits reproductifs », un thème aujourd'hui accepté bien au-delà de l'électorat démocrate. Autre marqueur centriste, Harris annonce aussi vouloir mieux contrôler l'immigration illégale, en reprenant un projet de loi préparé au printemps par un groupe de sénateurs démocrates et républicains. Très strict, ce texte bipartisan prévoit, entre autres, de pouvoir fermer la frontière avec le Mexique en cas d'arrivées massives de demandeurs d'asile. En mai, Donald Trump avait demandé aux élus de son camp de voter contre ce texte, tant cela lui aurait ôté de carburant populiste pour sa campagne.

Convaincre large

Enfin, Harris prend une position médiane sur la question très attendue de Gaza : elle s'engage à maintenir l'alliance américaine avec Israël, mais dénonce également les souffrances infligées à la population civile palestinienne. Il était crucial pour la candidate de répondre aux protestataires de la gauche du parti, même si leurs manifestations en marge de la convention n'ont pas créé de désordre. Les comparaisons avec les émeutes d'août 1968 contre la guerre du Vietnam, lors d'une autre convention démocrate à Chicago, ont tourné court. Reste à voir comment cet entre-deux pourrait se traduire concrètement en cas de victoire…

La candidate démocrate développe plus largement une vision résolument optimiste de l'Amérique, loin de la vision apocalyptique du pays présentée par Trump, loin aussi de la catastrophe prédite par la campagne de Biden en cas de victoire du républicain en novembre (une stratégie qui s'était avérée inopérante). Son discours a certes livré une dénonciation en règle de Trump, exprimée en phrases commençant toutes par le terme juridique *« Considérez… »*, un clin d'œil à son passé de procureure et au lourd passif judiciaire de son adversaire.

Mais la nouvelle tactique de la campagne démocrate consiste plutôt à dédramatiser la menace Trump en se moquant de lui. C'est ainsi que le colistier de Harris, le gouverneur du Minnesota Tim Walz, s'emploie à qualifier les trumpistes de *« trop bizarres »* (« *just weird* »). Malgré sa figure de père sympathique dans une sitcom, Walz a surtout conduit des politiques considérées comme très progressistes dans son Etat du Minnesota. Le candidat à la vice-présidence est donc chargé de séduire la gauche du parti face à une Harris modérée. La stratégie du ticket démocrate est conçue pour convaincre large.

L'animation et l'exposition médiatique des conventions entraînent en général un effet positif dans les sondages. Cette semaine, ces derniers donnent à Harris une avance de 2 points sur Trump au niveau national, et même dans quatre des six *swing states* (« Etats pivots »), décisifs pour l'élection. L'évolution est positive pour le camp démocrate, mais elle reste insuffisante et fragile. L'état de grâce que connaît Kamala Harris depuis juillet est-il durable ? Alors que le vote anticipé commence dès septembre dans certains Etats, le débat télévisé du 10 septembre entre les deux candidats puis celui du 1er octobre entre colistiers seront scrutés de près.

Harris connaîtra là un nouveau baptême du feu, mais son adversaire, lui aussi, montrera ses défauts. Toujours aussi rageur et versatile, commençant à paraître son âge, le candidat républicain table sur la colère et non sur le raisonnement pour convaincre ses électeurs. Donald Trump se refuse ainsi à présenter un programme précis, tel que le « Project 2025 » préparé pour lui par la très conservatrice Heritage Foundation. Avec le sénateur de l'Ohio J. D. Vance, le choix d'un candidat à la vice-présidence qui a le même positionnement populiste que lui va dans ce sens. La stratégie du camp trumpiste consiste non pas à élargir son électorat vers les modérés, mais à le mobiliser au maximum pour l'emporter dans les *swing states* les plus cruciaux. Cette stratégie aussi peut fonctionner. ■

Laurence Nardon *est responsable du programme Amériques à l'Institut français des relations internationales. Elle va publier « Géopolitique de la puissance américaine » (PUF, 176 pages, 15 euros, numérique 12 euros, à paraître le 28 août)*